

DIPLOMATIE

APRÈS LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Le statut de Berlin

La présidence Carter a déclaré à Londres, dimanche 8 mai, aux journalistes : « Comme vous le savez, l'accord quadripartite (sur Berlin) déclare que la ville n'est pas soumise en deux entités politiques qui s'opposent. Nous maintenons, comme vous le savez, des patrouilles américaines, françaises, britanniques et soviétiques en Allemagne de l'Est, et, conformément à l'accord, les Allemands de l'Est ont accès de même à l'Allemagne de l'Ouest ».

M. Carter a commis certaines erreurs (il n'y a jamais eu, notamment, de patrouilles américaines à Berlin-Est, que lui aurait épargné une lecture attentive de l'accord quadripartite sur Berlin signé le 3 septembre 1971 par les Américains, les Britanniques, les Français et les Soviétiques). Berlin est occupé depuis 1945 par des troupes des quatre puissances alliées pendant la seconde guerre mondiale, et depuis le blocus des trois secteurs occidentaux par Staline en 1948, la situation y a rarement été « normale ». Aux termes de l'accord de 1971, dont les Occidentaux avaient fait une condition préalable à la convocation d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, les quatre anciens alliés de la seconde guerre mondiale estiment qu'il ne doit y avoir dans la région ni menace ni emploi de la force, et renoncent à modifier unilatéralement la situation. Des dispositions créent de la façon générale la circulation entre la R.F.A. et Berlin-Ouest ne devra pas être entravée, mais, au contraire, s'effectuer de la façon la plus simple et la plus rapide.

Une convention entre la R.D.A. et la R.F.A. ont signé un traité fondamental réglant leurs relations et accablant notamment qu'elles « développeront entre elles des relations normales de bon voisinage et fondées sur l'égalité des droits ».

LA COMMISSION EUROPÉENNE DÉSIRE PARTICIPER AUX DÉBATS DU GROUPE DE TRAVAIL NUCLÉAIRE

De notre correspondant
Bruxelles. — M. Jenkins, président de la Commission européenne, espère vivement que l'organisation qu'il dirige participera au groupe de travail chargé par la conférence de Londres de définir dans les deux mois à venir un nouveau code des échanges nucléaires. La Commission définit, en effet, en vertu du traité d'Union, des pouvoirs importants en matière nucléaire. Ainsi, par le biais de son agence d'approvisionnement, c'est à elle qu'il revient de superviser dans l'ensemble de la Communauté les achats de combustibles nucléaires destinés à des installations civiles. D'autre part, la Commission a la charge de garantir la libre cir-

culation des matières fissiles ainsi que des matières nucléaires à l'intérieur de la Communauté. A ce titre, elle doit veiller à ce que les nouvelles règles qui seront édictées par les Sept n'aboutissent pas à faire surgir des barrières entre les Etats membres de la C.E.E.

Pour le reste, M. Jenkins est satisfait des résultats de la conférence de Londres. Il se félicite notamment des progrès substantiels obtenus en ce qui concerne le dialogue Nord-Sud, où la position des Etats-Unis s'est sensiblement rapprochée de celle de la C.E.E. — Ph. L.

LE PROCÉDÉ FRANÇAIS D'ENRICHISSEMENT DE L'URANIUM EST UN « MAUVAIS MOYEN DE PRESSION », estime un journal néerlandais.

Rotterdam (A.F.P.). — Le nouveau procédé français d'enrichissement de l'uranium n'entraîne rien au danger de la prolifération des armements nucléaires, et la publicité faite par la France autour de ce système est un « mauvais moyen de pression destiné à conquérir la maîtrise mondiale des matières nucléaires », écrit le N.R.C. Handelsblad (centre gauche), l'un des meilleurs journaux néerlandais. La France estime un collaborateur scientifique du journal, a subi un coup dur lorsqu'il est apparu que l'enrichissement par centrifugation pratiqué aux Pays-Bas était plus économique en énergie que le procédé de la diffusion gazeuse dans lequel la France avait accompli de grands progrès (1).

(1) Les Pays-Bas sont partenaires de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne fédérale au sein d'Urenco, qui développe la technique d'enrichissement par diffusion gazeuse. Le gouvernement néerlandais, pour des raisons politiques notamment, n'a pas encore arrêté de décision concernant l'acquisition de l'usine d'Almelo.

Nous ne changerons pas la vie, si nous ne changeons pas la politique.

Jean-Denis Bredin
Les Français au pouvoir?

« Un brillant essai... Dix sept propositions, pas moins, sont avancées dans l'épilogue, pour aider les Français à prendre enfin le pouvoir chez eux. »

Pierre Vianou-Ponté /Le Monde

« Une méditation originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

« Une réflexion originale et passionnée sur la notion de pouvoir. »

Gérard Humbert-Goury /Le Matin de Paris

Le communiqué

Le communiqué publié à l'issue de la session « au sommet » du conseil atlantique, les 10 et 11 mai, à Londres, déclare notamment :

« L'objet essentiel de l'Alliance est d'assurer l'indépendance et la sécurité de ses membres, ce qui est la seule base sur laquelle se fonde la démocratie et le respect des droits de l'homme, de promouvoir la liberté individuelle, la justice et la prospérité sociale, et de rendre possible l'édification d'une paix durable. »

Malgré l'amélioration des relations Est-Ouest, poursuivie le communiqué, il subsiste des « facteurs d'instabilité et d'incertitude ». Dans ces conditions, les alliés soulignent « la nécessité pour l'Alliance de maintenir au niveau adéquat les forces nécessaires à la défense commune et à la dissuasion ».

« Les alliés (aux alliés) sont de parvenir à l'utilisation la plus efficace des ressources disponibles, ainsi qu'un maintien et un développement de la force de l'Alliance industrielle et technique qui est essentielle à la défense de l'Alliance et à l'établissement de rapports mutuellement équilibrés entre les deux blocs de la guerre froide. »

« Les alliés reconnaissent pleinement la légitimité des aspirations qui s'expriment partout dans le monde à l'égard des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils sont convaincus que le respect de ces droits et libertés (...) est essentiel pour la paix, la stabilité et la coopération entre les peuples. (...) Chaque pays a le droit d'apporter une assistance aux pays en développement. »

« Les alliés se félicitent ensuite des efforts des Etats-Unis dans la négociation avec l'Union sovié-

tiennne pour la limitation des armements stratégiques (SALT) en tenant compte de l'intérêt de l'Alliance. »

« Les alliés soulignent la nécessité de la réduction des armements en Europe (M.P.F.R.) soulignent l'importance qu'ils attachent à cette négociation. »

« L'amélioration des relations Est-Ouest dépendra de la mesure dans laquelle les intérêts seront pris en compte de la part de l'Union soviétique. »

« Les alliés approuvent la déclaration adoptée par M.M. Carter, Callaghan, Giscard d'Estaing et Schmidt le 10 mai, selon laquelle « le strict respect et la pleine application » de l'accord sur Berlin avec les Soviétiques « sont essentiels pour le renforcement de la sécurité et le développement de la coopération en Europe ». »

« Les alliés soulignent la grande importance qu'ils attachent à la mise en vigueur de la totalité des dispositions par les Etats signataires de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Des progrès limités ont été accomplis dans certains domaines. A tout le moins, les alliés ajoutent : « Il reste encore beaucoup à faire pour que les perspectives de l'acte final puissent se concrétiser non seulement dans les relations entre Etats, mais aussi dans la vie des habitants de tous les pays intéressés. »

« Les alliés cherchent à obtenir des résultats positifs qui favorisent de meilleures relations entre les deux blocs et seront profitables à tous les peuples. »

« Les alliés reconnaissent pleinement la légitimité des aspirations qui s'expriment partout dans le monde à l'égard des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils sont convaincus que le respect de ces droits et libertés (...) est essentiel pour la paix, la stabilité et la coopération entre les peuples. (...) Chaque pays a le droit d'apporter une assistance aux pays en développement. »

« Les alliés se félicitent ensuite des efforts des Etats-Unis dans la négociation avec l'Union sovié-

tiennne pour la limitation des armements stratégiques (SALT) en tenant compte de l'intérêt de l'Alliance. »

« Les alliés soulignent la nécessité de la réduction des armements en Europe (M.P.F.R.) soulignent l'importance qu'ils attachent à cette négociation. »

« L'amélioration des relations Est-Ouest dépendra de la mesure dans laquelle les intérêts seront pris en compte de la part de l'Union soviétique. »

« Les alliés approuvent la déclaration adoptée par M.M. Carter, Callaghan, Giscard d'Estaing et Schmidt le 10 mai, selon laquelle « le strict respect et la pleine application » de l'accord sur Berlin avec les Soviétiques « sont essentiels pour le renforcement de la sécurité et le développement de la coopération en Europe ». »

« Les alliés soulignent la grande importance qu'ils attachent à la mise en vigueur de la totalité des dispositions par les Etats signataires de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Des progrès limités ont été accomplis dans certains domaines. A tout le moins, les alliés ajoutent : « Il reste encore beaucoup à faire pour que les perspectives de l'acte final puissent se concrétiser non seulement dans les relations entre Etats, mais aussi dans la vie des habitants de tous les pays intéressés. »

« Les alliés cherchent à obtenir des résultats positifs qui favorisent de meilleures relations entre les deux blocs et seront profitables à tous les peuples. »

« Les alliés reconnaissent pleinement la légitimité des aspirations qui s'expriment partout dans le monde à l'égard des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils sont convaincus que le respect de ces droits et libertés (...) est essentiel pour la paix, la stabilité et la coopération entre les peuples. (...) Chaque pays a le droit d'apporter une assistance aux pays en développement. »

« Les alliés se félicitent ensuite des efforts des Etats-Unis dans la négociation avec l'Union sovié-

tiennne pour la limitation des armements stratégiques (SALT) en tenant compte de l'intérêt de l'Alliance. »

« Les alliés soulignent la nécessité de la réduction des armements en Europe (M.P.F.R.) soulignent l'importance qu'ils attachent à cette négociation. »

« L'amélioration des relations Est-Ouest dépendra de la mesure dans laquelle les intérêts seront pris en compte de la part de l'Union soviétique. »

« Les alliés approuvent la déclaration adoptée par M.M. Carter, Callaghan, Giscard d'Estaing et Schmidt le 10 mai, selon laquelle « le strict respect et la pleine application » de l'accord sur Berlin avec les Soviétiques « sont essentiels pour le renforcement de la sécurité et le développement de la coopération en Europe ». »

« Les alliés soulignent la grande importance qu'ils attachent à la mise en vigueur de la totalité des dispositions par les Etats signataires de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Des progrès limités ont été accomplis dans certains domaines. A tout le moins, les alliés ajoutent : « Il reste encore beaucoup à faire pour que les perspectives de l'acte final puissent se concrétiser non seulement dans les relations entre Etats, mais aussi dans la vie des habitants de tous les pays intéressés. »

« Les alliés cherchent à obtenir des résultats positifs qui favorisent de meilleures relations entre les deux blocs et seront profitables à tous les peuples. »

« Les alliés reconnaissent pleinement la légitimité des aspirations qui s'expriment partout dans le monde à l'égard des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils sont convaincus que le respect de ces droits et libertés (...) est essentiel pour la paix, la stabilité et la coopération entre les peuples. (...) Chaque pays a le droit d'apporter une assistance aux pays en développement. »

« Les alliés se félicitent ensuite des efforts des Etats-Unis dans la négociation avec l'Union sovié-

tiennne pour la limitation des armements stratégiques (SALT) en tenant compte de l'intérêt de l'Alliance. »

« Les alliés soulignent la nécessité de la réduction des armements en Europe (M.P.F.R.) soulignent l'importance qu'ils attachent à cette négociation. »

« L'amélioration des relations Est-Ouest dépendra de la mesure dans laquelle les intérêts seront pris en compte de la part de l'Union soviétique. »

« Les alliés approuvent la déclaration adoptée par M.M. Carter, Callaghan, Giscard d'Estaing et Schmidt le 10 mai, selon laquelle « le strict respect et la pleine application » de l'accord sur Berlin avec les Soviétiques « sont essentiels pour le renforcement de la sécurité et le développement de la coopération en Europe ». »

« Les alliés soulignent la grande importance qu'ils attachent à la mise en vigueur de la totalité des dispositions par les Etats signataires de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Des progrès limités ont été accomplis dans certains domaines. A tout le moins, les alliés ajoutent : « Il reste encore beaucoup à faire pour que les perspectives de l'acte final puissent se concrétiser non seulement dans les relations entre Etats, mais aussi dans la vie des habitants de tous les pays intéressés. »

« Les alliés cherchent à obtenir des résultats positifs qui favorisent de meilleures relations entre les deux blocs et seront profitables à tous les peuples. »

« Les alliés reconnaissent pleinement la légitimité des aspirations qui s'expriment partout dans le monde à l'égard des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils sont convaincus que le respect de ces droits et libertés (...) est essentiel pour la paix, la stabilité et la coopération entre les peuples. (...) Chaque pays a le droit d'apporter une assistance aux pays en développement. »

« Les alliés se félicitent ensuite des efforts des Etats-Unis dans la négociation avec l'Union sovié-

tiennne pour la limitation des armements stratégiques (SALT) en tenant compte de l'intérêt de l'Alliance. »

« Les alliés soulignent la nécessité de la réduction des armements en Europe (M.P.F.R.) soulignent l'importance qu'ils attachent à cette négociation. »

« L'amélioration des relations Est-Ouest dépendra de la mesure dans laquelle les intérêts seront pris en compte de la part de l'Union soviétique. »

« Les alliés approuvent la déclaration adoptée par M.M. Carter, Callaghan, Giscard d'Estaing et Schmidt le 10 mai, selon laquelle « le strict respect et la pleine application » de l'accord sur Berlin avec les Soviétiques « sont essentiels pour le renforcement de la sécurité et le développement de la coopération en Europe ». »

« Les alliés soulignent la grande importance qu'ils attachent à la mise en vigueur de la totalité des dispositions par les Etats signataires de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Des progrès limités ont été accomplis dans certains domaines. A tout le moins, les alliés ajoutent : « Il reste encore beaucoup à faire pour que les perspectives de l'acte final puissent se concrétiser non seulement dans les relations entre Etats, mais aussi dans la vie des habitants de tous les pays intéressés. »

« Les alliés cherchent à obtenir des résultats positifs qui favorisent de meilleures relations entre les deux blocs et seront profitables à tous les peuples. »

« Les alliés reconnaissent pleinement la légitimité des aspirations qui s'expriment partout dans le monde à l'égard des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils sont convaincus que le respect de ces droits et libertés (...) est essentiel pour la paix, la stabilité et la coopération entre les peuples. (...) Chaque pays a le droit d'apporter une assistance aux pays en développement. »

« Les alliés se félicitent ensuite des efforts des Etats-Unis dans la négociation avec l'Union sovié-

tiennne pour la limitation des armements stratégiques (SALT) en tenant compte de l'intérêt de l'Alliance. »

« Les alliés soulignent la nécessité de la réduction des armements en Europe (M.P.F.R.) soulignent l'importance qu'ils attachent à cette négociation. »

« L'amélioration des relations Est-Ouest dépendra de la mesure dans laquelle les intérêts seront pris en compte de la part de l'Union soviétique. »

« Les alliés approuvent la déclaration adoptée par M.M. Carter, Callaghan, Giscard d'Estaing et Schmidt le 10 mai, selon laquelle « le strict respect et la pleine application » de l'accord sur Berlin avec les Soviétiques « sont essentiels pour le renforcement de la sécurité et le développement de la coopération en Europe ». »

« Les alliés soulignent la grande importance qu'ils attachent à la mise en vigueur de la totalité des dispositions par les Etats signataires de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Des progrès limités ont été accomplis dans certains domaines. A tout le moins, les alliés ajoutent : « Il reste encore beaucoup à faire pour que les perspectives de l'acte final puissent se concrétiser non seulement dans les relations entre Etats, mais aussi dans la vie des habitants de tous les pays intéressés. »

« Les alliés cherchent à obtenir des résultats positifs qui favorisent de meilleures relations entre les deux blocs et seront profitables à tous les peuples. »

« Les alliés reconnaissent pleinement la légitimité des aspirations qui s'expriment partout dans le monde à l'égard des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils sont convaincus que le respect de ces droits et libertés (...) est essentiel pour la paix, la stabilité et la coopération entre les peuples. (...) Chaque pays a le droit d'apporter une assistance aux pays en développement. »

« Les alliés se félicitent ensuite des efforts des Etats-Unis dans la négociation avec l'Union sovié-

tiennne pour la limitation des armements stratégiques (SALT) en tenant compte de l'intérêt de l'Alliance. »

« Les alliés soulignent la nécessité de la réduction des armements en Europe (M.P.F.R.) soulignent l'importance qu'ils attachent à cette négociation. »

« L'amélioration des relations Est-Ouest dépendra de la mesure dans laquelle les intérêts seront pris en compte de la part de l'Union soviétique. »

LES TRAVAUX DU CONSEIL ATLANTIQUE

M. Carter veut renforcer la défense de l'OTAN

(Suite de la première page.)

Incidentellement, le président Carter a déclaré que la session de printemps du conseil atlantique, l'année prochaine, « pourrait être un sommet », et il a proposé dans sa préambule qu'elle se tienne à Washington, ce qui fut salué par des « Yes, yes ». La France, pour sa part, n'a jamais accepté ces « sommets atlantiques » au sommet. Sous la présidence de M. Pompidou, son ministre des affaires étrangères, M. Jobert, considérait ces « sommets » atlantiques comme une astuce de M. Kissinger pour mieux tenir l'Europe en main. Sous la V^e République, ils n'existent que depuis 1974, et la France n'y a jamais été représentée par le président de la République.

« Au « sommet » de 1975, à Bruxelles, M. Trudeau, premier ministre du Canada, proposa aux chefs d'Etat et de gouvernement de prendre un nouveau rendez-vous pour l'année suivante : le « sommet atlantique ». M. Sauvagnargues avait fait immédiatement une objection. Mardi, en fin de séance, M. de Gaulle déclara qu'il voyait dans la présence du président Carter au « sommet atlantique » de Londres « le symbole de l'unité des Américains » et qu'il avait pris note de son invitation à Washington. Il a ajouté : « Cette réunion devrait se tenir dans l'optique de la coopération des compétences de l'Alliance ». Ce n'engage que la France sur le niveau de sa représentation. Interrogé sur ce propos au cours d'une conférence de presse, M. Owen, conseiller spécial de M. Carter, répondit qu'il serait « surpris » si le président français participait au « sommet » de Washington. Il ajouta d'ailleurs aussitôt que la France, sans participer à l'organisation militaire atlantique, est dans l'Alliance « en tant que membre coopérateur et fidèle ».

Mais il y a plus. M. Owen indiqua encore, en réponse à une question, que, puisqu'il y avait eu des « sommets » de grands pays industriels (à Rambouillet, Porto-Rico et Londres), il présuait qu'il y en aurait un quatrième. Il ajouta curieusement : « Je ne suis pas la

maître du monde ».

MAURICE DELARUE.

LES NEGOCIATIONS SALT REPRENNENT A GENÈVE

Genève (A.F.P.). — Les négociations soviéto-américaines pour la limitation des armements stratégiques (SALT) reprennent ce mercredi 11 mai à Genève après une pause de près de six mois. En fait, M.M. Wazhe, chef de la délégation américaine, et Semionov, son homologue soviétique, qui sont arrivés à Genève mardi, auront surtout pour tâche de préparer la rencontre de leurs ministres, M.M. Vance et Gromyko, qui aura lieu dans la même ville la semaine prochaine.

En attendant cette entrevue, les deux négociateurs ont réaffirmé les positions attachées lors du séjour du secrétaire d'Etat américain à Moscou en mars. Pour M. Semionov, l'accord intervenu à Vladivostok en 1974 a été et doit rester la base d'un nouveau traité qui doit se fonder sur la sécurité égale des deux parties. M. Wazhe a pour sa part rappelé que les SALT doivent viser à réduire la course aux armements et non plus seulement à la régulation. On sait que les Etats-Unis préfèrent négocier un nouvel accord abaissant considérablement les « plafonds » d'armement fixés à Vladivostok, mais qu'il défend de se contenter de signer cet accord, en attendant les nouveaux missiles américains de croisière et le bombardier soviétique Bury.

Avant son départ de Washington mardi, M. Wazhe avait encore déclaré que les Etats-Unis souhaitent instaurer dans un traité des vérifications en place. Il espère aussi qu'une date sera rapidement fixée pour l'ouverture de négociations en vue de transformer l'interdiction partielle des essais nucléaires en interdiction complète.

A travers le monde

Pakistan

● M. BHUTTO, premier ministre pakistanais, a déclaré, mardi 10 mai, qu'il était disposé à avoir des « conversations directes » avec les dirigeants de l'opposition, en vue de trouver une solution à la crise politique. — (A.F.P.)

Territoire français

des Afars et des Issas

● RECTIFICATIF. — Dans l'article de notre envoyé spécial à Djibouti, « Une future république très contrainte » (le Monde daté 8-9 mai), une erreur de transmission a altéré le sens d'une phrase. C'est le président du Conseil de gouvernement, et non pas M. Ahmed Dini, qui a récemment durci sa position en réclamant — en privé — le départ des troupes françaises.

Le communiqué

Le communiqué publié à l'issue de la session « au sommet » du conseil atlantique, les 10 et 11 mai, à Londres, déclare notamment :

« L'objet essentiel de l'Alliance est d'assurer l'indépendance et la sécurité de ses membres, ce qui est la seule base sur laquelle se fonde la démocratie et le respect des droits de l'homme, de promouvoir la liberté individuelle, la justice et la prospérité sociale, et de rendre possible l'édification d'une paix durable. »

Malgré l'amélioration des relations Est-Ouest, poursuivie le communiqué, il subsiste des « facteurs d'instabilité et d'incertitude ». Dans ces conditions, les alliés soulignent « la nécessité pour l'Alliance de maintenir au niveau adéquat les forces nécessaires à la défense commune et à la dissuasion ».

« Les alliés (aux alliés) sont de parvenir à l'utilisation la plus efficace des ressources disponibles, ainsi qu'un maintien et un développement de la force de l'Alliance industrielle et technique qui est essentielle à la défense de l'Alliance et à l'établissement de rapports mutuellement équilibrés entre les deux blocs de la guerre froide. »

« Les alliés reconnaissent pleinement la légitimité des aspirations qui s'expriment partout dans le monde à l'égard des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils sont convaincus que le respect de ces droits et libertés (...) est essentiel pour la paix, la stabilité et la coopération entre les peuples. (...) Chaque pays a le droit d'apporter une assistance aux pays en développement. »

« Les alliés se félicitent ensuite des efforts des Etats-Unis dans la négociation avec l'Union sovié-

tiennne pour la limitation des armements stratégiques (SALT) en tenant compte de l'intérêt de l'Alliance. »

« Les alliés soulignent la nécessité de la réduction des armements en Europe (M.P.F.R.) soulignent l'importance qu'ils attachent à cette négociation. »

« L'amélioration des relations Est-Ouest dépendra de la mesure dans laquelle les intérêts seront pris en compte de la part de l'Union soviétique. »

« Les alliés approuvent la déclaration adoptée par M.M. Carter, Callaghan, Giscard d'Estaing et Schmidt le 10 mai, selon laquelle « le strict respect et la pleine application » de l'accord sur Berlin avec les Soviétiques « sont essentiels pour le renforcement de la sécurité et le développement de la coopération en Europe ». »

« Les alliés soulignent la grande importance qu'ils attachent à la mise en vigueur de la totalité des dispositions par les Etats signataires de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Des progrès limités ont été accomplis dans certains domaines. A tout le moins, les alliés ajoutent : « Il reste encore beaucoup à faire pour que les perspectives de l'acte final puissent se concrétiser non seulement dans les relations entre Etats, mais aussi dans la vie des habitants de tous les pays intéressés. »

« Les alliés cherchent à obtenir des résultats positifs qui favorisent de meilleures relations entre les deux blocs et seront profitables à tous les peuples. »

« Les alliés reconnaissent pleinement la légitimité des aspirations qui s'expriment partout dans le monde à l'égard des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils sont convaincus que le respect de ces droits et libertés (...) est essentiel pour la paix, la stabilité et la coopération entre les peuples. (...) Chaque pays a le droit d'apporter une assistance aux pays en développement. »

« Les alliés se félicitent ensuite des efforts des Etats-Unis dans la négociation avec l'Union sovié-

tiennne pour la limitation des armements stratégiques (SALT) en tenant compte de l'intérêt de l'Alliance. »

« Les alliés soulignent la nécessité de la réduction des armements en Europe (M.P.F.R.) soulignent l'importance qu'ils attachent à cette négociation. »

« L'amélioration des relations Est-Ouest dépendra de la mesure dans laquelle les intérêts seront pris en compte de la part de l'Union soviétique. »

« Les alliés approuvent la déclaration adoptée par M.M. Carter, Callaghan, Giscard d'Estaing et Schmidt le 10 mai, selon laquelle « le strict respect et la pleine application » de l'accord sur Berlin avec les Soviétiques « sont essentiels pour le renforcement de la sécurité et le développement de la coopération en Europe ». »

« Les alliés soulignent la grande importance qu'ils attachent à la mise en vigueur de la totalité des dispositions par les Etats signataires de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Des progrès limités ont été accomplis dans certains domaines. A tout le moins, les alliés ajoutent : « Il reste encore beaucoup à faire pour que les perspectives de l'acte final puissent se concrétiser non seulement dans les relations entre Etats, mais aussi dans la vie des habitants de tous les pays intéressés. »

« Les alliés cherchent à obtenir des résultats positifs qui favorisent de meilleures relations entre les deux blocs et seront profitables à tous les peuples. »

« Les alliés reconnaissent pleinement la légitimité des aspirations qui s'expriment partout dans le monde à l'égard des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils sont convaincus que le respect de ces droits et libertés (...) est essentiel pour la paix, la stabilité et la coopération entre les peuples. (...) Chaque pays a le droit d'apporter une assistance aux pays en développement. »

« Les alliés se félicitent ensuite des efforts des Etats-Unis dans la négociation avec l'Union sovié-

tiennne pour la limitation des armements stratégiques (SALT) en tenant compte de l'intérêt de l'Alliance. »

« Les alliés soulignent la nécessité de la réduction des armements en Europe (M.P.F.R.) soulignent l'importance qu'ils attachent à cette négociation. »

« L'amélioration des relations Est-Ouest dépendra de la mesure dans laquelle les intérêts seront pris en compte de la part de l'Union soviétique. »

« Les alliés approuvent la déclaration adoptée par M.M. Carter, Callaghan, Giscard d'Estaing et Schmidt le 10 mai, selon laquelle « le strict respect et la pleine application » de l'accord sur Berlin avec les Soviétiques « sont essentiels pour le renforcement de la sécurité et le développement de la coopération en Europe ». »

« Les alliés soulignent la grande importance qu'ils attachent à la mise en vigueur de la totalité des dispositions par les Etats signataires de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Des progrès limités ont été accomplis dans certains domaines. A tout le moins, les alliés ajoutent : « Il reste encore beaucoup à faire pour que les perspectives de l'acte final puissent se concrétiser non seulement dans les relations entre Etats, mais aussi dans la vie des habitants de tous les pays intéressés. »

« Les alliés cherchent à obtenir des résultats positifs qui favorisent de meilleures relations entre les deux blocs et seront profitables à tous les peuples. »

« Les alliés reconnaissent pleinement la légitimité des aspirations qui s'expriment partout dans le monde à l'égard des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils sont convaincus que le respect de ces droits et libertés (...) est essentiel pour la paix, la stabilité

Résidence Neptune à Deauville-Benerville. Où le luxe devient abordable.

La résidence Neptune est un petit manoir de style normand. La vue est imprenable puisque la résidence est sur la plage, donc pas de risque que l'on vienne vous cacher la mer. La qualité de la construction et la finition de ce manoir sont à la hauteur de la réputation de Sogefrance.

Du studio au 4 pièces à partir de 5800 F le m² à prix ferme et définitif. Autres réalisations en cours dans la région de Deauville.

Résidence Neptune
Boulevard de la Mer
14910 Benerville-sur-Mer

SOGEFRANCE
13 bd de Courcelles - 75008 Paris
Tél. : 522 37 60
33 rue Shakespeare - 06040 Cannes
Tél. : (03) 39 50 50
Sur place :
Paris-Deauville Immobilier
46 rue Orléans - 14900 Deauville
Tél. : (03) 31 88 50 25



MONDIAL MOQUETTE LES PRIX - LE CHOIX - LE STOCK

VIENT DE RECEVOIR
POUR LA 1^{re} FOIS

OFFRE LIMITÉE AU STOCK

2000 TAPIS D'ORIENT

TAPIS RUSSIS, CHINOIS, PERSANS, ROUMAINS, ETC...

VOUS POURREZ CHOISIR VOTRE TAPIS PARMI DE MULTIPLES MODÈLES (dimensions, etc...)

Une offre exceptionnelle qu'il faut saisir de suite

TOUT LE STOCK EN VENTE 40, QUAI D'AUSTERLITZ exclusivement

CERTIFICAT D'ORIGINE

Le poste de représentant permanent de la Chine auprès des Nations Unies, vacant depuis la nomination de M. Huang Hua aux fonctions de ministre des affaires étrangères, a été confié à M. Chen Chu, qui a déjà été sous-chef de la délégation chinoise à l'ONU dans le passé. M. Chen Chu, âgé de soixante ans, a été en poste à Moscou dans les années 60, puis chef du département des affaires étrangères du ministère des affaires étrangères. Il a été aussi le premier ambassadeur de Chine populaire au Japon et ministre de l'information. — (Corresp.)

AUSTRALIE

UNE INTERVIEW DU PREMIER MINISTRE

La Communauté européenne doit jouer un plus grand rôle dans les affaires mondiales

nous déclare M. Fraser

De notre envoyé spécial

Canberra. — Le premier ministre australien, M. Fraser, va se rendre en juin en Europe occidentale. Il participera, à Londres, à une réunion du Commonwealth, puis se rendra à Bonn, Bruxelles et Paris. L'Australie, très liée politiquement et stratégiquement aux États-Unis, désormais inséparable du Japon sur le plan commercial, entend-elle davantage que par le passé regarder en direction de l'Europe? avo-nous demandé à M. Fraser au cours de l'interview qu'il nous a accordée dans son bureau de Parliament House.

« L'estime que, au cours des dernières années, les pays du Marché commun — en tant que groupe — et l'Australie n'ont pas suffisamment renforcé leurs relations. C'est une des situations que nous voudrions tenter de redresser. Des représentants du Marché commun viennent de venir ici examiner de possibles initiatives. Je ne pense pas que qui que ce soit attende des changements très importants et immédiats, mais, pour notre part, nous voulons essayer de promouvoir une meilleure entente. J'ai toujours soutenu les aspirations politiques et les objectifs de la Communauté européenne, spécialement les objectifs politiques tendant à une plus grande cohésion, ce qui peut aider à l'unité politique de l'Europe dans le cadre du traité de Rome. Nous avons été parfois déçus par la politique commerciale de l'Europe, par le fait que l'Europe paraissait, vue d'ici, très préoccupée par les affaires européennes alors que nous voudrions voir la Communauté jouer un plus grand rôle dans les affaires mondiales. Voilà qui, je pense, commence à se réaliser, et nous applaudissons.

— Vous vous attendez à un développement des relations commerciales entre l'Australie et la C.E.E.

« C'est un espoir. Mais les deux parties considèrent ces questions de points de vue fort différents, ce qui explique qu'il y a eu des difficultés. L'Europe excelle dans le domaine industriel, elle produit beaucoup, dispose d'une très bonne technologie, a de grandes ressources, des marchés locaux vastes. Il y a des gens qui comparent l'Australie à une petite nation européenne, et disent : « Que ne produisez-vous aussi bon marché? » Mais nous sommes à dix-huit mille kilomètres, les coûts de transport sont élevés. Nous n'avons pas à nos portes de très grands marchés et nous ne pouvons donc trouver hors de notre marché local cette dimension dont les industriels modernes ont besoin pour assurer leur production.

« En revanche, dans le domaine agricole, nous pouvons produire mieux, moins cher, plus efficacement que les fermiers européens. Donc nous aimerions commercer davantage, voir les barrières douanières s'abaisser. Je connais les problèmes des fermiers européens — j'ai un cousin fermier en Angleterre — je connais les problèmes d'une agriculture à coûts de production élevés, je sais les difficultés économiques et sociales que peuvent provoquer des changements trop importants. Je peux donc comprendre le désir qu'a l'Europe de se protéger dans ce secteur. Mais l'espoir que l'Europe comprend notre déception de voir un certain nombre de mesures protectionnistes rendre quasiment impossible le commerce.

« Je prends un exemple, qui ne concerne pas l'Europe. Notre production de viande de bœuf avait en grande partie été développée pour approvisionner le marché britannique; puis, nous avons pénétré le marché japonais (100 000, 120 000 tonnes par an).

et avons eu accès au marché américain. Fuis nous avons pratiquement perdu le marché britannique quand Londres a rejoint le Marché commun, et nous avons perdu le marché nippon à cause des difficultés internes du Japon.

« Pendant ce temps, alors que le secteur principal de notre économie se trouvait en difficulté, nous n'avons pas dit que nous cesserions d'importer les produits européens. Nous n'avons pas cessé d'importer du Japon, nous avons dit que les importations pouvaient continuer à un certain niveau — environ 25 % de notre marché — qui, traditionnellement, était celui des importations de voitures. Ceci en dépit de nos propres difficultés et d'un certain chômage. C'est qu'il faut une continuité des

courants commerciaux, de l'accès aux marchés. Si soudain, nous avions pour un an ou deux accès à votre marché en ce qui concerne le bœuf, et si, ensuite, nous étions exclus à nouveau, nous réintégrerions des bénéfices immédiats mais pas des profits à long terme. De tels accords ne peuvent être réalisés rapidement, je ne les espère pas pour juin, mais j'espère que, entre l'Europe et l'Australie, pourront s'établir des courants commerciaux stables.

« Mais je ne veux pas qu'on pense que nos motivations sont seulement commerciales lorsque nous voulons resserrer nos liens avec l'Europe. Nous considérons comme très importantes les vues politiques de l'Europe, l'engagement de la Communauté dans des secteurs importants pour le bien-être et la stabilité du monde — ainsi le dialogue Nord-Sud et les propositions visant à créer une situation globale plus acceptable en ce qui touche le tiers-monde.

La puissance militaire soviétique

— En quoi votre politique étrangère diffère-t-elle de celle du précédent gouvernement travailliste? Ne peut-on parler d'un accord entre les deux partis en ce domaine?

« On pourrait parler d'accord sur quelques sujets, mais non sur de nombreux autres. L'actuel gouvernement estime qu'il doit être très proche du Japon et des États-Unis; nous avons des accords de défense avec les États-Unis, qui en ont avec le Japon. Les trois pays sont très liés sur le plan commercial, très dépendants les uns des autres. Nos matières premières partent au Japon, dont les produits manufacturés partent aux États-Unis et en Europe. Nous mettons davantage l'accent sur nos relations avec Washington que ne le fait l'opposition travailliste. Si nous sommes en désaccord avec les États-Unis, nous le disons en termes clairs et nets, mais en privé, plutôt que de claquer vos vives par-dessus le Pacifique, ce que nos prédécesseurs au pouvoir ont fait trop souvent à notre gré.

« En ce qui concerne l'Océan Indien, nous ne voulons pas le voir transformé en une zone dont l'accès serait seulement réservé à la marine russe. Il faut un équilibre des forces que nous voudrions voir aussi bas que possible. Je ne pense pas que les plans de transformation de cette région en zone de paix ou en zone démilitarisée soient applicables pour plusieurs raisons, dont celle-ci : il ne s'agit pas seulement de la Russie et des États-Unis, mais aussi des pays riverains. Nous avons une base navale à Cockburn-Sound et une base aérienne à Learmonth. L'Inde et bien d'autres pays ont des installations navales qu'ils ne sont pas prêts, je pense, à démanteler. Nous avons soutenu le projet de développement d'une base (N.D.R. : l'Indonésie) de Diego Garcia, car, sans cela, la balance des Russes. Voilà un point de désaccord entre l'opposition et nous.

« Nous sommes aussi inquiets du renforcement des pays du pacte de Varsovie tel qu'il a été décrit par l'OTAN. Notre inquiétude concernant l'Océan Indien tire sa source de notre inquiétude plus générale de voir l'U.R.S.S. se renforcer militairement.

— Pensez-vous participer dans l'avenir aux réunions de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui regroupent la Thaïlande, les Philippines, Singapour, la Malaisie et l'Indonésie?

« Nous voudrions avoir des contacts plus étroits avec les pays de l'ASEAN. La région est d'importance pour l'Australie. Nous avons des discussions avec l'ASEAN qui concernent nos relations économiques, mais aussi les questions économiques dépassant le cadre bilatéral. Mais c'est à l'ASEAN de dire si elle désire un autre type d'accord. La presse a évoqué la possibilité de rencontres entre dirigeants de l'ASEAN, de l'Australie et du Japon, avant ou après la prochaine conférence de l'ASEAN. Mais c'est à l'ASEAN de décider. Elle a ses propres problèmes, ses programmes à elle, et nous soutenons à fond sa politique, qui vise à prévenir la domination sur la région d'une grande puissance.

— Venons-en aux problèmes intérieurs australiens. L'opposition vous déclare incapable

de résoudre la crise économique. Quel jugement portez-vous sur la situation?

« Je ne vais pas me lancer dans les prédictions, mais — ce qui n'a pas toujours été assez souligné — nous avons réduit fortement le taux d'inflation, il est dominé par la taxation se concentre sur la consommation, qui ne prend pas en considération l'ensemble des prix et est sujet à des variations saisonnières parfois violentes.

« Je m'attends à une amélioration continue de la situation. Nous n'avons jamais cru qu'il y aurait une amélioration dans le chômage. L'emploi aussi longtemps qu'il n'y en aurait pas dans celui de l'inflation et jusqu'à ce que s'amorce la reprise dans l'industrie. Or il y a des signes de reprise dans ce dernier domaine. Et les industriels sont plus optimistes que dans le passé.

— Vous semblez placer de grands espoirs dans le secteur minier.

« Je ne pense pas que la reprise viendra d'un seul secteur. Au cours de l'an dernier, certains ont dit que nous mènerions sur une reprise provoquée par les investissements; d'autres sur une reprise due à l'augmentation de la consommation; d'autres sur une reprise provoquée par le secteur minier. Or tous ces éléments doivent contribuer à la reprise.

« Il y a davantage d'activité dans les mines, en Australie occidentale en ce qui concerne le charbon, en ce qui concerne le charbon. Les recherches pétrolières reprennent; elles avaient été tudes par la précédente administration alors que le monde manquait de pétrole et qu'il y avait la crise. Cette année, le nombre des forages sera, nous l'espérons, trois fois supérieur à celui de l'an dernier, et nous pensons que cette évolution se poursuivra. Le précédent gouvernement était hostile aux intérêts miniers.

— Mais nous avons aussi agi dans le secteur industriel, favorisant les investissements et aidant les entreprises afin qu'elles puissent investir et être plus compétitives. Les investissements dans le secteur privé ont été de 50 % supérieurs en 1976 à ceux de 1975.

— Votre budget déflationniste a en particulier réduit les crédits destinés à la minorité aborigène. Pensez-vous que les aborigènes sont à même de subvenir à leurs besoins sans aide financière?

« Non, et je pense qu'il est faux de dire que nous avons réduit les crédits dans ce domaine. Certes, dans le dernier budget, nous avons inscrit à ce chapitre des sommes bien moins importantes que ce qui était prévu, mais le projet de budget a indiqué que des fonds additionnels seraient accordés, et ils l'ont ensuite été. Ce qui nous inquiète, ce sont les dépenses administratives superflues, les programmes qui n'ont pas autant qu'il le faudrait ceux qui en ont besoin. Mais nous continuons de beaucoup dépenser en faveur des aborigènes, sans prétendre que le problème est facile à résoudre et qu'il sera résolu rapidement.

Propos recueillis par JACQUES DECORNOY.

ONU

Le poste de représentant permanent de la Chine auprès des Nations Unies, vacant depuis la nomination de M. Huang Hua aux fonctions de ministre des affaires étrangères, a été confié à M. Chen Chu, qui a déjà été sous-chef de la délégation chinoise à l'ONU dans le passé. M. Chen Chu, âgé de soixante ans, a été en poste à Moscou dans les années 60, puis chef du département des affaires étrangères du ministère des affaires étrangères. Il a été aussi le premier ambassadeur de Chine populaire au Japon et ministre de l'information. — (Corresp.)

MATH-SECOURS

Cours secondaire privé
2 ATOUTS POUR LE BAC

* MATHS « à la carte » : 16 mai-10 juin
* STAGE PRÉ-BAC : 7 jours en juin
(19^e) MONTA 54-11-11 • (91) ODEON 325-68-50 • (81) ST-LAZARE 293-65-63

Centre Universitaire d'Études Juives
Journées d'études du 15 mai 1977
Thème :
JUDAÏSME ET MODERNITÉ
Essai et Contribution
Le programme détaillé peut être demandé au CUEJ - Centre Juif, 29, bd de Port-Royal (14) - Tél. : 336-21-94

La réponse que l'on attendait

une Suisse insoupçonnée

Lettre ouverte à Jean Ziegler

VICTOR LASSERRI

BUCHET/CHASTEL

A lire. Ou à relire.

Programme de gouvernement 96 pages, 11.

FLAMMARION

Plus de 100 ans de littérature

Livraison 3^e trimestre 1977
Prix fermes et définitifs

PROCHE-ORIENT

UN ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE LIBANAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La reconstitution d'une armée nationale est notre tâche prioritaire

déclare au « Monde » M. Fouad Boutros

De passage à Paris, M. Fouad Boutros, ministre des affaires étrangères du Liban, s'est déclaré, mardi 10 mai, modérément satisfait des résultats des entretiens de Genève entre les présidents Carter et Assad. « L'optimisme est justifié », nous dit-il, mais on ne peut affirmer qu'un problème aussi complexe que celui posé par la crise palestinienne puisse être réglé dans un si court laps de temps. Si la conférence de Genève peut se tenir avant la fin de 1977, ce sera un grand succès, mais il ne pourra être que le début d'un processus, que l'année en cours voit la concrétisation d'un règlement définitif de la crise du Proche-Orient. »

Pour M. Boutros, le Liban, qui est lié, « qu'il le veuille ou non », à la crise du Proche-Orient, est particulièrement intéressé par une solution pacifique rapide qui rendra plus aisée la réconciliation nationale. « Cependant, ajoute-t-il, nous refusons de considérer que nous sommes uniquement tributaires d'un règlement du problème palestinien, parce que cela voudrait dire que, si ce problème n'était pas réglé, nous serions un peuple perdu, ce que nous n'acceptons pas. »

Le chef de la diplomatie libanaise admet à ce propos que, près de six mois après la fin des combats à Beyrouth, la situation au Liban reste « figée ». Peut-on en faire grief au gouvernement ? Si l'action des dirigeants libanais en vue de provoquer un début de dialogue paraît timide, c'est, selon le ministre, parce qu'ils jugent « un certain temps nécessaire pour dépassionner les esprits avant de pouvoir engager un dialogue constructif et réunir les différents antagonistes autour d'une table commune. En réalité, le gouvernement a déjà entamé,

d'une manière discrète et officieuse, un double dialogue avec les parties intéressées pour sonder les intentions et pouvoir estimer lui-même quand un début de rapprochement direct pourrait intervenir et quelle formule il pourrait proposer comme plate-forme de discussion. »

La ministre libanaise des affaires étrangères estime que les difficultés provenant de l'application des accords du Caire, qui réglementent la présence palestinienne au Liban, ont provoqué un « léger retard » dans ce processus. « Ces problèmes, dit-il, devraient être réglés au plus tôt, aussi bien dans l'intérêt des Libanais que dans celui des Palestiniens, qui risquent de se trouver accusés de retarder ou de compromettre la normalisation au Liban. » M. Boutros, qui est également ministre de la défense (il avait fait l'objet d'un attentat à la dynamite lorsqu'il avait rejoint, en mars dernier, le commandement de l'armée, considère que la reconstitution d'une armée nationale unifiée dans le pays pourrait faciliter la réconciliation nationale. « Il s'agit là d'une tâche prioritaire qui ne saurait souffrir de retard et qu'il serait dangereux de subordonner, ainsi que le suggèrent certains, à l'application des accords du Caire, opération de longue haleine nécessitant une vigilance permanente. »

M. Boutros nie que la présence syrienne au Liban soit pesante ou limite sensiblement la marge de manœuvre du président Sarkis. « À aucun moment, affirme-t-il à ce propos, je n'ai remarqué une intervention quelconque de la part des autorités de Damas dans nos affaires intérieures. D'ailleurs, sans la présence syrienne, l'État libanais risquerait de cesser d'exister. » Et la censure ?

« Lorsqu'un pays vous envoie trente mille soldats pour veiller à votre sécurité, le moins que vous puissiez faire est d'empêcher que, à travers une presse qui obéit à mille courants extérieurs, on ne fasse la guerre à ses troupes sur votre propre territoire. La censure est allégée progressivement. La solution ne consiste pas à la supprimer, mais plutôt à redresser ses imperfections et combler ses lacunes. »

Évoquant le danger d'une partition, M. Boutros affirme qu'il serait maladroite de prétendre qu'il n'existe pas au Liban une certaine forme de partition sur le plan moral. Mais il ajoute : « Ce phénomène constitue une épreuve de la crise et est en voie de résorption. En revanche, la notion de décentralisation administrative, qui s'est malheureusement précipitée sur une arrière-pensée de partition dans l'esprit de certains, est à mon sens absolument acceptable et peut même être utile, à condition qu'elle ne mette pas en péril l'unité politique du pays. »

À ce propos, M. Boutros refuse de prononcer les mots de « fédération » ou de « confédération », qu'il juge « de nature à entraîner des complications inutiles ». En ce qui concerne le problème du Sud, le chef de la diplomatie libanaise nous déclare : « Nous avons tout juste réussi à déamorcer une explosion dans cette région. Nous ne pouvons pas aller plus loin. Le Sud n'est pas sous le contrôle du Liban, ni des forces arabes de dissuasion. Toutes les opérations sont prévues dans une zone qui est livrée à elle-même et à tous les courants. Je ne peux donc a priori exclure une rechute, bien que je l'estime improbable. »

JEAN GUEYRAS.

Israël

M. Rabin redoute que le chef de l'État syrien n'ait « imposé trop de choses » au président Carter

M. Itzhak Rabin a déclaré mardi 10 mai, dans une interview télévisée, qu'il craignait que le président syrien Hafez El Assad n'ait « imposé trop de choses » au président Carter, au cours de leurs entretiens de lundi à Genève. M. Rabin, qui est actuellement en « congé

de longue durée » et n'assure plus la direction du gouvernement, a exprimé la crainte que le chef d'État syrien n'ait dicté ses conditions au président Carter. « Je n'ai pas souvenir d'Assad demandant à Brejnev de venir à Genève pour le rencontrer », a-t-il ajouté.

De notre correspondant

Jérusalem. — La question qui tient une place croissante dans les préoccupations des Israéliens est de savoir si les relations avec les États-Unis ne vont pas s'engager dans ce que les aviateurs appellent « une zone de turbulences ». Les voyants recommandent d'attacher les ceintures s'allu-

ment, depuis quelques jours déjà, dans les livres principaux des journaux et les déclarations de nombreux dirigeants politiques ne sont pas toutes faites pour calmer les appréhensions. La proximité des élections générales du 17 mai est sans doute pour beaucoup dans les propos alarmistes tenus par l'opposition, comme dans la volonté d'être exagérée elle aussi, affichée par le candidat de la majorité, M. Shimon Peres.

Dans le domaine des livraisons militaires, on redoute, à Jérusalem, la confirmation par le président Carter d'une proposition tendant à écarter Israël du groupe des pays privilégiés en matière de fournitures militaires. Si cette décision était prise, ce serait extrêmement grave, dit-on en substance, à Jérusalem, car elle nous priverait des moyens indispensables à notre sécurité, et en outre — et cela est politiquement dangereux — elle constituerait une rupture unilatérale des engagements pris par les Américains en échange de notre repli dans la zone du canal de Suez.

Sur le plan diplomatique, les Israéliens ne savent trop s'il leur faut s'étonner ou s'alarmer des propos tenus par le président Carter pendant et après son entretien avec le président Assad, à Genève. « Passé encore », nous dit un haut fonctionnaire, que M. Carter ait cru devoir faire l'éloge d'un homme qui a envahi militairement et occupé le Liban, et qui déclare d'emblée en arrivant à Genève qu'il n'est prêt à aucune concession territoriale pour un règlement avec Israël. On peut mettre cela sur le compte d'un optimisme diplomatique. Mais que le même président Carter, qui, il y a peine deux mois, s'est déclaré favorable à une frontière défendable destinée de la frontière politique entre Israël et ses voisins, semble favorable à la suggestion syrienne pour un contrôle international des deux côtés de la ligne de 1967, dépasse notre entendement.

Ce virage amorcé dans la politique américaine — à supposer qu'il soit confirmé — est opposé à ceux qui soutiennent que le chef de la Maison Blanche n'a pas renoncé à sa définition de la future paix (identique à la formulation israélienne), à sa position sur la question palestinienne ni enfin et surtout à son hostilité à toute solution qui ne serait pas librement négociée et consentie par les antagonistes.

M. Chlomo Avinery, directeur général du ministère des affaires étrangères, qui vient de rentrer d'un voyage aux États-Unis, a mis, mardi 10 mai, ses compatriotes en garde contre ce qu'il a appelé « le syndrome syrien » de la pression américaine. M. Avinery s'est déclaré persuadé que les Américains n'envisageraient nullement d'imposer un règlement. Il juge tout à fait compréhensible que, aidant généralement les pays mêlés au conflit, ils puissent aussi leur proposer des solutions.

Les inquiétudes et les incertitudes israéliennes font l'objet des entretiens que M. Ygal Allon doit avoir à Londres ce mercredi 11 mai après-midi avec son collègue américain, M. Cyrus Vance. M. Allon lui demandera sans doute s'il était bien opportun, à une semaine des élections, de mettre en posture difficile le parti de la majorité en multipliant les « signes inquiétants » d'une évolution de la politique américaine au Proche-Orient.

ANDRÉ SCÉMAMA.

L'O. L. P. AFFIRME QUE LA QUESTION DE LA RECONNAISSANCE DU DROIT À L'EXISTENCE D'ISRAËL EST « PRÉ-MATURÉE ».

L'Organisation pour la libération de la Palestine a démenti, mardi, les informations laissant entendre qu'elle était d'accord pour une formule de paix au Proche-Orient, qui reconnaîtrait le droit à l'existence d'Israël. Selon un communiqué publié à Genève par le bureau de M. Fawouk Kaddoumi, responsable de la politique étrangère de l'organisation palestinienne, « a déclaré que les informations en ce sens, qui ont été reproduites dans la presse occidentale (le Monde du 11 mai), sont fausses et dénuées de tout fondement ». « De telles questions sont prématurées à l'heure actuelle », affirme le communiqué, se référant à l'information en question, qui précisait que l'O.L.P. serait prête à reconnaître l'existence de l'État d'Israël et à accepter la résolution 242 du Conseil de sécurité, ainsi que la création d'une confédération unissant la Jordanie à un État palestinien.

La réponse que l'on attendait.

une Suisse insoupçonnée

Lettre ouverte à Jean Ziegler

VICTOR LASSERRE

BUCHET/CHASTEL

A lire. Ou à relire.

Flammarion.



Programme commun de gouvernement. 96 pages, 5 F.

FLAMMARION

153
Rue de l'Université
Paris 7

Le quartier est exceptionnel.
Les appartements aussi. Dans une résidence émaillée de jardins, appartements de 2 à 5 pièces et studios.

Livraison 3^e trimestre 1977.
Prix fermes et définitifs à la réservation.

Venez voir l'appartement modèle
tous les jours
de 14 à 18 heures
et samedi de 10 à 18 heures



(fermeture dimanche et lundi)
Du GERC,
82 Champs-Élysées, Paris 8^e
Tél. 258 98 98.

Une réalisation SERDI.

DU PREMIER MINISTRE
européenne doit jouer
dans les affaires mondiales

M. Fraser

Le commerce, de l'Europe à l'Asie, est en train de se mondialiser. Les échanges commerciaux sont devenus un jeu d'échecs à l'échelle mondiale. Les entreprises doivent donc jouer dans les affaires mondiales. M. Fraser, ministre des affaires étrangères canadien, a déclaré que le Canada doit jouer un rôle de premier plan dans ce jeu mondial. Il a souligné l'importance de la coopération internationale et de la recherche de solutions communes aux problèmes mondiaux. M. Fraser a également mentionné la nécessité de renforcer les liens entre les différents continents et de promouvoir le développement économique mondial.

La puissance militaire soviétique

La puissance militaire soviétique est en constante augmentation. Les armées soviétiques sont équipées de la dernière technologie militaire. Les États-Unis et l'Europe doivent être conscients de cette puissance croissante. Les tensions géopolitiques sont exacerbées par cette situation. Il est essentiel de maintenir un équilibre des forces pour éviter une escalade des hostilités. Les diplomates doivent travailler à la résolution pacifique des conflits, tout en étant conscients de la réalité de la puissance militaire soviétique.

Le monde est en train de changer. Les frontières traditionnelles sont devenues floues. Les échanges culturels et économiques sont devenus plus intenses. Les peuples de différents continents se rapprochent. Cependant, des défis restent à relever. La paix mondiale n'est pas garantie. Il faut continuer à œuvrer pour la justice, la liberté et le développement de tous les peuples.

Les médias jouent un rôle crucial dans l'information du public. Ils doivent être responsables et impartiaux. Ils doivent fournir des informations précises et complètes. Les journalistes doivent être conscients de leur rôle et de leur responsabilité envers le public. Ils doivent résister aux pressions politiques et économiques pour rester indépendants.

Le monde est complexe et changeant. Les défis sont nombreux. Cependant, avec la coopération internationale et le respect des droits de l'homme, nous pouvons construire un avenir meilleur. La paix et le développement sont à notre portée. Nous devons continuer à travailler ensemble pour atteindre ces objectifs.

ECOURS
UR LE BAC

JUDAISME
ET MODERNITÉ

POLITIQUE

Une illustration du « front de classes »

Mardi 17 mai, au siège du Mouvement des radicaux de gauche, M.M. Marchais, Mitterrand et Fabre se retrouvent. À la tête des délégations de leurs formations respectives, pour engager les négociations sur l'actualisation du programme commun de gouvernement signé le 27 juin 1972. Dès le lendemain de l'élection présidentielle de 1974, le principe d'une telle mise à jour avait été arrêté. La polémique entre socialistes et communistes qui avait éclaté peu après, puis les élections cantonales et municipales ont retardé le processus.

C'est par une initiative de M. Georges Marchais, le 31 mars, que l'actualisation du programme commun a été relancée. Depuis cette date, les trois partis signataires de ce document ont rendu publics leurs propositions. Nous les avons regroupées dans le tableau ci-contre en cherchant à les faire correspondre le plus possible au plan du programme commun dans sa forme actuelle.

Au vu de cette confrontation, on constate déjà un accord des trois formations pour modifier le texte en ce qui concerne les départements et territoires d'outre-mer, pour tenir compte des préoccupations d'ordre écologique qui se sont manifestées dans le pays et pour renforcer encore les garanties en matière de libertés.

Avant la mise au point du calendrier d'application

Si les socialistes, C.E.R.S. mis à part, et les radicaux de gauche sont d'accord pour s'opposer à l'élargissement de la liste des nationalisations réclamé par le P.C., communistes et socialistes préconisent le lancement d'un emprunt.

En matière de nationalisation du crédit, on peut se demander si le pluralisme des organismes dont parle le parti communiste correspond bien à la notion de concurrence défendue dans ce domaine par les radicaux de gauche.

On constate aussi que les propositions des uns et des autres illustrent bien la nature de « front de classes » de la coalition d'union de la gauche. Le P.C.F., par exemple, attache beaucoup de soin à préciser les mesures dont devraient bénéficier les salariés au sein des entreprises. Les radicaux de gauche, en revanche, se penchent de préférence vers les classes moyennes et les agriculteurs.

Socialistes et communistes sont d'accord et déjà d'accord pour intégrer dans le corps du programme commun l'annexe qui avait permis aux radicaux de gauche de s'associer, le 12 juillet 1972, à ce document. C'est d'ailleurs le fait que le M.R.G. n'ait pas, à l'origine, négocié le programme commun qui explique aujourd'hui son souci de marquer sa présence sur un maximum de sujets.

Quand les dirigeants de l'union de la gauche auront arrêté les points sur lesquels portera l'actualisation du document, il leur restera encore à mettre au point son calendrier d'application.

THIERRY PFISTER.

3^e PARTIE

DÉMOCRATISER LES INSTITUTIONS.

• Les libertés

M.R.G.

Nous devons préciser un certain nombre de garanties fondamentales dont doit bénéficier l'opposition politique pour pouvoir efficacement s'exprimer. Il n'est pas question, dans une démocratie, d'établir un statut de l'opposition, mais seulement de définir quelques garanties fondamentales. Ces garanties nous paraissent devoir

être précisées sur les points suivants : large accès à la radio et à la télévision ; protection de la presse d'opinion ; financement par l'Etat et contrôle strict du placement des dépenses électorales ; enfin, modalités de fonctionnement du Parlement, afin de donner aux partis d'opposition les moyens efficaces pour faire débattre leurs propositions, et de contrôler l'activité gouvernementale et administrative.

Il convient de mieux préciser que ne le fait le texte actuel du programme commun le droit au respect des différences, et de la diversité des cultures, des mœurs, et des genres de vie. Dans cette perspective devrait être affirmé le droit au respect de toutes les réalités ethniques, linguistiques, culturelles (notamment pour la Corse, la Bretagne, etc.).

Si la liberté de tous les partis et groupements politiques de se former et d'exercer leur activité doit être totale, aucune confusion, directe ou indirecte ne doit jamais s'établir entre eux et l'Etat.

Établir une véritable « démocratie administrative » en adoptant les mesures suivantes :

— L'information administrative sera entièrement ouverte à tous les Français, sans recours au système d'une autorisation préalable, et sous la seule réserve des documents secrets, clairement et restrictivement définis par la loi.

— Les décisions administratives seront motivées.

— La juridiction administrative sera réformée (procédures accélérées, plus large suspension d'exécution).

REGARDS SUR

N° 3

92 PAGES SUR LE PARTI SOCIALISTE

57 portraits contrastés de ses dirigeants connus, inconnus, mais connus de tous.

Le point sur les tendances et les courants

LE P.S. ET L'ÉCONOMIE
LES SYNDICATS
LE PATRONAT
LE P.C.F.
L'ARGENT
LES INSTITUTIONS
L'ARMÉE
L'ÉDUCATION
L'ÉGLISE
ETC.

Ce qu'ils en pensent : de la Ligue communiste aux frères Senguenetti

ÉVÉNEMENT

La gauche électorale en 1973 (P.C./P.S./P.S.U./Ex-G.) et 1974 (Mitterrand 2^e tour) par circonscription. L'analyse prospective des législatures de 1978 circonscription par circonscription.

10 F
En vente chez tous les marchands de journaux

1^{re} PARTIE VIVRE MIEUX, CHANGER LA VIE

• La politique sociale

M.R.G.

Modification de la formule « Tout licenciement qui ne serait pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable dans des conditions équivalentes sera interdit » pour tenir compte, d'une part, du licenciement pour faute professionnelle (« pour motif réel et sérieux ») et, d'autre part, des problèmes qu'éprouveraient les entreprises en difficulté, et, en tout état de cause, les petites et moyennes entreprises, pour assurer elles-mêmes ce reclassement. L'obligation de reclassement devrait être prise en charge par un

organisme public ou interprofessionnel dans le cadre de l'application d'une politique de plein emploi.

P.S.

Adapter aux réalités nouvelles, tout en évitant de déclencher des déséquilibres incontrôlables, un certain nombre de mesures économiques et sociales : ainsi conviendrait-il de réviser, en priorité, par rapport à nos propositions initiales, le SMIC, le minimum vieillesse et les prestations familiales.

P.C.F.

— SMIC à 1200 F par mois pour quarante heures hebdomadaires.

— Amélioration sensible du pouvoir d'achat de la masse des salariés par une augmentation appliquée — à partir du SMIC — sur la base de taux décroissant jusqu'au taux zéro au niveau de quatre fois le SMIC. Au-delà, maintien du pouvoir d'achat pour les salariés entrant dans les conventions collectives et statuts grâce à l'échelle mobile prévue dans le programme commun.

— Effort en vue d'une remise en ordre de la hiérarchie, notamment par un resserrement du bas vers le haut de l'éventail des salaires. Négociations de grilles hiérarchiques par branches. Au terme du processus, cette réforme engage, l'objectif recommandé par le gouvernement serait que l'écart maximum des salaires varie selon les branches — puisse évoluer autour d'un rapport réel d'environ 1 à 5. Cet effort s'accompagne une action suivie pour réduire les inégalités

excessives de revenus et de fortune des salariés et des non-salariés.

— Refonte des prestations familiales d'au moins le cadre d'une concertation avec toutes les organisations familiales intéressées. Dans l'immédiat, revalorisation de 50 % des allocations familiales, avec versement dès le premier enfant.

— Droit immédiat à la retraite avec pension complète à soixante ans (cinquante-cinq ans pour les femmes et travaux pénibles).

— Minimum vieillesse porté dans un premier temps à 1200 F par mois.

— Établissement d'une charte du troisième âge.

— Réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail, sans diminution de salaire, pour atteindre l'objectif de trente-cinq heures, avec priorité aux travaux pénibles. Dans l'immédiat, généralisation des quarante heures de cinq jours.

— Durée minimale des congés annuels portée à cinq semaines, de telle sorte que les travailleurs puissent prendre des vacances d'hiver.

— Amélioration des conditions

2^e PARTIE DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

• La planification

M.R.G.

Au terme de l'application du programme commun, l'économie française devra constituer un régime de type mixte où, d'un côté, un secteur public important, une part prépondérante de l'activité sera exercée par le secteur privé dans le cadre d'un marché renoué.

Une véritable planification, démocratiquement élaborée et mise en œuvre, largement décentralisée, définira les grandes options à moyen terme. Le secteur public constituera un instrument précieux pour la réalisation de ces objectifs, à charge pour le gouvernement de définir et de commander ses sélections de services publics. Les grandes entreprises privées et les fédérations professionnelles pourront conclure avec les pouvoirs publics des contrats de plan définissant clairement

les objectifs à atteindre et les moyens mis à leur disposition ; l'entière liberté de leur gestion sera garantie.

P.C.F.

— Préciser les formes et les moyens d'une planification décentralisée et contractuelle. Dans ce but, l'actuel ministère de l'économie et des finances — véritable État dans l'État — pourrait être scindé de façon à créer un ministère de l'économie et du plan disposant de moyens financiers.

— Démocratiser et accroître les moyens du Conseil économique et social.

— Définir de grands programmes industriels dans les domaines répondant aux besoins nationaux et mettre un terme au démantèlement actuel et aux échecs d'investissement et de ressources.

Prendre appui sur une relance de l'effort de recherche et de formation des travailleurs et des cadres, sur la « renationalisation » avec les moyens nécessaires d'entreprises comme le C.E.A.

— Appliquer un plan de développement des différents types d'énergie, en favorisant l'utilisation maximale de toutes les ressources nationales, en particulier le charbon.

• Les nationalisations

M.R.G.

Le maintien de la liste prévue dans le programme commun, à savoir le secteur bancaire et du crédit — compte tenu de la nécessité de décentralisation et de la liberté de choix — et les neuf groupes industriels.

La suppression de la phrase « C'est pourquoi, au cas où les conditions de leur entreprise entreraient dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement ».

— La liberté de créer et d'entreprendre est à nos yeux un droit essentiel dans les domaines culturels, sociaux, économiques. Dans ce dernier domaine la liberté d'entreprendre serait une dupes

sans une liberté de choix en matière de crédit, ce qui implique le maintien d'une très large concurrence des organismes de crédit.

Les petites et moyennes entreprises industrielles, artisanales, commerciales, agricoles et les professions indépendantes et libérales jouent en toute liberté leur rôle indispensable au développement de l'économie et à l'essor de l'innovation. Leur activité sera favorisée notamment par une réforme fiscale prévoyant le salaire fiscal du chef d'entreprise et de sa famille, par une réforme du système de crédit adaptant leurs conditions d'emprunt, et par des actions en faveur du développement de la formation professionnelle et de toutes les formes de coopération entre entreprises.

entreprises nationales) et de représentants désignés par le nouveau pouvoir démocratique. Ces derniers ne pourront être majoritaires : le conseil aura son président et désignera la direction générale de l'entreprise.

— Les comités d'entreprise disposeront de prérogatives plus étendues à préciser.

— Le comité d'entreprise ou d'établissement sera présidé par un représentant du personnel.

— Favoriser un développement équilibré de toutes les régions, en vue de répondre à l'aspiration de la population de vivre et de travailler au pays.

— Préciser pour ces actions d'aménagement du territoire et de promotion culturelle prenant appui sur les réformes politiques définies par le Programme commun.

— Regrouper dans un chapitre et préciser la politique du gouvernement et les droits sociaux, politiques et civiques des immigrés.

• L'audio-visuel

M.R.G.

Nous demandons l'abrogation du monopole de la radio. Ce monopole n'est plus qu'une apparence juridique : la réalité actuelle est celle d'un pluralisme de fait.

— Introduire la représentation proportionnelle pour toutes les élections.

— Renforcer la réforme en faveur des collectivités locales.

— Préciser les garanties de la liberté d'opinion, d'expression et d'organisations syndicales et politiques dans l'entreprise, y compris pour les ingénieurs, cadres et techniciens.

— Interdiction des milices ou groupes d'intervention, de rétablissement de fichiers de renseignements non professionnels.

— Une heure par mois réservée pour le personnel désireux s'informer sur le lieu de travail de l'activité syndicale.

— Les travailleurs concernés seront informés et appelés à se

cher que cette conquête de la liberté ne soit contournée par des groupes capitalistes privés. Des critères d'attribution de fréquences permettront d'organiser ce pluralisme d'expression.

— Tenir compte des modifications de contexte en ce qui concerne le statut de l'audiovisuel.

— P.C.F. Mieux établir les garanties d'une information pluraliste.

Dégustez avant d'acheter

Imaginez que vous puissiez en une journée parcourir toutes les routes des vins de France. L'Alsace, la Bourgogne, le Champagne, les Côtes du Rhône, le Bordelais, le Val de Loire, le Languedoc-Roussillon, le Sud-Ouest, la Provence, la Corse.



Au Salon des Vins, c'est comme si vous visitiez tous les terroirs de France : vous dégustez, vous goûtez avant d'acheter quelques bouteilles à boire entre amis ou de quoi enrichir votre cave. Prenez la route des vins à la Foire de Paris.

FOIRE DE PARIS

Salon des Vins

30 avril-15 mai 10h à 19h-Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22h30

de travail, notamment des O.S. — 5^e équipe dans les branches travaillant avec quatre équipes en service continu.

Abrogation des ordonnances de 1967 et amélioration des droits et remboursements en faveur des malades, accidentés, invalides et handicapés. Réforme de la Sécurité sociale, congé maternité porté à dix-huit semaines.

Gratuité réelle des livres, fournitures et transports scolaires dans le cadre de la scolarité obligatoire.

• L'emploi

P.S.
— La création de 150 000 emplois publics (dans les secteurs sociaux, culturels et éducatifs) et de 50 000 emplois pour les collectivités locales.

— La réduction progressive de trente-six heures de la durée hebdomadaire du travail.

— La modification de l'assiette des

Interdiction des salaires. Les locaux de bonne foi en difficulté sociale ne pourront être expropriés.

Préciser les bases et les moyens de la politique de prévention et de lutte contre les inégalités devant la maladie et la mort, notamment en matière de médecine de création des structures favorisant l'accès aux soins de la population, de conditions de fonctionnement des hôpitaux et de travail de leurs personnels.

collaborations sociales pour favoriser les créations d'emplois.

P.C.F.
— Marquer l'importance prioritaire de ce problème par un chapitre spécial fixant au gouvernement l'objectif de création de 500 000 emplois salariés nouveaux par an, en priorité dans la production.

— Différents moyens seront mis

en œuvre, en particulier des mesures spécifiques pour les jeunes, un développement de la formation professionnelle féminine.

Dans l'immédiat, l'indemnité minimale de chômage sera révisée et son attribution élargie,

notamment aux jeunes à la recherche d'un premier emploi permanent. Les chômeurs dont le salaire était le seul de la famille devraient percevoir au moins une indemnité fixée aux deux tiers du SMIC.

• Le cadre de vie

M.R.G.
— Pour lutter contre les nuisances, nous proposons :

— la création au niveau de chaque région d'un Institut d'analyse et de contrôle des pollutions, géré par les élus, les représentants des associations de défense de la nature et des organisations syndicales représentatives. Les frais de fonctionnement seront couverts par une taxe comparable à la taxe de non-raccordement prélevée actuellement au profit des agences de bassin ;

— l'incitation à la production de biens durables.

nationalisations et aux principes d'indemnisation définis par le programme commun.

— Maîtrise des mouvements extérieurs de capitaux.

— Rationalisation des banques nationales et décentralisation des

établissements de crédit, garantissant la liberté de choix des déposants et emprunteurs. Les entreprises choisissant librement leur interlocuteur bancaire attireront l'objectif est l'efficacité et la cohérence des choix financiers.

Enfin, nous insistons sur que la gauche marque la nécessité d'une « politique de la mer ».

La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

— L'encouragement systématique au tri sélectif opéré par les municipalités et collectivités, ainsi qu'à la récupération ;

— La construction d'usines de désamiantage et de traitement des déchets, nous proposons :

P.S.
— La définition d'une politique écologique de protection des équilibres naturels et de lutte contre les pollutions.

P.C.F.
— Marquer plus fortement la volonté de la gauche de promouvoir une politique suivie en ce domaine en définissant des actions précises dans différents domaines.

par exemple : création de jardins, parcs publics et espaces de jeux ; préservation de la nature ; développement équilibré des villes ; adaptation des habitations et équipements aux handicaps ; priorité aux transports en commun ; pas de péage urbain et allègement des péages routiers ; couverture obligatoire des autoroutes urbaines ; lutte contre la pollution de l'air et de l'eau ; animation et sécurité des agglomérations ; encouragement aux associations.

M.R.G.
— Nous souhaitons nous éloigner d'une orientation qui tend à une certaine discrimination. Il conviendrait, par exemple, de supprimer le pourcentage sur le compte national de la jeunesse et de dissocier systématiquement les questions de jeunesse de celles de sport.

P.S.
— La mise en œuvre d'un plan financier de sauvegarde des universités.

P.C.F.
— Réaliser d'importantes économies d'importation par le développement des activités nationales.

— Réduire les exportations de capitaux. Coopérer avec les organismes financiers et monétaires avec la volonté de ne pas subir les conséquences des privilèges exorbitants du dollar et la tutelle du deutschemark.

— Développer hardiment la coopération avec le tiers monde en contribuant à l'organisation équitable du nouvel ordre économique mondial.

M.R.G.
— La création d'un impôt sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs (200 millions d'anciens francs) à un taux de 0,5 % à 2 %.

P.C.F.
— Création d'un impôt moderne sur le capital des sociétés et d'un impôt sur les grosses fortunes.

— Prélèvement exceptionnel sur les profits dus à l'inflation.

— Lutte résolue contre la fraude et la spéculation.

— Un emprunt public.

— Dans les premiers mois, blocage des prix industriels et des produits de consommation de masse. Il lui sera progressivement substitué un contrôle démocratique de la formation des prix dans les grandes sociétés.

— Engagement d'une réforme des circuits de distribution pour réduire les coûts.

On peut assimiler à ce chapitre

les propositions du P.C.F. en matière d'échanges extérieurs, à savoir :

— Appliquer dans l'immédiat des mesures énergiques de sauvegarde et de contrôle.

— Réduire les exportations de capitaux. Coopérer avec les organismes financiers et monétaires avec la volonté de ne pas subir les conséquences des privilèges exorbitants du dollar et la tutelle du deutschemark.

— Développer hardiment la coopération avec le tiers monde en contribuant à l'organisation équitable du nouvel ordre économique mondial.

M.R.G.
— Le Mouvement des radicaux de gauche préconise dans ce domaine trois mesures :

— Etablissement d'un véritable contrat producteurs-pouvoirs publics, à partir d'une planification incitative, d'une organisation des producteurs et des marchés et d'une politique des revenus ;

— Un meilleur financement de l'agriculture pour faciliter sa modernisation ;

— Un renforcement de la politique d'installation des jeunes agriculteurs.

Les radicaux de gauche estiment en outre qu'il convient de

recueillir le texte du programme commun ou sujet des offices fonciers cantonaux et municipaux. Le texte actuel, note le M.R.G., semblerait limiter la libre disposition de la terre, alors que l'intention des radicaux n'était certainement pas de porter la mainmise de l'Etat sur la propriété foncière. Aussi, dans un souci de clarté, il nous semble nécessaire de préciser le rôle et les limites des prérogatives des offices fonciers, d'autant qu'une véritable application de la loi sur les cumuls, la détermination du prix moyen annuel de la terre par un organisme paritaire cantonal ou départemental, permettraient d'enlever le cumul et la spéculation foncière.

M.R.G.
— La taxation d'office, en raison d'une réponse insuffisante à l'admission des nouvelles entreprises.

Un droit de repêchage du contribuable sera reconnu et défini par la loi pour permettre à un contribuable — de son plein gré — de bénéficier d'un comportement normal.

P.S.
— L'indexation d'un livret A de Caisse d'épargne par famille.

Le lancement d'un grand emprunt de 20 milliards pour financer les investissements productifs dans le cadre d'une restructuration de notre industrie.

P.C.F.
— Dans le cadre de la C.E.E., la lutte pour l'harmonisation législative sociale sur les dispositions les plus favorables, et la coopération sur différents projets dans le strict respect des traités d'union avec l'U.R.S.S. ; la stricte application et donc la nécessaire contrôle des accords d'Helinski quant à la libre circulation des hommes et des idées.

P.C.F.
— La contribution de la France à l'application résolue, dans toutes les dispositions de l'acte final de la conférence d'Helinski.

La participation de la France à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

La conclusion immédiate d'un traité de non-recours à la force avec l'Union soviétique et d'autres pays qui la souhaitent.

P.S.
— Le renforcement de la coopération internationale par des mesures propres à garantir la détente et à donner sa pleine signification au traité d'Helinski.

La stricte application et donc la nécessaire contrôle des accords d'Helinski quant à la libre circulation des hommes et des idées.

P.C.F.
— La contribution de la France à l'application résolue, dans toutes les dispositions de l'acte final de la conférence d'Helinski.

La participation de la France à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

La conclusion immédiate d'un traité de non-recours à la force avec l'Union soviétique et d'autres pays qui la souhaitent.

P.S.
— Le renforcement de la coopération internationale par des mesures propres à garantir la détente et à donner sa pleine signification au traité d'Helinski.

La stricte application et donc la nécessaire contrôle des accords d'Helinski quant à la libre circulation des hommes et des idées.

P.C.F.
— La contribution de la France à l'application résolue, dans toutes les dispositions de l'acte final de la conférence d'Helinski.

La participation de la France à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

La conclusion immédiate d'un traité de non-recours à la force avec l'Union soviétique et d'autres pays qui la souhaitent.

P.S.
— Le renforcement de la coopération internationale par des mesures propres à garantir la détente et à donner sa pleine signification au traité d'Helinski.

La stricte application et donc la nécessaire contrôle des accords d'Helinski quant à la libre circulation des hommes et des idées.

P.C.F.
— La contribution de la France à l'application résolue, dans toutes les dispositions de l'acte final de la conférence d'Helinski.

La participation de la France à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

La conclusion immédiate d'un traité de non-recours à la force avec l'Union soviétique et d'autres pays qui la souhaitent.

P.S.
— Le renforcement de la coopération internationale par des mesures propres à garantir la détente et à donner sa pleine signification au traité d'Helinski.

La stricte application et donc la nécessaire contrôle des accords d'Helinski quant à la libre circulation des hommes et des idées.

P.C.F.
— La contribution de la France à l'application résolue, dans toutes les dispositions de l'acte final de la conférence d'Helinski.

La participation de la France à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

La conclusion immédiate d'un traité de non-recours à la force avec l'Union soviétique et d'autres pays qui la souhaitent.

P.S.
— Le renforcement de la coopération internationale par des mesures propres à garantir la détente et à donner sa pleine signification au traité d'Helinski.

La stricte application et donc la nécessaire contrôle des accords d'Helinski quant à la libre circulation des hommes et des idées.

P.C.F.
— La contribution de la France à l'application résolue, dans toutes les dispositions de l'acte final de la conférence d'Helinski.

La participation de la France à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

La conclusion immédiate d'un traité de non-recours à la force avec l'Union soviétique et d'autres pays qui la souhaitent.

P.S.
— Le renforcement de la coopération internationale par des mesures propres à garantir la détente et à donner sa pleine signification au traité d'Helinski.

La stricte application et donc la nécessaire contrôle des accords d'Helinski quant à la libre circulation des hommes et des idées.

P.C.F.
— La contribution de la France à l'application résolue, dans toutes les dispositions de l'acte final de la conférence d'Helinski.

La participation de la France à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

La conclusion immédiate d'un traité de non-recours à la force avec l'Union soviétique et d'autres pays qui la souhaitent.

P.S.
— La définition d'une politique écologique de protection des équilibres naturels et de lutte contre les pollutions.

P.C.F.
— Marquer plus fortement la volonté de la gauche de promouvoir une politique suivie en ce domaine en définissant des actions précises dans différents domaines.

par exemple : création de jardins, parcs publics et espaces de jeux ; préservation de la nature ; développement équilibré des villes ; adaptation des habitations et équipements aux handicaps ; priorité aux transports en commun ; pas de péage urbain et allègement des péages routiers ; couverture obligatoire des autoroutes urbaines ; lutte contre la pollution de l'air et de l'eau ; animation et sécurité des agglomérations ; encouragement aux associations.

M.R.G.
— Nous souhaitons nous éloigner d'une orientation qui tend à une certaine discrimination. Il conviendrait, par exemple, de supprimer le pourcentage sur le compte national de la jeunesse et de dissocier systématiquement les questions de jeunesse de celles de sport.

P.S.
— La mise en œuvre d'un plan financier de sauvegarde des universités.

P.C.F.
— Réaliser d'importantes économies d'importation par le développement des activités nationales.

— Réduire les exportations de capitaux. Coopérer avec les organismes financiers et monétaires avec la volonté de ne pas subir les conséquences des privilèges exorbitants du dollar et la tutelle du deutschemark.

— Développer hardiment la coopération avec le tiers monde en contribuant à l'organisation équitable du nouvel ordre économique mondial.

M.R.G.
— La création d'un impôt sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs (200 millions d'anciens francs) à un taux de 0,5 % à 2 %.

P.C.F.
— Création d'un impôt moderne sur le capital des sociétés et d'un impôt sur les grosses fortunes.

— Prélèvement exceptionnel sur les profits dus à l'inflation.

— Lutte résolue contre la fraude et la spéculation.

— Un emprunt public.

— Dans les premiers mois, blocage des prix industriels et des produits de consommation de masse. Il lui sera progressivement substitué un contrôle démocratique de la formation des prix dans les grandes sociétés.

— Engagement d'une réforme des circuits de distribution pour réduire les coûts.

On peut assimiler à ce chapitre

les propositions du P.C.F. en matière d'échanges extérieurs, à savoir :

— Appliquer dans l'immédiat des mesures énergiques de sauvegarde et de contrôle.

— Réduire les exportations de capitaux. Coopérer avec les organismes financiers et monétaires avec la volonté de ne pas subir les conséquences des privilèges exorbitants du dollar et la tutelle du deutschemark.

— Développer hardiment la coopération avec le tiers monde en contribuant à l'organisation équitable du nouvel ordre économique mondial.

M.R.G.
— Le Mouvement des radicaux de gauche préconise dans ce domaine trois mesures :

— Etablissement d'un véritable contrat producteurs-pouvoirs publics, à partir d'une planification incitative, d'une organisation des producteurs et des marchés et d'une politique des revenus ;

— Un meilleur financement de l'agriculture pour faciliter sa modernisation ;

— Un renforcement de la politique d'installation des jeunes agriculteurs.

Les radicaux de gauche estiment en outre qu'il convient de

recueillir le texte du programme commun ou sujet des offices fonciers cantonaux et municipaux. Le texte actuel, note le M.R.G., semblerait limiter la libre disposition de la terre, alors que l'intention des radicaux n'était certainement pas de porter la mainmise de l'Etat sur la propriété foncière. Aussi, dans un souci de clarté, il nous semble nécessaire de préciser le rôle et les limites des prérogatives des offices fonciers, d'autant qu'une véritable application de la loi sur les cumuls, la détermination du prix moyen annuel de la terre par un organisme paritaire cantonal ou départemental, permettraient d'enlever le cumul et la spéculation foncière.

M.R.G.
— La taxation d'office, en raison d'une réponse insuffisante à l'admission des nouvelles entreprises.

Un droit de repêchage du contribuable sera reconnu et défini par la loi pour permettre à un contribuable — de son plein gré — de bénéficier d'un comportement normal.

P.S.
— L'indexation d'un livret A de Caisse d'épargne par famille.

Le lancement d'un grand emprunt de 20 milliards pour financer les investissements productifs dans le cadre d'une restructuration de notre industrie.

P.C.F.
— Dans le cadre de la C.E.E., la lutte pour l'harmonisation législative sociale sur les dispositions les plus favorables, et la coopération sur différents projets dans le strict respect des traités d'union avec l'U.R.S.S. ; la stricte application et donc la nécessaire contrôle des accords d'Helinski quant à la libre circulation des hommes et des idées.

P.C.F.
— La contribution de la France à l'application résolue, dans toutes les dispositions de l'acte final de la conférence d'Helinski.

La participation de la France à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

La conclusion immédiate d'un traité de non-recours à la force avec l'Union soviétique et d'autres pays qui la souhaitent.

P.S.
— Le renforcement de la coopération internationale par des mesures propres à garantir la détente et à donner sa pleine signification au traité d'Helinski.

La stricte application et donc la nécessaire contrôle des accords d'Helinski quant à la libre circulation des hommes et des idées.

P.C.F.
— La contribution de la France à l'application résolue, dans toutes les dispositions de l'acte final de la conférence d'Helinski.

La participation de la France à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

La conclusion immédiate d'un traité de non-recours à la force avec l'Union soviétique et d'autres pays qui la souhaitent.

P.S.
— Le renforcement de la coopération internationale par des mesures propres à garantir la détente et à donner sa pleine signification au traité d'Helinski.

La stricte application et donc la nécessaire contrôle des accords d'Helinski quant à la libre circulation des hommes et des idées.

P.C.F.
— La contribution de la France à l'application résolue, dans toutes les dispositions de l'acte final de la conférence d'Helinski.

La participation de la France à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

La conclusion immédiate d'un traité de non-recours à la force avec l'Union soviétique et d'autres pays qui la souhaitent.

P.S.
— Le renforcement de la coopération internationale par des mesures propres à garantir la détente et à donner sa pleine signification au traité d'Helinski.

La stricte application et donc la nécessaire contrôle des accords d'Helinski quant à la libre circulation des hommes et des idées.

P.C.F.
— La contribution de la France à l'

Renault 20 L 33.100 F, Renault 20 TL 34.300 F, Renault 20 GTL 37.500 F, *72 L, **10 L, ***11 L (Prix clés en main au 28/02/77).

Option boîte automatique sur versions TL et GTL.

Les indications de consommations sont établies à vitesse stabilisée à : *80 km/h, **120 km/h, ***essai de type urbain.

Renault préconise elf

POLITIQUE

Le gouvernement accepte de présenter un nouveau texte sur la taxe professionnelle

M. Boulin est injuste. L'ordinateur auquel il a reproché de ne pas avoir prévu les amplifications « excubées » enregistrées dans l'application de la taxe professionnelle modale 75 n'était peut-être pas « intelligent », mais il s'est racheté politiquement : il a permis au ministre de refaire l'unité d'une majorité, au sein de laquelle les tensions étaient, elles aussi, plutôt excubées.

Intelligent, le ministre délégué à l'économie et aux finances l'a donc été pour deux, en brochant avec une habileté politique consommée sur un canevas qui n'était pas facile et que l'on peut résumer ainsi : « Comment s'en sor-

tir ? » Pour M. Boulin, il s'agissait en fait de reculer tout en donnant l'impression d'avancer.

Il s'acquiesce de cette tâche délicate avec brio, en déculpabilisant d'abord les parlementaires (« Vous n'avez pas à éprouver quelques remords d'avoir voté la loi de 1975 »), en les absolvant ensuite d'avoir rejeté la solution du gouvernement, en entonnant enfin un hymne à la concertation avec la majorité afin d'aboutir à un texte qui, « compte tenu des échéances », ne pouvait être que provisoire.

Le ministre délégué n'en a pas moins souligné la nécessité, pour l'avenir, d'engager une

réflexion sur un système d'imposition qui n'est plus adapté à la croissance des communes. Il a esquissé les solutions imaginables en soulignant que cette étude s'inscrirait dans la suite du rapport Guichard sur les collectivités locales.

Outre cette ouverture sur l'avenir, M. Boulin a, mardi au Palais-Bourbon, joué sur deux registres : un éloge de la gestion financière de la V^e République lors de la présentation de l'emprunt d'Etat et une critique du « programme biden » de la gauche et de ses « promesses démagogiques ». On vit même le

ministre brandir à la tribune la page de « l'Humanité » consacrée aux « comptes du programme commun ».

A quel les orateurs de l'opposition répliquèrent en ironisant sur le « laxisme électoral » d'un gouvernement qui va de recule en recule : après les plus-values, la taxe professionnelle. Et le débat sur l'emprunt, indexé sur l'unité de compte européenne, devait leur permettre de relever une certaine médiocrité du gouvernement à l'égard du franc. « Réconciliez-vous l'Europe ? », demanda M. Boulin à M. Cot (P.S.). « Réconciliez-vous la France ? », lui répliqua Patrick Francis.

M. BOULIN, ministre délégué à l'économie et aux finances, rappelle comment a été élaborée, votée et modifiée la loi de juillet 1975. Les législateurs ne doivent éprouver aucun remord, explique-t-il, car la loi était nécessaire. La seule erreur vient de ce que l'ordinateur n'a pas prévu dans la réalité l'ampleur des disparités.

Intervenant dans la discussion, M. FRELAUT (P.C.), déclare : « L'ordinateur ne pouvait appréhender toutes les situations. C'est pourquoi nous avions demandé un exercice à blanc pendant une année et avions déposé une motion de renvoi qui a été rejetée. Alors, prenez-vous-en à vous-mêmes. »

Le ministre réplique : « Vous avez voté l'allégement d'un million quatre cent mille contribuables et vous avez laissé les autres se débrouiller avec la répartition. Vous vous êtes contentés de rejeter le texte antérieur. Votre attitude n'a cessé d'être incohérente. »

Puis, M. Boulin poursuit : « Il faut savoir si l'on veut maintenir le système de répartition ; dans ce cas, les résultats sont connus. Sinon, il faut en venir à un impôt de quotité. Et vous êtes prêts à élaborer un tel impôt ? »

M. FANTON (R.P.R.) : « Chiche ! »

LE MINISTRE : « On pourrait substituer aux principes des éléments de répartition plus

équitable, mais le problème n'est pas simple. »

M. FANTON : « Faites voter l'impôt foncier déclaratif annuel ! »

Après avoir observé que le phénomène de localisation renforce l'ampleur des variations, mais qu'une assiette départementale présenterait aussi des inconvénients, M. BOULIN déclare : « Le système d'imposition des collectivités locales était bien adapté quand il s'agissait de collecter des millions de francs ; aujourd'hui, il s'agit d'en collecter entre 23 et 40 ; le système n'est plus adapté. Le rapport Guichard contient des éléments de réflexion quant à une fiscalité adaptée à la croissance

des communes et à leur souci d'investir. Mais il faut procéder prudemment, en multipliant les simulations. On ne peut improviser un impôt de quotité décentralisé. A la période, il semble que la période actuelle, compte tenu des échéances, se prête plutôt à la réflexion sur une fiscalité moderne. »

M. Boulin explique les points sur lesquels le gouvernement est disposé à revoir son texte (le plafonnement et la contribution nationale) et il conclut : « Le gouvernement est prêt à organiser une concertation avec la majorité afin de déterminer l'effort qui est possible de faire pour aboutir à un texte provisoire, mais qui permettrait de remédier à certaines injustices et s'inscrirait dans le plan de redressement en incluant à la création d'emplois. Le gouvernement est prêt à consentir un effort financier important pourvu qu'il reste dans des limites raisonnables. »

lancement d'un emprunt d'Etat ou méfiance à l'égard

Un pas en arrière qui coûte 1 milliard de francs

La bataille de la taxe professionnelle n'a finalement pas eu lieu mardi après-midi au Palais-Bourbon, le gouvernement ayant accepté — le plus facilement du monde, semble-t-il — de rallier un texte qui avait, jusque-là, fait l'unité contre lui, des députés communistes aux républicains indépendants, en passant par le P.S., le R.P.R. Ce nouveau pas en arrière de l'exécutif entraînera une dépense d'un peu plus d'un milliard de francs pour l'Etat, le budget devant prendre à sa charge les allègements d'impôts locaux consentis aux entreprises.

M. Boulin a accepté de limiter à 70 % le maximum de l'augmentation d'impôt que pourra subir un commerçant ou un industriel en 1977 par rapport à la patente payée en 1975. C'est une première concession puisque le projet gouvernemental initial prévoyait de porter ce plafond à 90 %. Toutefois, commerçants et industriels pourront subir des hausses supérieures à 70 % en 1977.

Il est, en effet, prévu, pour le calcul de la taxe professionnelle de chaque contribuable, d'ajouter un pourcentage représentant l'augmentation des dépenses du budget de la commune entre 1975 et 1977. Ce qui signifie que dans les cas extrêmes la taxe professionnelle pourra — par rapport à la patente 1975 — augmenter de 70 % plus 10, 15, 20 ou 30 %. Tout dépendra des dépenses de la commune : plus celles-ci seront

élevées et plus les commerçants, artisans et industrieux paieront de taxe professionnelle.

Le gouvernement a fait une seconde concession. Dans son premier projet, il avait prévu une « collation nationale » de 7 % calculée sur l'impôt dû par les entreprises. Cette collation, qui aurait évidemment alloué d'autant la charge fiscale finalement supportée par les entreprises et commerces, avait pour but de compenser exactement les pertes de recettes entraînées par le plafonnement de l'impôt à 70 %. Rappelons que, l'année dernière, cette limite déjà fixée à 70 % a coûté 2 milliards de francs à l'Etat, qui a dû verser aux communes ce que la taxe professionnelle ne leur a pas rapporté.

Mardi après-midi, M. Boulin a proposé de ramener de 7 à 6,5 % cette collation en précisant — ce qui est important — que son montant, en s'ajoutant à la taxe professionnelle, ne pourrait jamais provoquer une augmentation supérieure à 70 % par rapport à la patente de 1975 (calcul fait avant la prise en compte de l'augmentation des dépenses communales). Ce qui revient à dire que la collation nationale ne jouera que pour les entreprises dont l'impôt aura, en 1977, augmenté de moins de 70 % par rapport à 1975.

Tout est le nouveau projet gouvernemental qui devait être examiné, ce mercredi 11 mai, en conseil des ministres, après avoir été soumis d'urgence, mardi soir, au Conseil d'Etat, les députés devant pour leur part le discuter mardi prochain 17 mai. Ajoutons que ces dispositions valaient pour 1977 et 1978.

Enfin, le gouvernement a proposé deux mesures peu coûteuses pour l'Etat (100 millions de francs environ) mais qui auront probablement pour effet d'encourager l'investissement. La première mesure consiste à réduire de 10 % la taxe professionnelle des entreprises qui auront augmenté de 5 % leurs effectifs entre le 1^{er} juin et le 31 octobre 1977. Les grosses firmes devront, dans ce même délai, avoir embauché plus de cinq cents salariés pour bénéficier de la même mesure.

La deuxième disposition consiste à laisser, en 1977 et en 1978, aux entreprises artisanales qui emploient trois ou plus de trois salariés — salariés de la taxe professionnelle et de la fiscalité locale dans son ensemble. Les députés sont restés étrangement silencieux. A croire que, en l'état actuel des choses — et avec les concessions faites par le gouvernement —, la mesure serait suffisante pour leurs entreprises, les laissant croire...

ALAIN VERNHOLES.

L'otage

La majorité était unie, mardi, à l'Assemblée nationale. Le fait était suffisamment nouveau pour mériter l'attention — à commencer par celle du ministre délégué à l'économie et aux finances, M. Boulin, héritier du projet de loi sur la taxe professionnelle contre lequel l'unité s'était faite.

Aussi ne mesurait-il pas les préférences à l'égard des députés gaullistes, républicains indépendants et communistes : après avoir reçu à déjeuner les présidents de la gauche groupée ainsi que les députés et les rapporteurs de la commission des lois et de la commission des finances, le ministre assistait à la conférence du bureau du groupe R.P.R., puis à une réunion commune des trois groupes.

S'estimant fixé sur le sort du projet de loi, M. Foyer, président de la commission des lois, a déclaré : « Cette dernière, d'ailleurs, n'est pas la dernière. Elle sera toujours avec lui, mais le scepticisme que lui inspire la modification d'un impôt en période électorale... »

« Ce n'est pas le moment, dit-il. On ne peut pas refaire la loi, on ne peut que l'aménager. Essayons au moins de ne pas méconter, cette année, ceux que l'on a peut-être un peu trop soulagés l'an dernier. »

Ceux-là pouvaient se réjouir, puisque le ministre et les représentants de la majorité voulaient se entendre sur le principe d'une prorogation du régime de 1976, assorti de mesures favorables à l'emploi, le coût de ces dispositions s'élevant à environ 1 milliard de francs à la charge de l'Etat.

Un peu décontenancé par cette nouvelle, un membre du cabinet de M. Boulin affirmait qu'en fin de matinée, le ministre n'avait pas pu aller au-delà de 800 millions. S'était-on mal compris ? Sortant de la réunion des trois groupes, M. Labbé allait peut-être dissiper les doutes.

« M. Boulin, déclare le président du groupe R.P.R., nous a rendu compte de la proposition qu'il a faite tout à l'heure à nos représentants. Elle tend à modifier profondément le texte qui nous a été soumis, en représentant, sous forme d'amendements, les modifications que nous avons demandées. »

M. Labbé indique que cette proposition a été adoptée par les députés de la majorité à l'unanimité moins quatre abstentions. « La question, ajoute-t-il, est maintenant soumise au premier ministre. »

Prévoyant à l'Assemblée M. Chénou, président du groupe républicain indépendant, le président du groupe gaulliste souligne l'« excellent climat » dans lequel se sont déroulés les débats : unanime dans sa condamnation du projet gouvernemental, la majorité l'est aussi sur les modifications à lui apporter. Il ne reste plus à M. Barre qu'à en tirer les conséquences.

Apparemment satisfait lui-même, M. Achille-Fould préside les termes de l'accord : le gouvernement, qui a seul l'initiative des lois en matière budgétaire, reprend à son compte, en sept amendements, les suggestions de sa majorité. Si le premier ministre y consent, M. Boulin va annoncer que le gouvernement retire son texte ; la question préalable, c'est-à-dire la refus de débattre la recommandée par la commission des lois et la commission des finances n'aura donc plus d'objet.

On apprend bientôt, dans l'entourage du premier ministre, que celui-ci accepterait la procédure aménagée. En séance, M. Boulin explique aux députés les modalités de l'emprunt d'Etat à financer le plan d'action du gouvernement, discussion qui précède, à l'ordre du jour, celle du projet de loi sur la taxe professionnelle. Dans les couloirs, on commente déjà l'attitude du gouvernement : « Ce n'est pas une reculade, c'est de la concertation », affirme M. Alexandre, chargé au cabinet du premier ministre, des relations avec la presse.

Le sujet paraissant épuisé, on se rabat sur une question plus délicate : « Qui dirige la majorité ? », demande-t-on. M. Tibéri, le premier ministre, ou M. Chirac ?

« Nous pensons qu'il faut avoir la volonté de vaincre, répond le député de Paris. Cette volonté, nous l'avons, et nous sommes le principal groupe de

la majorité ; donc, nous prenons la tête de la bagarre. — Mais le président de la République a dit que ce rôle revenait au premier ministre.

— Ah bon ? Il a dit ça ?

M. Tibéri n'aurait-il pas lu les déclarations de M. Giscard d'Estaing à l'Express ? M. Labbé, lui, les a lues, et estime : « un peu curieux d'appréhender certaines choses par un hebdomadaire ». « Je n'ai rien contre les hebdomadaires », ajoute-t-il, « au cas où on l'aurait mal compris. »

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle, annoncé en séance par le ministre. M. Boulin demande à prendre la parole avant le rapporteur. Le discours s'annonce et se conclut, à 18 h. 10, par une demande de suspension de séance, sans qu'il ait été annoncé le retrait du projet. « Il paraît qu'il n'y a pas l'accord du premier ministre », déclare M. Four, président de la commission des finances. « Boulin va lui téléphoner », affirme-t-on dans l'entourage du ministre.

M. Boulin réparaît pour annoncer aux journalistes les quatre principales mesures acceptées par le gouvernement. Coût : inférieur à 1 milliard, affirme-t-il. C'était la dernière limite. Au-delà, il aurait fallu avoir recours à la création monétaire pour financer la perte de recettes. M. Barre a donné son accord, ajoute le ministre, mais « cela n'a pas été facile ».

Une demi-heure plus tard, M. Labbé semble croire que M. Boulin n'a pas l'accord du premier ministre. Mais le président du groupe R.P.R. ne s'en inquiète pas : « Je peux vous dire qu'il l'aura », affirme-t-il. D'où tire-t-il cette assurance ?

Otage d'une majorité soudaine, dont les regards se portent plus volontiers sur la course des sondages que sur celle des indices économiques, le gouvernement semble avoir négocié jusqu'à la dernière minute. M. Labbé connaissait peut-être celui qui avait fixé le montant de la rançon.

PATRICK JARREAU.

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

La conférence des présidents, réunie mardi 10 mai, a fixé l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée.

Mardi 11 mai, après les questions au gouvernement : projet de loi sur le bilan social de l'entreprise ;

Jeudi 12 : bilan social (suite), deuxième lecture du projet de loi sur le code minier, projet de loi sur le marché des viandes ;

Vendredi 13, matin : questions orales ;

Mardi 17 : deuxième lecture du projet de loi sur la taxe professionnelle ;

Mardi 18, après les questions au gouvernement : suite éventuelle de l'examen du projet sur la taxe professionnelle.

● M. Michel Bouthaud-Rouelle est nommé chef de cabinet du ministre de Paris.

Déjà en 1945, ancien élève de l'ENSA, administrateur civil, il était chargé de mission au cabinet de M. Jacques Chirac, lorsque celui-ci était premier ministre, puis au cabinet de M. Raymond Barre, qu'il vient de quitter.

M. Raymond Barre : le gouvernement ne laissera pas grignoter son autorité

M. Raymond Barre, dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Elle*, réaffirme qu'il appartient au gouvernement « de mener le combat politique qui doit permettre au pays d'échapper aux bouleversements que le succès de l'opposition ne manquerait pas de provoquer ».

Confirmation aussi, implicitement, les divergences de vues qui l'opposent à M. Jacques Chirac sur son rôle politique, le premier ministre rappelle que « le gouvernement dispose de moyens constitutionnels pour conduire la politique nationale » et qu'il entend utiliser ceux-ci : « Chacun prendra ses responsabilités. »

M. Raymond Barre ajoute : « Le gouvernement est prêt, comme il l'a d'ailleurs toujours fait, à pratiquer la plus large concertation avec les formations de la majorité, mais il ne laissera pas grignoter son autorité et n'acceptera pas la mise en rébellion surveillée » dont a parlé M. Mitterrand. »

Le premier ministre estime que la majorité risque plus de perdre les élections par le « spectacle » qu'elle donne que par les mesures économiques et financières qu'il a prises.

Évoquant son prochain face-à-face télévisé avec M. François Mitterrand, M. Raymond Barre ote qu'il sera, depuis les élections présidentielles de 1974, « le premier chef de gouvernement à avoir ce genre de débat avec le leader de l'opposition » et exprime un vœu : « Je souhaiterais que d'autres leaders de la majorité — plus politiques que juridiques — paraissent aussi à l'antenne, qui est un adversaire difficile et de talent. »

A propos de son programme d'action économique, le premier ministre indique que le gouvernement « entend traiter les Français en adultes », car ceux-ci « ne sont pas des enfants à qui on distribuerait aujourd'hui des suceries pour leur plaisir en sachant qu'on les mettra demain au pain sec ! »

MSEL

DIRECTEUR DES VENTES
100/120.000 F.
PROCHE BANLIEUE

RESPONSABLE DEPARTEMENT MARINE
100.000 F. environ
PARIS

RECHERCHE DEVELOPPEMENT
Construction électrique
YVELINES

Une société française (C.A. 30 millions de F. en expansion rapide). Importe et distribue en France des articles de qualité. Elle recherche pour son siège de Paris, le responsable de la direction, le titulaire, participant à l'élaboration de la politique commerciale, sera chargé de son application. Responsable du développement du chiffre d'affaires et travaillant dans le cadre d'un budget prévisionnel, il dirigera et animera la force de vente. Le candidat retenu, âgé de 30 ans au moins, aura acquis, par une expérience de plusieurs années l'habitude du commandement et de l'animation d'une équipe de vente travaillant sur un plan national et une connaissance approfondie de la distribution de produits de consommation ou de grande diffusion par les différents canaux. Ecrire à P. Vinet, réf. B. 3819.

Une société internationale (175 filiales et agences dans plus de 100 pays) spécialiste des problèmes de combustion, de nettoyages industriels, maritimes et de pollution de l'environnement recherche pour son siège de Paris, le responsable de la direction, le titulaire, participant à l'élaboration de la politique commerciale, sera chargé de son application. Responsable du développement du chiffre d'affaires et travaillant dans le cadre d'un budget prévisionnel, il dirigera et animera la force de vente. Le candidat retenu, âgé de 30 ans au moins, aura acquis, par une expérience de plusieurs années l'habitude du commandement et de l'animation d'une équipe de vente travaillant sur un plan national et une connaissance approfondie de la distribution de produits de consommation ou de grande diffusion par les différents canaux. Ecrire à P. Vinet, réf. B. 3819.

Une société française (effectifs 600 personnes - C.A. 100 millions F) spécialisée dans la production et la vente d'appareils de chauffage, créa pour promouvoir ses activités électrothermie et chauffage électrique, un poste d'ingénieur de recherche et développement. Sous l'autorité du directeur technique et en liaison avec les services commerciaux, il participera à la définition des gammes de produits à développer, conseillera les services de production sur les méthodes et moyens de fabrication, il étudiera et définira les produits choisis par la commission de développement. Le poste conviendrait à un ingénieur AM, ENSI, ICAM, EEM... ayant acquis dans un bureau d'études une expérience d'au moins deux ans dans le domaine du chauffage ou de la construction électrique. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3801.

Pour chacun de ces postes adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise sans autorisation préalable des candidats.

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS - Tél. 265.37.00 - 11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON - Tél. (78) 62.08.33

Europe - Amérique Nord et Sud - Afrique - Australie - Moyen et Extrême Orient

Changez vos habitudes

At déguster lentement

Silencieux l'anglais douce.



A l'Assemblée nationale

POLITIQUE

La taxe professionnelle

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Raymond Barre, a exposé devant l'Assemblée nationale la page de l'impôt sur les sociétés. Il a souligné que la loi de finances pour 1977, en matière de taxe professionnelle, vise à réduire le poids de cet impôt pour les entreprises et à favoriser l'investissement. M. Barre a précisé que la réforme de la taxe professionnelle est une priorité du gouvernement et qu'il s'agit d'une mesure d'urgence pour soutenir l'activité économique.

Le lancement d'un emprunt d'État : rigueur monétaire ou méfiance à l'égard du franc ?

Mardi 10 mai, sous la présidence de Mme Fritsch (rép.), l'Assemblée nationale a examiné, après déclaration d'urgence, le projet de loi autorisant le gouvernement à émettre un emprunt d'État. Dans la mesure où l'État garantit le capital de cet emprunt, qui doit être émis avant la fin du mois, et où des exonérations fiscales sont prévues, une autorisation législative est en effet nécessaire.

M. PAPON (R.P.R.), rapporteur général de la commission des finances, rappelle que cet emprunt est l'un des plus importants de ces dernières années, destiné à couvrir une partie du déficit du premier collectif budgétaire pour 1977, complété par la lettre rectificative déposée par le gouvernement pour financer son programme sur l'emploi, les familles et les personnes âgées. Cette dernière, précise-t-il, a porté le déficit budgétaire prévisionnel pour 1977 à 11,8 milliards de francs.

Notage

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Raymond Barre, a souligné que la loi de finances pour 1977, en matière de taxe professionnelle, vise à réduire le poids de cet impôt pour les entreprises et à favoriser l'investissement. M. Barre a précisé que la réforme de la taxe professionnelle est une priorité du gouvernement et qu'il s'agit d'une mesure d'urgence pour soutenir l'activité économique.

Pour le rapporteur, le recours à un emprunt pour couvrir le déficit des finances publiques, s'explique par la volonté du gouvernement de limiter la croissance de la masse monétaire dans le cadre de la lutte contre l'inflation. Il s'interroge cependant sur ses conséquences économiques. Son montant est important, l'appel au marché financier par l'État ne manquera donc pas de peser sur l'obtention de financements à long terme par le secteur public et le secteur privé. De plus, le placement d'un tel emprunt, assorti des avantages prévus, ne concourra pas à une meilleure tenue du marché des actions.

M. BOULIN, ministre délégué à l'économie et aux finances, souligne le caractère anti-inflationniste de l'emprunt qui, affirme-t-il, est un moyen de rigueur monétaire. Financé les 11,8 milliards prévisionnels du déficit budgétaire pour 1977, l'aide de la création de monnaie serait, en effet, contraire à l'orthodoxie financière du gouvernement. D'autre part, compte tenu du caractère modeste de l'endettement de la France, en particulier de son endettement à long terme, « cet emprunt sera signé par un débiteur excellent, dont le crédit est intact auprès du grand public ».

En résumé, les avantages dont l'emprunt est assorti, le ministre explique que la garantie du capital par rapport à l'unité de compte européenne est

alfa romeo
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF
GAP
122 R. VAILLANT COUTURIER
93130 NOISY-le-SEC
PANTIN 845-97-67
ALFETTA GTV 2000

MANU-PRESSE



des activités manuelles pour le temps des loisirs

3 séries chez votre libraire

1 "LES TECHNIQUES"
80 à 96 pages 200 photos
noir et couleur.

2 "LES LOISIRS"
80 à 112 pages entièrement illustrées.

3 "CLUB"
64 pages 200 illustrations en couleurs.

• Poterie • Macramé • Encadrement
• Les tapis • Encre • Impressions
• Teinture et filage • Tissage en bande • Tissage • Edredons en patchwork • Tapiserie "Bargello"
• Petits meubles
• Tzaniko, tissage maori.

• Tableaux en fils • Art et collage
• Animaux et poupées en étoffe
• Mode et macramé • Mode et patchwork • Les abat-jour.

• Broderie • Plaisir de la poterie
• Travail du bois • Teintures, batik, bougies, Jouets et poupées en étoffe • Apprendre à tisser
• Tricot et crochet • Bijoux fantaisie.

19.500 chaque

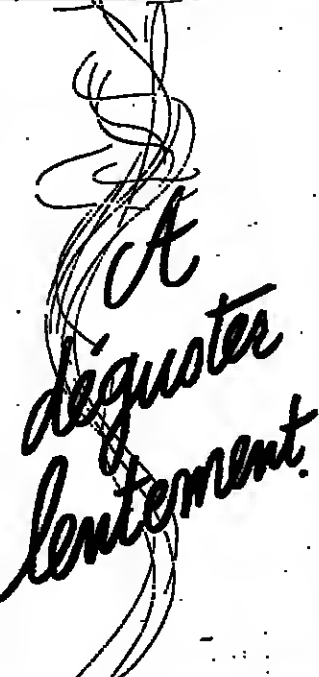
24.000 chaque

32.000 chaque

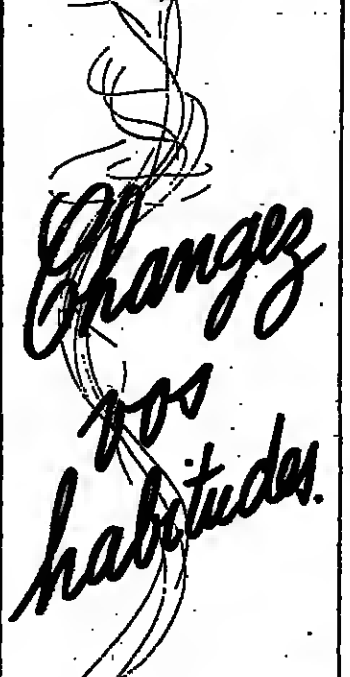
dessain et tolra

M. Raymond Barre : le gouvernement ne laissera pas grignoter son autorité


M. Raymond Barre, ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré que le gouvernement ne laissera pas grignoter son autorité. Il a souligné que la loi de finances pour 1977, en matière de taxe professionnelle, vise à réduire le poids de cet impôt pour les entreprises et à favoriser l'investissement. M. Barre a précisé que la réforme de la taxe professionnelle est une priorité du gouvernement et qu'il s'agit d'une mesure d'urgence pour soutenir l'activité économique.




A déquêter lentement.



Changez vos habitudes.



Silk cut
Langlaise douce.



Silk cut
Langlaise douce.

GALLAHUE LONDON - BELFAST

GALLAHUE LONDON - BELFAST

Votre rasoir électrique peut être plus efficace, découvrez-le gratuitement.



Avec Letric Shave "Nouvelle Formule" découvrez à quel point votre rasoir électrique peut être plus efficace. Letric Shave c'est tout simplement un avant-rasage :

- Il redresse les poils; votre rasoir les tranche à la base pour un rasage de plus près.
- Il lubrifie votre peau, évite les irritations, et permet au rasoir de mieux glisser.

Letric Shave "Nouvelle Formule". Pour se raser de plus près sans irritation.

GRATUIT UN ÉCHANTILLON

Offre valable jusqu'au 15/06/1977 aux 50.000 membres demandés. J'attends votre échantillon gratuit. (Offre valable en France).

Moniteur

Adresse

Ville

Code Postal

Atteignez votre rasoir électrique gratuitement. 15

POLITIQUE

Réconcilier les Français et leur administration

(Suite de la première page.)
C'est là une œuvre de longue haleine qui exige probablement que l'on repense globalement et de manière cohérente l'ensemble de notre système administratif. Sur certains points l'œuvre a été amorcée. C'est le cas, par exemple, avec les travaux de la commission de développement des responsabilités locales qui, pour la première fois dans notre pays, a réfléchi à une redistribution complète des pouvoirs et des

responsabilités à leur exercice entre l'Etat et les collectivités locales.
Mais, sans plus attendre, il faut poser les premières pierres de l'édifice nouveau. Un certain nombre d'aménagements sont immédiatement réalisables et de nature à modifier très sensiblement les mentalités et les pratiques, bref propres à éliminer d'une volonté de changement réel et à inverser le sens de l'évolution de notre système administratif.

La vraie réforme

Pour réformer de façon significative et efficace notre système administratif, il faut toucher au ministère de l'économie et des finances, à ses pouvoirs comme à ses structures.

Les problèmes que posent la répartition des compétences et les pratiques actuelles sont, en effet, ressentis avec une acuité croissante, d'autant plus vive en période de difficultés économiques et politiques. Ils se manifestent principalement de deux manières : déséquilibre au sein du gouvernement, paralysie, engendrant l'irresponsabilité des administrations autres que les services financiers.

Pour l'étranger, le poids de notre ministère de l'économie et des finances est sujet d'étonnement. Il est pratiquement sans exemple : la plupart des pays distinguent des responsabilités économiques (Allemagne fédérale), et même seident la fonction financière en plusieurs missions (Etat-Unis, Italie). En France, l'administration financière, au centre de tous les circuits, est le point de passage obligé de toute décision et cela à tous les niveaux : elle observe la conjoncture et prévoit l'avenir, elle prépare le budget et contrôle son exécution, elle assure et recouvre l'impôt, elle gère la trésorerie, contrôle les prix, oriente les échanges extérieurs, gère la dette publique, joue un rôle déterminant dans l'octroi des aides de l'Etat aux entreprises publiques et privées.

Le ministère qui réunit entre ses mains un tel ensemble de pouvoirs

tient, à l'intérieur du gouvernement, une place qui est facteur de déséquilibre. Vis-à-vis de ses collègues, son poids est au moins égal à celui du premier ministre dont il peut vider les arbitrages de leur contenu ou de leur portée.

La concentration des responsabilités économiques entre les mains du premier ministre, si elle est adaptée à la hiérarchie actuelle des urgences, ne saurait constituer une formule durable. Le chef du gouvernement ne peut, en effet, cumuler matériellement la responsabilité d'une immense administration avec son rôle d'arbitrage entre ses collègues et de direction politique de la majorité. Le même déséquilibre se retrouve dans les rapports entre administrations. Les services du ministère de l'économie et des finances disposent, dès le stade de la préparation des décisions et jusqu'à celui du détail de leur application, d'un pouvoir d'intervention, de surveillance et de contrôle qui, du fait de la prédominance de l'optique financière, se traduit le plus souvent en un pouvoir de blocage, d'autant plus efficace que la qualité des hommes est grande.

Du point de vue des citoyens, enfin, la complexité des administrations financières, la minutie et l'interminable de leurs règlements et de leurs procédures sont supportés avec une impatience croissante.

Le ministère de l'économie et des finances est ainsi victime de sa toute-puissance et de son gigantisme. Surchargé des tâches

les plus variées et les plus difficiles, il freine les impulsions. Difficile à mouvoir par le pouvoir politique, il tend parallèlement à se couper des citoyens et de la réalité quotidienne. Il échappe moins que tout autre à la déviation technocratique.

Les objectifs d'une réforme apparaissent, dès lors, à l'évidence : faire de notre administration économique et financière un instrument opérationnel et humain, qui soit effectivement commandé par l'autorité politique et véritablement proche des citoyens.

Pour ce faire, il faut aller au-delà d'une simple redistribution des tâches ministérielles :

Quatre grandes fonctions

La refonte des structures pourrait s'opérer de manière simple, à partir de la distinction de quatre grandes fonctions :

- La conduite générale de l'économie ;
- La gestion de la trésorerie et des finances publiques ;
- L'orientation du commerce intérieur ;
- Le développement des échanges extérieurs.

La pièce essentielle et la plus nouvelle du dispositif à mettre en place serait l'organisation des services chargés de la fonction de conduite générale de l'économie : détermination des objectifs à long et moyen terme, définition des conditions de l'équilibre économique et financier.

Le regroupement du commissariat général du Plan, de la direction de la prévision, de la délégation à l'aménagement du territoire et de l'INSEE permettrait la constitution d'un ministère de l'économie au sens vrai du terme, doté des moyens nécessaires pour concevoir les choix fondamentaux de la politique économique et de conduire leur mise en œuvre. A cette fin, il faudrait qu'en faisant également partie les services de la direction du Trésor chargés de la politique du crédit et des interventions de l'Etat en matière d'investissements.

Il serait nécessaire que ce ministère, remplissant une fonction de synthèse et d'orientation, bénéficie de liens privilégiés avec le premier ministre : il pourrait être dirigé par un ministre désigné auprès du chef du gouvernement.

Mais la refonte serait très incomplète si le premier ministre ne disposait pas directement des

redistributions, dans le passé, ont été des échecs parce qu'elles ne changeaient rien au circuit effectif des décisions, qu'il s'agisse de l'institution d'un « superministère » économique, et financier, superstructure tactique, ou de la création d'un ministère de l'économie et des affaires économiques, vide de pouvoir réel de substance.

Il faut procéder à un changement en profondeur et à une réforme des procédures s'inspirant d'un double souci : doter le pouvoir politique d'un outil commode pour la conception et la mise en œuvre de la conduite de l'économie, permettre à chacun des ministres le plein exercice de ses responsabilités.

services chargés de la préparation du budget, instrument essentiel de la fonction d'arbitrage et de direction de l'action gouvernementale. La direction du budget ferait ainsi désormais partie des services du premier ministre. Ce rattachement pourrait d'ailleurs, à l'exemple de plusieurs pays étrangers, s'accompagner de la suppression de certains doubles emplois.

En outre, le rattachement au premier ministre de l'inspection générale des finances complèterait la réunion entre ses mains, ou à sa proche disposition, des outils essentiels de conception de la politique économique, de direction et de contrôle de l'action des pouvoirs publics.

Dans cette organisation nouvelle, le ministère des finances proprement dit verrait son activité s'exercer à partir des missions suivantes : gestion de la trésorerie, tutelle des assurances, préparation et application de la législation fiscale, exécution de la dépense publique, gestion de la dette.

La fonction « orientation des échanges intérieurs » recoupe, pour sa part, les attributions des anciens services de la concurrence et des prix et du commerce intérieur. Ils pourraient être plus efficacement regroupés dans un même ensemble formant un ministère des échanges intérieurs et de la consommation, doté d'une plus grande autorité et de moyens plus étendus. Ces moyens incluraient l'Institut national de la consommation et le service de la répression des fraudes.

Quant à la mission de développement des échanges extérieurs,

elle suppose que la place du ministère du commerce extérieur soit mieux assurée. Il serait logique de lui rattacher, d'une part, la direction générale des douanes, d'autre part, les services de la direction du Trésor chargés des affaires internationales. En même temps, l'articulation avec les services des affaires étrangères devrait être revue.

L'organisation gouvernementale et administrative ainsi esquissée permettrait au président de la République et au premier ministre de disposer d'un instrument plus souple et plus maniable, évitant les risques de congestion et de confusion.

La portée de la réforme resterait toutefois insuffisante si elle ne se prolongeait au niveau des procédures.

Actuellement, l'intervention du ministère des finances est paralysante à un double titre : aucun ministre ne peut mettre en œuvre une réforme sans l'accord de son collègue des finances, dont le contrepoint est nécessaire pour tous les textes comportant une incidence financière ; chacun des ministres est, pour la gestion quotidienne de son département, soumis au visa préalable du contrôleur financier, qui dépend hiérarchiquement du ministre des finances, et dont l'intervention tend bien souvent à dériver vers le contrôle d'opportunité.

Le rattachement au premier ministre de la direction du budget porterait remède au premier blocage, les mesures ayant des conséquences sur l'équilibre budgétaire devant normalement dépendre de l'accord du premier ministre.

Quant au contrôle financier, son allègement est indispensable. Une première formule consisterait à limiter le contrôle a priori aux engagements de dépenses les plus importants : le contrôle a posteriori serait la règle, l'intervention préalable du contrôleur financier, l'exception. Une solution plus audacieuse consisterait en la suppression totale du contrôle financier. Elle devrait alors s'accompagner de l'organisation d'une inspection systématique des engagements, développant celle confiée à l'inspection générale des finances. En même temps, il faudrait rendre plus aisée la mise en jeu de la responsabilité des administrateurs devant la cour de discipline budgétaire. Les possibilités de salins de cette juridiction devraient être développées. En outre, les

actes signés par les ministres, qui ne peuvent engager leur responsabilité devant la cour de discipline budgétaire, devraient désormais pouvoir lui être déférés. La cour ne les sanctionnerait pas elle-même, mais les signalerait, si elle le jugeait nécessaire, au Parlement.

Ces réformes de procédure peuvent paraître techniques. Elles sont cependant indispensables, car elles permettraient de mettre fin à un système d'administration et de gouvernement fondé sur la méfiance et de développer l'esprit d'initiative, l'aptitude au changement, la sanction rapide et claire des responsabilités.

Elles ouvriront la voie à un changement dans les comportements, clé de notre adaptation à l'avenir.

JACQUES CHIRAC.

Prochain article :

RESTAURER LE CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandes le nouveau guide
gratuit numéro 88
Ecole Préparatoire
d'Administration
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique
de l'Etat
4, rue des Félits-Champs
75008 PARIS - CEDEX 02

GEST FACILE
DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO
Notices à votre disposition chez les dépositaires

Gastronomie au Vert Galant
"Le Soufflé de Poissons"



Le Vert Galant
est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.

42, Quai des Orfèvres - Paris 1^{er}
Tél. 376.83.68. Fermé le Samedi.


Entre Gourmets à la Chaumière
"Le Turbotin Braisé"



La Chaumière des Gourmets
est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.

22, Place Denfert-Rochereau - Paris 14^e
Tél. 326.61.87. Fermé Samedi et Dimanche.

La Carte American Express est honorée par des milliers de restaurants.



En France. Et à l'étranger.

Vous qui aimez les appartements de caractère.

Vous qui aimez les appartements de caractère et appréciez en même temps le grand confort, vous qui avez un faible pour les sites paisibles sans vouloir renoncer pour autant à vivre en plein cœur de la capitale, découvrez dans le plus parisien des quartiers de Paris un monde à part, préservé, fait de petits immeubles du XVIII^e siècle, restaurés, aux façades classées.

Traversez les cours intérieures pavées à l'ancienne, qui relient la rue Tournetfort à la rue Mouffetard, et votre choix sera irrésistible : vous ne voudrez plus choisir votre studio ou votre appartement qu'au Palais des Gardes Françaises.

LE PALAIS DES GARDES FRANÇAISES

36, rue Mouffetard & 7-11, rue Tournetfort
PARIS V^e

Pour recevoir une documentation, recevez ce bon à :
Zannetacci : 98, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris
☐ Appartement ☐ Studio
Nom _____
Adresse _____



Signe d'un appartement de 3/4 pièces en duplex, Cour du Grenadier.

1^{re} tranche : reste à vendre
quelques appartements.
Livraison immédiate.
2^e tranche : livraison courant 78.

Réalisation Jérôme PUJOS

Renseignements et vente :
Zannetacci : 296.17.01
98, av. Raymond-Poincaré, Paris 16^e
Bureau de vente sur place :
56, rue Mouffetard, Paris 5^e.

AERONAUTIQUE

Pour une poignée de dollars

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

Les avions militaires américains sont vendus à des prix très bas, ce qui permet aux pays en développement d'acquiescer à des équipements modernes sans avoir à payer des sommes exorbitantes. Cette politique de vente à bas prix est une stratégie de l'Armée de l'Air américaine pour maintenir sa suprématie technologique tout en élargissant son influence mondiale.

estime la revue « Armées d'aujourd'hui »

* Armées d'aujourd'hui, mai 1977,
19, boulevard Latour-Maubourg,
75226 Paris Cedex 07. 3 F.

per ces propos plus humbles que techniques emportent en apparence plus d'adhésions que de réserves.

II. — Les Américains mènent le train

par **XAVIER WEEGER**

Les Etats-Unis ont, jusqu'à présent, fait la loi. Non contents d'avoir réalisé les premières bombes atomiques — avec l'aide de savants étrangers, il est vrai, — ils ont toujours été et sont encore aujourd'hui la première puissance nucléaire civile du monde. A la fin de l'année 1976, les constructeurs américains pouvaient se glorifier d'avoir construit soixante-quatre réacteurs, d'une puissance de 47.000 MW, d'être en train de

Dans les filières et avancées a (réacteurs à haute température, surrégénérateurs), on fait encore appel à d'autres sels. Le combustible peut être de l'uranium très enrichi en un mélange d'uranium et de plutonium. Le Naide de refroidissement est de l'hélium. On sodium liquide de des sels fondus. Et certains types de réacteurs, comme les surrégénérateurs, n'utilisent pas de modérateur.

Une note lourde

Bien des raisons expliquent ce déclin de l'électronucléaire aux Etats-Unis. Sur le plan intérieur,

(1) Pour près de 90 %, l'électricité nucléaire française trouvait encore cependant son origine, à la fin de 1978, dans ce type de réacteurs.

(2) Pramatome, qui dispose du monopole de la construction des centrales E.D.F. appartient à 51 % au groupe Creusot-Loire, à 30 % au Commissariat à l'énergie atomique et à 15 % à Westinghouse, les 4 % restant étant partagés entre divers actionnaires.

De même, si l'annonce par le président, le 7 avril, de sa décision d'ajourner *sin die* le retraitement sur le sol américain et de retarder le développement des surrégénérateurs est assez fraîchement accueillie, on voit un net encouragement dans la volonté affirmée par M. Carter de développer les capacités américaines d'enrichissement. Et la définition d'une politique moins restrictive qu'on ne pouvait le craindre en ce

Ces considérations jouent aussi bien pour les marchés extérieurs. La position des Américains sera prépondérante dans la définition de garanties précises et

LES SOVIÉTIQUES

Le programme nucléaire est fort en retard, puisque les réacteurs devaient fournir 5 % de l'électricité, en 1975. Il est devenu ce que les quarante réacteurs prévus pour la fin de 80 Plan quinquennal ont servi d'attention : au marché à l'étranger (1980). Difficultés technique dans la maîtrise des grands réacteurs, retardé dans les travaux de génie civil comme dans la livraison des composants des centrales, expliquent cette situation. La construction ne semble y être pour rien.

Cependant, les écrits officiels ne manquent jamais de faire état des problèmes environnemental et de sécurité posés par les centrales nucléaires, même s'ils affirment qu'ils ont été

Prochain article :
LES BRITANNIQUES
TROTTENT

.....

Le programme nucléaire est fort en retard, puisque les réacteurs devaient fournir 6 % de l'électricité, en 1975. Il est douteux que les quarante réacteurs prévus pour la fin de X^e Plan puissent être effectivement mis en service à ce rythme (1980).

Difficultés techniques dans la maîtrise des grands réacteurs, retards dans les travaux de génie civil comme dans la livraison des composants des centrales, exploitation cette situation. La contestation ne semble y être pour rien.

Dépendant, les écrits officiels ne manquent jamais de faire passer le nucléaire pour le développement et de s'être posés par ces centrales nucléaires, même s'ils affirment qu'ils ont été

d'Europe, pour des raisons d'économie.

Ces les Soviétiques votant libre.

Le premier réacteur surréglé et divergé en 1969. Un second, d'une puissance de 350 MW, lui a succédé à Chevtchenko (sur les rives de la Caspienne, en 1973. Malgré un accident, la mise en service (des de sodium), a été construite, dans l'Oural, d'un troisième modèle de 600 MW qui devrait diverger avant 1980. Et les chercheurs travaillent à la mise au point d'un quatrième type, de 1600 MW, cette fois.

Dans la course à l'électro-nucléaire, les Soviétiques ont pris le départ à petite allure, mais ils se réservent pour la « seconde génération ».

— M. A.-R.

7

1

100

PAYS	1965		1970		1975		1980 (prévision)	
	Récepteurs	Puissance	Récepteurs	Puissance	Récepteurs	Puissance	Récepteurs	Puissance
Allemagne Démocratique	—	73	1	75	3	960	5	1 940
Allemagne fédérale	2	—	7	963	0	3 487	28	13 795
Argentine	—	—	—	—	1	—	2	—
Australie	—	—	—	—	—	—	1	229
Belgique	1	11	1	11	4	1 751	6	3 865
Bresil	—	—	—	—	—	—	1	337
Bulgarie	—	—	—	—	2	880	4	1 708
Canada	1	22	3	511	2	2 671	14	7 753
Cote d'Ivoire	—	—	—	—	—	—	1	263
Espagne	—	—	22	620	3	1 120	12	9 774
Etats-Unis	16	1 946	22	7 849	57	40 286	185	83 832
Finlande	—	—	—	—	—	—	2	3 882
France	5	392	8	1 750	10	3 047	23	21 100
Grèce	—	—	—	—	—	—	1	640
Hongrie	—	—	2	428	3	649	7	1 583
Inde	—	—	—	—	—	—	1	1 283
Iran	—	—	—	—	—	—	0	484
Italie	—	—	—	—	3	980	2	1 348
Japon	2	179	4	1 323	13	6 627	25	16 225
Mexique	—	—	—	—	—	—	2	1 440
Pakistan	—	—	—	—	1	140	1	—
Pays-Bas	—	—	1	55	2	532	2	532
Roumanie	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	84	3 676	29	8 085	32	7 715	39	17 474
Suède	1	10	2	472	5	3 230	10	7 673
Suisse	1	—	1	364	3	1 054	4	1 238
Taiwan	—	—	—	—	—	—	0	3 243
Tchécoslovaquie	—	—	—	—	1	143	6	1 460
Union soviétique	10	978	13	1 631	23	5 565	11	11 690
Yugoslavie	—	—	—	—	—	—	1	694
Total	85	8 113	99	22 765	181	80 873	351	230 080
Nombre de pays	10		15		19		29	

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX'

LÉAIRE

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

RÉTROSPECTIVE HENRY MOORE A L'ORANGERIE...

« Par nature, je suis tailleur de pierre »

Henry Moore dit : « L'origine de la sculpture remonte sans doute aux premières impressions reçues par l'homme devant le spectacle de pierres monumentales isolées au milieu des paysages. Ses propres sculptures sont des paysages. En voici huit, toutes en bronze, et toutes monumentales, au jardin des Tuileries, entourant l'Orangerie, le long de la Seine, où elles voisinent avec les statues de pierre de Coysevox que l'érosion détruit peu à peu. Un « nu couché » dont les jambes forment un arc surbaissé, telle la falaise d'Estrées, peinte par Monet; un autre, en trois morceaux disloqués que notre regard recolle; de grandes formes sur lesquelles aucun nom ne saurait être mis; les « moutons » copulants dans les prés de Much-Hadham, mais semblent, ici, des dolmens néolithiques.

La sculpture anglaise dans un jardin à la française ! Elle nous introduit à la rétrospective de cent dix œuvres sculptées de petite taille et autour de dessins qui nous offrent un panorama aussi complet que possible ici, sur l'art de Moore, sa trajectoire, ses influences, son élection, et finalement son unité et sa singularité.

Une photo le montre à vélo, le bas du pantalon enroulé dans ses chaussettes, comme un petit employé qui se rendrait à son bureau. Aujourd'hui, le voit tout en bien clair : bleus le costume et la chemise, la cravate et la pochette, bien aussi le regard, au milieu d'un visage rose couronné d'argent. Il parle de son aventure d'enfant né dans une famille de mineurs du Yorkshire, et d'un sculpteur anglais, nommé Henry Moore.

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

« S »

Théâtres du monde entier à Nancy

Le Festival de Nancy est né avec l'avant-garde des années 60, celle qui, portée par les troupes universitaires, contestait la culture, déconstruisait les institutions, gardiennes d'un système fondé sur la sélection et les lois du profit. Le monde occidental est mis en accusation par une jeunesse en révolte, qui refuse de se laisser éblouir, aliéner, entraîner dans la course à la consommation. C'est la fin du rêve américain, le Festival de Nancy est né l'année où Kennedy a été assassiné. Les étudiants quittent l'université, le festival mondial accueille une avant-garde étrangère qui se définit par sa marginalité, son indépendance. L'ennemi n'est pas tellement le théâtre bourgeois, commercial, privé, mais celui qui, avec des idées — des alibis, dit-on — de gauche, accepte des subventions, s'entend comme l'autre dans des salles, sacrée une nouvelle élite. L'ennemi, ce sont les cathédrales de la culture pleines de fidèles, toujours les mêmes, qui renouent leur messe progressiste. A la question, toujours posée : « Quelle est la place du théâtre dans la société ? », l'avant-garde des années 60 répond : « Celle de la liberté ». « Freedom now », palmodie Julian Beck entouré des membres du Living Theatre, en ouïement des bagues pour protester contre la guerre au Vietnam.

Il s'agit de traduire en symboles simples, universels, la violence capitaliste. Il s'agit de dépasser le langage pour s'adresser à tous, d'abolir les murs des ghettos socio-professionnels, de déclasser, de faire voler en éclats les barrières, toutes les barrières, d'effacer la séparation scène-salle, de sortir dans la rue, aux champs, d'aller aux portes des usines et des usines, de « théâtraliser le quotidien ». La scène à l'italienne, les fouleils qui immobilisent le public, représentent la puissance oppressive de l'idéologie bourgeoise. Il faut arracher le spectateur à sa passivité, à son plaisir de voyeur. C'est le temps des happenings, de la provocation, de la participation, du nu, du cri, de l'expression corporelle et de l'expression de groupe, de la création collective, de la dramatisation des forces irrationnelles, des alternatives utopiques à la situation présente, du volontarisme politique. « Planes, proclame le Living Theatre, connaissez le Paradis now ». C'était en 1968, à Avignon. Aujourd'hui, la troupe errante se survit, prisonnière de slogans devenus onomatopées, Grotowski, l'autre pôle de cette avant-garde en quête d'orchestres éternels, lui qui appelait au défi en

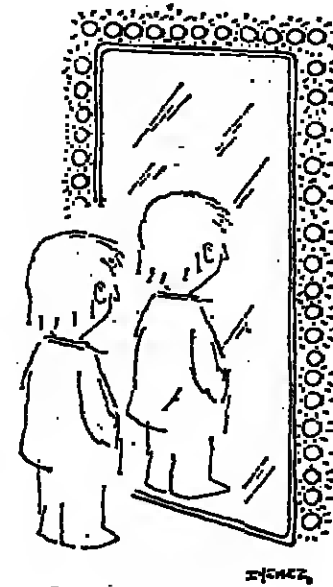
explorant les disponibilités des acteurs, leurs facultés de dépassement, lui qui cherchait des portes à ouvrir, est sorti du théâtre pour s'établir sur un terrain qu'il nomme Rencontre.

D'abord l'image

Les influences se sont, pourrissent-on dire, mélangées. D'autres sont venues, prônant l'amour, les formes naïves ou sacrées de l'enfance du théâtre, des jeux de l'enfance. Les Campestres, la San Francisco Mime Troupe avec leurs gestes de commedia dell'arte, les Bread and Puppet avec leurs marionnettes. Les rapports de forces qui traversent le monde sont en perpétuel glissement, les dictateurs du tiers-monde ont remplacé les Etats-Unis. Que cherche l'avant-garde des années 70 ?

D'abord l'image. C'est par là qu'elle communique au plus grand nombre, plus que par le cri, l'acte violent, le slogan schématisé. L'image, rêve et réel simultanément présentés, comme dans un moment d'art conceptuel qui utilise corps, lumières, couleurs, espaces, et souligne le code théâtral. C'est peut-être les Italiens (Carla Banti, Maria Ricci, Mame Perlini, etc.) qui l'ont inventé, ce théâtre d'images, mais c'est Bob Wilson avec « Le Regard du sourd » qui a donné source et référence, parce qu'il y a ajouté une autre perception des durées.

On a vu cette année à Nancy, le groupe anglais People's Show évoquer Tennessee Williams et l'atmosphère érotique de ses mélodrames où rde la folie, avec des plantes vertes, un coffre de marin, un laup de mer espagnol et tatoué, un travesti en perruque blonde et robe blanche qui titube et tremble un peu, place des saillies rouges dans des verres disposés en cercle où fendent des glaçons, olume une poignée de cigarettes, les plantes une dans chaque caillet avant de rassembler le tout en un bouquet... C'est un exemple, il y en aura d'autres, même s'ils sont moins superbes, et tout aussi « culturels ». L'avant-garde ne renie plus la culture, elle la diversifie, ne glorifie les différences raciales ethniques.



L'AVANT-GARDE ET SON DOUBLE

grâce de mineurs au dix-neuvième siècle, sans oublier les conflits entre ouvriers blancs et chicanos, on pourrait penser que le sujet convient parfaitement à la Lorraine. Seulement, parce qu'on connaît mal l'histoire non hollywoodienne de la Californie, on ne voit pas précisément de quoi, de qui on parle. Comme les comédiens qui, à l'occasion ont abandonné la comédie de l'acte pour un détournement de la comédie musicale, on a l'impression d'assister à un mini-show de Broadway, et on applaudit les chansons.

Le public de l'avant-garde réclame aujourd'hui des voyages au-delà de l'apparence, dans un imaginaire matérialisé. L'image appelle le voyeur, le voyeur n'est plus méprisé, il est celui qui traverse la surface des objets, comme il se trouvait à la fois devant et derrière. Ainsi agissent les comédiens du Squat (« Le Monde » du 5 mai) quand ils placent des actions entre des gens assis à l'intérieur d'une boutique et d'autres qui passent dans la rue et s'orientent et chacun regarde l'autre regarder.

Le regard est le thème de « Roberto ce soir », adapté du roman de Pierre Klossowski par les Mexicains de Poekia. Cramponne à une palissade de planches disjointes, on « zyeute », littéralement, les fantasmagories klossowskienne multipliées, déformées, par des miroirs. On voit les corps, leur image, et les yeux sans visage ou travers des planches disjointes.

Cela ne se passe pas sur une scène, mais dans une vieille maison vide et sombre, dans plusieurs pièces sont aménagées. Le théâtre dans la rue est un rêve abandonné, tout ce qui peut contenir des gens qui en regardent d'autres devient théâtre. L'atmosphère particulière du lieu est isolée, intime ou spectaculaire. On la voit avec nous, avec le monde du dehors, les bruits de la ville pris directement, transmis par la radio, reconstitués, les bruits « musicalisés », la musique de fond de nos vies, celle qui grince dans les juke-boxes, dans les transistors groupés sur les plages, celle qui imprègne nos cerveaux et nos mémoires, celle qui gratte la nostalgie des vieux disques sirupeux.

L'avant-garde des années 70 garde la séparation acteurs-spectateurs, elle défile l'espace scénique, multiplie les dimensions des jeux. La question n'est plus tellement : « Quelle est la place du théâtre ? » On se demande comment il existe. Le théâtre s'auto-analyse et se raconte en même temps

qu'il raconte ce qui se passe ailleurs, au-delà des âtres et au-delors. Il ne s'évade pas hors de ses limites, il cherche à les reculer, à se donner la plus vaste contenance, la plus diversifiée. Il s'adapte aux habitudes de lecture du public, il prend partout où il le peut ce qui peut lui servir, au cinéma, au music-hall, à l'opéra, aux affiches, aux arts plastiques, aux bandes dessinées, à la télévision.

Les maquillages de la violence

Contrairement à l'avant-garde des années 60, celle des années 70 ne dénonce pas la violence par des actes violents, elle la démonte, en montre l'oppression et ses maquillages doreux ou grotesques. C'est l'ambiguïté insistante du People's Show, la violence comique de Jango Edwards (« Le Monde » du 6 mai) ou des Spiders Women, qui ne s'embarrassent pas de « faire harmonie » parce qu'elles sont des femmes, elles projettent des personnages de clownesses outrés, grimées, hideux, insultés sans nuances à toutes nos mythologies. Leur agressivité à l'égard du public d'autant plus qu'elle est complètement inhabituelle chez les femmes.

L'agressivité, on la retrouve, sur un registre différent et avec des moyens sans comparaison possible, dans la manière dont Pina Bausch traite Brecht et Kurt Weill (« Le Monde » du 6 mai), dans des ballets qui sont plutôt du théâtre utilisant la danse. Elle montre des images noires et tordues, des gestes nerveux, intenses, qui raillent durement les rapports de forces entre hommes et femmes, quelques fois appelés amour. Chez Pina Bausch, les travestis ne sont pas des hommes féminisés, mais des femmes masculinisées, dénonciation sans indulgence des personnages de femmes chez Brecht.

Il y a certainement une sorte d'inquiétude administrative devant la manière dont Pina Bausch, ou le groupe muniichois Rote Rube, par exemple, vont jusqu'à exécuter des conséquences de leur discours, devant leur rigueur et leur perfection. Il y a certainement un élément trouble dans la manière dont, en France, on reçoit les rythmes cassants, les sonorités rouges de la langue allemande. En tout cas, dans l'avant-garde — féministe ou non — dans le théâtre officiel, dans le cinéma, en version originale ou traduite, quelque chose de nouveau vient d'Allemagne, quelque chose nous est parvenu, « via » Nancy.

COLETTE GODARD.

LA MORT, LA PEUR, LE MENSONGE

ILS sont là, figés derrière les pupitres désuets d'une minuscule école communale... Ils ne sont pas vraiment assés sur les bancs de bois, ils ne sont pas debout non plus. Entre les deux, ils semblent avoir pris position. Tout mouvement s'est arrêté dans cette photographie statique. Une femme à droite, au premier rang, courbée, s'appuyant des deux mains sur son bureau, regarde fixement le vide, regarde sans les voir les spectateurs qui, lentement, s'installent. A côté d'elle, derrière elle, sur quelques rangées, d'autres personnages... La même fixité, le même teint gris verdâtre. Tous vêtus de noir, engoncés dans des costumes étriqués, ou trop larges. Des hommes usés, sous leurs chapeaux usagés. Elèves édités, élèves vieillies, immobilisées dans le vide, panthas ridicules, fantoches angossants, déformés d'eux-mêmes, identiques à des montes dans l'attente. Le public a le même air. Et la classe commencera dès que le maître, seule silhouette incarnée de ce tableau macabre, donnera de sa baguette le signal, accompagnant son ordre d'un mouvement de la tête.

Le maître, c'est le Polonais Tadeusz Kantor, lui-même, sur le scène, comme il se place toujours, c'est-à-dire entre ceux qui regardent et ceux qui jouent. Contrebande les deux côtés, soucieux de chaque détail. Cet homme-orchestre vigilant est l'impassible professeur de la Classe morte, un spectacle qu'il a écrit et mis en scène avec la Compagnie Cricot 2 et que le Festival de Nancy a permis de voir cette année : une chose parfaite. C'est sûr, comme une œuvre d'art indiscutable, convaincante. Rien à dire.

Tout à dire. Le spectateur sort de cette solide démonstration secoué, heureux d'avoir touché avec ses yeux le théâtre. Il avait le peur de repartir du Festival mondial sans que lui soit donnée cette preuve irrefutable de tout ce qui est possible entre un créateur et les comédiens qu'il fait travailler et jouer à merci, sans merci, pourrait-on croire, à en juger par le rigueur mathématique de tout ce qui se passe entre ces pupitres, et tout autour. Ici, des hommes-acteurs deviennent, selon Kantor, des doubles, des mannequins, des automates, des hominocides, « créatures superficielles, portant en elles toutes les dégradations, tous les rêves, la mort, le fantasme et le peur ». La mort d'abord. Tadeusz Kantor est aussi un peintre, un plasticien et il est bien que la mort est condition de l'art, sa seule nécessité. Mais il éclate de rire et réveille sur les lèvres de ceux qui regardent, subjugués, le sourire des anges nostalgiques. Il n'insiste pas, il donne juste le temps d'essuyer une larme. Il ne faut pas aimer la tristesse un peu complaisante, automatiquement suscitée par les histoires juives, ne pas céder à la mélancolie des chanteurs yiddish. Pourtant la Pologne, d'abord. Oui, la Pologne, et toutes les choses affreuses de la guerre. Mais la Classe morte n'est pas seulement cela. Il y a, là, portée à l'image, l'essence à entendre, une autre réflexion, plus large, plus abstraite. Il y a surtout des acteurs prodigieux qui jouent les morts, et jouent les vivants qui regardent les morts, et encore plus loin. Dans une maîtrise de leurs corps et de leur visage simplement admirable. Les tableaux, sous leur apparence

improvisée, sont composés avec la minute, l'exatitudo, de ce qui ne peut être autrement.

Mais le théâtre de Tadeusz Kantor n'était pas à Nancy une découverte. Le metteur en scène, qui sera invité au prochain Festival d'automne, y était déjà venu. Et même si la Classe morte est la seule grande chose présentée cette année, le spectacle reste dans une ligne déjà connue, et reconnue, dans la « manière » d'un artiste.

Une histoire racontée aux enfants

Une autre manière, connue celle-là, aussi, celle de Peter Schumann, présent à Nancy cette année, un peu par hasard : le Bread and Puppet a donc monté pour la première fois en Europe Jeanne d'Arc. Pour un anniversaire, célébré en Lorraine, c'était bien trouvé ! Ce spectacle, en neuf tableaux, tout en noir et gris, et blanc, tout pur, pareil à une histoire bien racontée aux enfants, a, de même, émergé parmi la masse des autres. Peter Schumann, visiblement, s'intéresse à la peinture. A côté de son spectacle, il a présenté le travail accompli par son équipe à l'Institut d'art de Florence. Une vaste étude sur Masaccio, ici, le carton-pâte devient outil pédagogique et fait sortir le peintre du musée.

Devrait-on continuer l'énumération des spectacles présentés par des troupes déjà venues à Nancy, parler de la Cuadra de Séville, du Kollektiv

Rote Rube (Allemagne), du Teatr Su poloneia, ou même de la Candelaria de Bogota ? Non. Simplement mentionner leur présence, pour raison d'anniversaire. Mais les derniers spectacles présentés par ces groupes n'ont rien de nouveau. Ils ont même déçu.

Alors, que restait-il ? Du théâtre théâtre muet pour traduire le « Temps d'attente », l'impossibilité de communiquer ou de s'informer quand la pauvreté est trop grande, et la faim lancinante. Du Chill, le Théâtre Alpha, d'Argentine — le théâtre de l'homme seul —, etc. Tous ces comédiens, venus de pays finalement différents, ont-ils eu au moins l'occasion de se rencontrer au cours de ce Festival qui, à leurs yeux, signifie beaucoup : « Nancy, c'est pour nous plus que Cannes pour les gens de cinéma », dit l'un d'eux, il ont certainement tous essayé d'aller voir le travail du groupe vénézuélien Rajatabla. Un spectacle qui sera présenté à l'espace Cardin à partir du 12 mai : Sater Presidente, qui conte les luttes pour le pouvoir dans une petite république des Caraïbes. L'histoire est valable pour tous les pays d'Amérique latine, elle est simplifiée, mais non schématisée. Tout y est, de la lutte des classes à la torture, bien joué, et équilibré par des musiciens pleins d'humour.

Des oiseaux de triste augure

Le spectacle le plus étrange, le moins attendu, est celui de la troupe mexicaine Poekia 73, inventé et mis en scène par Juan José Gurrola, à partir de Roberto ce soir, de Pierre Klossowski. Jouant avec le public ou jouant du public, Juan José Gurrola livre les fruits de son imagination surréaliste, pose ses questions sur le vérité du mensonge. Le texte de Klossowski, s'il n'est pas un texte de théâtre, est fort, mais peut-être

difficile, puisqu'il est traduit en espagnol. Roberto, Maria Fuensanta, est une actrice étrange, troublante.

Pour finir, on peut se demander ce que venait faire à Nancy le Saint Soleil d'Haiti... Ils étaient bien quarante, habitants d'un village isolé, primitif, où Maud Gerdes Robert et Jean-Claude Geroute (Tiga) ont appris à connaître leur langage, un art. Loin des nuisances pour touristes, ils étaient si contents de faire le voyage, eux qui n'avaient jamais franchi les quelques kilomètres qui les séparent de la capitale de leur île... si contents qu'ils n'ont pas voulu se montrer : ils ont eu peur de la pluie... comme d'un mauvais présage, ils ont prié les spectateurs pour des oiseaux de triste augure, si se sont réfugiés dans la cité universitaire où on les avait parqués. Il n'y a pas eu de grande tête sous le chapiteau. Tant pis pour l'agence de coopération culturelle et technique, et pour les frères engagés dans cette défense de la langue française. Tant mieux peut-être. Il y avait quelque chose d'inconvenant à être ainsi les voyeurs d'une vie communautaire tellement autre. On songe à la fête organisée par le roi, à qui l'on avait promis de lui montrer des sauvages, ces bons sauvages, les Indiens d'Amérique. On pense aux questions amusées de Montaigne... et aux risques de l'ethnologie.

MATHILDE LA BARDONNIE.

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - STUDIO SAINT-GERMAIN (v.o.)
MONTPARNAISSE PATHÉ (v.f.) - GAUMONT CONVENTION (v.f.)
IMPERIAL 2 (v.f.) - ATHENA

L'HERITAGE
DOMINIQUE SANDA :
GRAND PRIX D'INTERPRÉTATION CANNES 1976.

LA CINÉMATHEQUE DE PARIS
88, 80 MALESHERBES - PARIS 8
TÉLÉPHONE 522.22.36
location de films muets et sonores
8 mm - super 8 - 9,5 - 16 mm
catalogue gratuit sur demande

on rit aux larmes...
LE FIGARO
PIERRE & MARC JOLIVET
BOUFFES PARISIENS
4 rue Montmartre 75002 PARIS
21h15 RELIQUAIRE 25 et 35f.

PALAIS DES ARTS 325, rue Saint-Martin - 236-25-58 et 272-02-98
Métro : Beaumarchais - Sébastopol - Place : 25 F.
Deux mois : CHANTS - DANSES - MUSIQUE D'AMÉRIQUE LATINE
« CHILI ESPOR » (25 artistes en 10 programmes : 20 h et 22 h.)

IRCAM - Passage du XIX^e Siècle
Vendredi 13 mai, 20 h. 30 - Théâtre des Champs-Élysées
CRÉATION EN FRANCE DE L'ŒUVRE DE NONO
« Como una ola de fuerza y luz »
MAURIZIO POLLINI
S. Taskova - Orchestre de la Radio de Stuttgart
Direction : Michael Gielen
Disques : « DEUTSCHE GRAMMOPHON » n° 2530436

LES SPECTACLES
Une sélection
Cinéma
LA CHAMBERLAIN
de Robert Fery
BERNARD L.
de Alexandre K...
EMITAI
de Bernard...
LA RECOLTE DE
de...
BEN ET BENJON
de...
Théâtre
LA CANTATINE
de...
A. CASTINE
BOUD
CONSTANT
CADORET

Nancy

Une sélection



« Touche pas à mon copain », vu par Bonatti.

Cinéma

TOUCHE PAS À MON COPAIN de Bernard Bouthier

L'ennemi provincial, quatre garçons, la trentaine au plus, mais la ville s'appelle Sté. Donc Jean Vilar, Georges Brassens, Agnès Varda, l'appel du large, Paul Valéry et son cinématographe. Un film qui n'est ni la Côte d'Azur ni la Provence, un paysage constamment ouvert sur la mer. Bernard Bouthier, venu de la télévision, conte calmement, sentiment, une histoire cruelle à laquelle manque seulement la petite graine de folie qui la porterait au-delà de sa banalité apparente. Prix Georges Sadoul 1976 pour le cinéma français.

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES de François Truffaut

Le dernier Truffaut, qui est Doinel retrouvé, visuel, grand, sous les traits de Charles Denner. La collection de ses conquêtes féminines, une fois racontée, est un témoignage décisif sur l'homme au vingtième siècle. Un moment donné, l'homme de nos jours qu'il avait pu être devient l'homme d'une histoire, mais dans sa démission perdue le film garde son charme.

LA QUESTION d'Henri Alleg

D'après le livre d'Henri Alleg, paru en 1957 et qui dénonçait l'usage de la torture en Algérie. L'écriture et le langage du directeur d'un journal d'Alger séquestré par les parachutistes. A mi-chemin du témoignage et de la fiction, le film de Laurent Heynemann décrit sans emphase et sans complaisance ce que furent les souffrances de cet homme, son extraordinaire courage et finalement sa victoire sur l'humiliation et le mensonge.

LE DERNIER BAISER de Dolorès Grassian

Annie Girardot en « chauffeuse de taxi », abandonnée par son amant prolophre, et Maria Pabona en bourgeois prenant en flûte son mari infidèle et son amante. Paris à Bruxelles, l'aventure des femmes amoureuses rapprochées par l'effort et qui se posent des questions sur la vie, les hommes et le bonheur. Avec la coquetterie sous-tendue d'émotion qui faisait déjà l'attrait du Futur aux troupes, Dolorès Grassian a réalisé une comédie brillante et sérieuse, où le féminisme passe exclusivement par les sentiments.

PRIVATE ROAD de Barney Platts-Mills

L'éducation sentimentale d'un jeune Anglais, aspirant écrivain, partagé entre ses amitiés masculines et sa liaison avec une jeune fille qui n'arrive jamais à se libérer de la tutelle de ses parents. Dans le « swinging London » de 1970, une disponibilité sans objet, mais non sans émoi, parfaitement observée par le metteur en scène de Bronco Bullfrog.

ADOPTION de Marta Meszaros

Tout part d'un désir d'être mère de maternité. Mais Kate ne raisonne pas. A quarante-deux ans, elle éprouve dans son corps un besoin de change-

ment. Une jeune fille, devenue son amie, la met sur le chemin de la solution. Une œuvre à l'aspect universel par ses aspirations, ses sentiments, ses émotions.

LA COMMUNION SOLENNELLE de René Féret

Quarante personnages, cent ans d'histoire (et d'histoires), la souche, les branches et les rameaux d'une famille d'ouvriers et de paysans aujourd'hui embourgeoisés, la mémoire de cette famille qui se déroule comme un film — qui est le film.

FERDINAND LE RADICAL d'Alexander Kluge

Une fable politique par l'auteur d'Anita G et de Travail occasionnel d'une esclave. Ferdinand Fetsche, homme d'ordre, quitte une police qu'il juge trop laxiste pour se mettre au service d'une grande entreprise. Son obsession de la subversion omniprésente le conduit aux pires excès.

EMITAI de Sembene Ousmane

Après six ans de purgatoire sur les étages des distributions, en des films les plus durs, les plus sobres du metteur en scène de la Notre de et de Kala. Pendant la guerre, sous le régime du maréchal Pétain, dans un village du Sénégal, les habitants souffrent de la répression des troupes coloniales du régime. La vengeance française, terrible, trappera les villageois. Avant Cédric, sélectionné pour le Festival de Cannes.

LA RECOLTE DE 3000 ANS d'Hailé Gêrma

Dans une Éthiopie encore proche de ses origines, une famille de paysans se met à l'ouvrage, un propriétaire terrien exploite son personnel, un « fou » dit leurs quatre vérités aux uns et aux autres. Un ordre millénaire va bientôt s'écrouler. Hailé Gêrma, parti étudier le théâtre aux États-Unis, revient dans son pays dire la misère et la révolte possible.

BEN ET BENEDICT de Paula DelSol

Ben est malheureux et rate sa vie à cause de l'homme qu'elle aime. Alors, elle s'inspire d'un double. Benedict, qui fait et dit ce qu'elle n'ose dire ni faire, qui atteint la réussite bourgeoise, mais ce n'est qu'un cliché. Paula DelSol montre une femme dans la durée, et passe avec aisance du réel aux images d'un jeu révé.

Théâtre

LA CANTATRICE CHAUVE au Sorano

Sur scène, l'opéra, surpris mais heureux, car il a de l'humour, écoute le dialogue quasi légendaire de ses petits-bourgeois anglais repris par des jeunes cadres en résidence secondaire. Repris : recassé. L'abandon révoqué par la folie noire du temps présent.

SAINT JEANNE DES ABATTOIRS au TEP

Entre le patron et les ouvriers, il y a la crise, et Jeanne qui arrive avec l'Armée du Salut. Le salut des chômeurs ne dépend pas de la charité, et la générosité ne suffit pas pour changer le monde. Guy Rétor reprend la grande fresque épique de Brecht, l'un de ses meilleurs spectacles.

LUX IN TENEBRIS à la Cité internationale

Brecht encore et toujours. Le « jeune Brecht », et une pièce brève, un coup de tout qui déshabille le commerce du sexe et l'exploitation de sa peur. Un spectacle venu de Villeneuve d'Ascq, dru et cruel, avec de l'humour, des chansons et l'utilisation perverse du romantisme frelaté des rues chaudes.

L'HOMME AUX CAMELIAS au La Bruyère

Dans un roulement d'or et de poussière pailletée, de voiles fardées, de perles lourdes, de satins vieillies, une terrible histoire d'effacement et de mort. Le grotesque et le tragique s'accrochent dans un d'être festueux.

I à la Conciergerie

Arne West construit avec des sculptures de plastique bleu des mondes futurs en forme de bandes dessinées rouges. Le monde des enfants d'Orange mécanique. Arne West : un poète de vie indestructible et brulant.

LES FARCEURS à Nanterre

Il y a cinq comme les cinq doigts de la main, jouant des dialogues de sourds, montent et démontent des gags, pratiquent le comique d'accès, et réussissent l'étrange entreprise de faire rire.

— ET AUSSI : la Jeune Fille Violente, au Biotthéâtre (magnifique combat avec l'ange) ; Strange pèler, aux Blancs-Manteaux (Jean Bole, poète de l'irréversible) ; Gros odin, à la Cour des Miracles (la sincérité et la poésie d'Alger) ; la Jeune Lune, à l'Aquarium (l'enthousiasme du talent) ; Loretta Strong, au Théâtre d'Édgar (mises en scène) ; Maison de poupée, au Nouveau-Carré (Théâtre à la lumière de Brecht).

Musique

LA FLÛTE ENCHANTEE au Palais Garnier

Avec cette nouvelle production, les cinq ouvrages les plus célèbres de Mozart sont à présent au répertoire de l'Opéra. Roi Libermann réalise ainsi l'un des buts qu'il s'était assignés. Sous la direction de Karl Böhm, une distribution sans surprises (Martti Toppinen, Tito Adam, Horst Lohndorff, Edda Moser, Kiri te Kanawa) ne demande qu'à tenir ses promesses. (Première : vendredi 13 mai à 19 h. 30 et le 17 à 20 heures, les 20, 24 et 30 mai à 19 h. 30.)

RÉFORME ET CONTRE-RÉFORME DANS LA MUSIQUE LITURGIQUE

Dans le débat sans cesse renaissant de la musique liturgique, un concert historique sur la « musique dans la Réforme et la Contre-Réforme en France » (1550-1650), avec des œuvres de Goudimel, Lassus, Du Mont, Roberday, Du Mont, etc., sera l'occasion de réfléchir sur la « recherche du langage de la prière chantée », grâce à une présentation de Jean-Yves Hameine, un des meilleurs historiens et esthéticiens de la musique sacrée (église des Carmes, 70, rue de Valenciennes, le 11 mai).

PASSAGE DU XX^e SIÈCLE aux Champs-Élysées

Avec Ligeti, Schoenberg, Nono, Stockhausen, Zimmermann, Fajfiche, et elle seule, tout un programme. Deux concerts hors série, par l'Orchestre radiophonique de Strasbourg, sous la direction de Michael Gleser, et par les solistes Maurizio Pollini, Wilfrid Palm. L'occasion de découvrir en direct Como una ola de fuerza y vida de Nono (vendredi 13 mai à 20 h. 30) et de réentendre l'insolite Troisième Région, de Rymmen, version orchestrale (samedi 14).

TROIS FESTIVALS Etampes, Royanmont et Pontoise

Hors de Paris, presque « off », trois festivals de printemps qui bourgeonnent pendant les week-ends : Les Heures musicales d'Etampes (tel. : 01-61-13-37), poudes à la musique ancienne Prætorius consort et London, le 14 mai, à 21 heures ; luth et guitare classique le 15, à 17 heures, en plus des cours publics d'interprétation. Le vingt-huitième festival de Royanmont, avec fins à 18 h. 30 et concert à 20 h. 45. La Truite et La Nuit transfigurée (samedi 14, tel. : 01-60-40-13).

Enfin, le forum Musique et musiciens du Val-d'Oise réunit pour la première fois soixante-dix formations aussi différentes que possible. Deux journées non-stop à Pontoise (14 et 15 mai, tel. : 030-92-60, poste 34-47).

ET AUSSI : Deux concerts du nouvel orchestre philharmonique de Radio-France : jeudi 12 mai, à 20 h. 30 (salle Pleyel), direction Nédo Santi, en soliste Pierre Amoyal. Au programme : Weber, Prokofiev, Dvorak, vendredi 13, à 20 h. 30 ; Alexandre Myrta conduira Respighi, Haydn et Vivaldi, au studio 104. Simultanément, soirée de musique anglaise au studio 105 de la maison de Radio-France. Le Requiem, de Gilles, à Saint-Germain-des-Près, lundi 16 mai, à 21 heures (direction Bernard Thomas). Les percussions de Strasbourg passent la semaine au Théâtre de la ville (à partir du 17 mai, à 18 h. 30) et jouent Musik im Bauch, de Stockhausen. L'Arrium Musicae de Madrid se produit au conservatoire de Montreuil (mardi 17 mai, à 20 h. 30). Solistes Pascal enfi, mercredi 18 mai : Monon Lescaut au studio 104 (Orchestre symphonique de France dirigé par Rino Bonavolonta avec N. Bonade et H. Theyard) et La Bohème, par Ponnelle, à Strasbourg (début d'une nouvelle série).

Danse

LA JEUNE DANSE à Paris

Plusieurs spectacles à saisir dans Paris et sa banlieue : Fateller de Serge Kasten au Théâtre de la Plaine, (les mots et la danse), le groupe Magenta à la Cité internationale (la même est tenue par la danse), le Danseur de corde à Vitry (littéraire d'un chorégraphie tranquille).

Expositions

L'ISLAM DANS LES COLLECTIONS NATIONALES au Grand Palais

La plus vaste manifestation d'art islamique jamais organisée en France. Avec ses huit cents objets choisis dans les collections des musées nationaux, l'exposition fait le point sur une production d'art sortie d'ateliers ayant fonctionné sans interruption depuis des siècles : sur le rôle de la religion, des sciences, des princes ; la singularité des grandes aires culturelles de l'islam moderne du quinzème au dix-neuvième siècle, au Maghreb, dans l'empire turc ottoman, l'Iran soviétique, l'Inde moghole. A découvrir.

LA BRODERIE AU PASSÉ ET AU PRÉSENT au Musée des Arts décoratifs

La broderie sur tissu de l'Antiquité à nos jours. Le travail d'aiguille à la laine, la soie, le coton, le métal. Environ quatre cents numéros provenant en majorité des collections du Musée des arts décoratifs, enrichis par la donation Rebe, brodeur des grands couturiers. La broderie liturgique avec ses chasubles, d'ameublement, l'uniforme blanc de la lingerie de la femme et de l'enfant, le costume de la Ramassée à nos jours... Un panorama spectaculaire.

HENRY MOORE à l'Orangerie et à la Bibliothèque nationale

MYTHOLOGIES QUOTIDIENNES 2 à l'ARC

Pour l'inauguration des nouvelles salles de l'ARC, deux critiques, Gérard Gossard-Falabot et Jean-Louis Prudel, deux peintres, Bernard Rancière et Hervé Télémaque, présentent plus de quatre-vingts artistes figuratifs.

ACHEMELES architecture nouvelle...

La « plan-construction » fait le point de quatre années d'activité du programme d'Architecture nouvelle, depuis sa création en 1972. Maquettes et dessins d'urbanisme d'ensembles urbains illustrent le renouvellement de l'architecture de l'habitat social en France et de l'architecture tout court. Une exposition à voir et à visiter attentivement.

... et LOUIS CANE au Centre Georges-Pompidou

Peintures récentes, toujours sans chaise. Un air pictural, abstrait qui vient de Rothko, mais, cette fois, des figures y apparaissent, des losanges qui font entrer un monde rectiligne dans cet espace sans commencement ni fin, des grilles, des architectures géométriques et même l'esquisse d'une aile d'orange cueillie dans un tableau de Raphael.

— ET AUSSI : Tashodati-Ji au Petit Palais (des trésors d'un monastère bouddhique) ; La collection Hammar, au musée Jacquemart-André et au Louvre (tableaux et dessins d'un milliardaire américain) ; Les salles rénovées du musée Guimet (la richesse des collections françaises d'art asiatique) ; Dinos et Dénons de l'Himalaya, au Grand-Palais (une imagerie insolite pour la méditation).

— EN PROVINCE : Rétrospective Sophie-Toussard-Arp, à l'Andréenne Douane de Strasbourg (des petits carrés de série) Chapal, chez Maeght, à Saint-Paul-de-Vence (gravures pour Aragon et Malraux). Cucco, à Mulhouse (les hommes rouges dans la ville). Diem Phung Thi, à la maison de la culture et des loisirs de Saint-Etienne (l'alphabet d'un sculpteur d'origine vietnamienne). Trois villes, trois collections, à Grenoble (des musées de province enrichissent). David Hockney, à la galerie des Pochettes, à Nice (subtilité de la gravure).

Variétés

VINICIUS DE MORAES à l'Olympia

Les vibrations les plus profondes du Brésil exprimées avec une force tranquille, une sorte de distance subtile et souveraine (20 h. 45).

GILLES VIGNEBAULT à Bobino

La chanson québécoise, comme une carte d'identité (20 h. 30).

JOHN MAYALL au Pavillon de Paris

Une des hautes figures de la musique rock anglaise : un musicien exigeant, ouvert, précurseur et maître du blues anglais (20 h.).

CENTRE D'ART INTERNATIONAL
88, bd Raspail (9^e), 01-46-00-43
ŒUVRES des JEUNES ARTISTES
UNION SOVIÉTIQUE
T.L.J. sauf samedi et dimanche

GALERIE BRIGITTE SCHNEIDER
44, rue des Tournelles, 75004 Paris
Tel. : 277-46-74

ABBOUD
Peintures récentes
Ouvert le dimanche, de 15 à 17 h.
Jusqu'au 29 mai

SIMONE RADINER
25, rue Guisard (9^e) - 033-04-38
MICHEL-CONSTANT
Fleurs et Racines
Du 2 au 21 mai

A. CASTINEL
dont le talent original et troublant nous surprend toujours, expose 45 tableaux sur le thème de la Rêve du crépuscule de la nuit
DU 2 AU 21 MAI 1977
au Club International du Droit
38 bis, rue Fabert - 75007 Paris
Métro Invalides.

LE TRIESTE
23, rue de Fleury (14^e-15^e)
José Pierre présente
22 PEINTRES
SURREALISTES
Mai 1977

GALERIE DE LILLE
6, r. de Lille, VII^e - Tel. 260-21-16
Tr. les Jrs : 15 h. à 20 h.
CADORET
œuvres récentes

METIEUX D'ART
EGLISE ST-PIERRE, SERLIS (Oise)
35 ans de l'art - autoroute du Nord
19 au 30 Mai 1977
2 NOCTURNES JUSQU'À 22 H
LES SAMEDIS 21 ET 23 MAI

Bryen
5 mai - 9 juin
Galerie Verbeke
7, place Fustenberg
325.73.92

attention ! dernière le 13 mai
LAR LUBOVITCH
dance company

La réussite est totale LE QUOTIDIEN DE PARIS
Des créations contemporaines majeures qui méritent amplement le détour L'AURORA
On rêve de sa lever pour se joindre aux danseurs LE NOUVEL OBSERVATEUR
La danse est saut, le geste caresse, la chute vol plané LE FIGARO
Une danse charnelle, pulpeuse LE MONDE
Une réussite L'HUMANITÉ

THEATRE GERARD PHILIPPE DE ST-DENIS
59, Boulevard Jules Guesde - métro st-denis basilique
location : FNAC - COPAR - agences - théâtre 243.18.92

THEATRE DE LA GAITÉ-MONTPARNASSE
Lundi 16 mai à 21 heures
CONCERT
BEETHOVEN
J. J. KANTOROW
A. RABINOVITCH - A. MEUNIER

COMPAGNIE MORIN-ZIMMERMAN
ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR
D'ALFRED DE MUSSET
du 4 au 4 juin
AU THEATRE 12
24 rue David Paris 15e - 589.05.90

MAURIZIO POLLINI

Le cinéma à Cannes

Le vingt et unième Festival international du film s'ouvre vendredi 13 mai, avec un jour de retard sur l'horaire prévu, à un moment où la crise affecte particulièrement les cinématographies européennes. Les vieilles échelles de valeur, les méthodes éprouvées n'ont plus seules cours : Cannes verra ainsi coexister au sein même de la compétition officielle des productions millionnaires en dollars et le film plus modeste de Marguerite Duras, *Le Camion*, tourné pour 250 000 francs.

A côté de la compétition, Maurice Bessy, délégué général du Festival, multiplie les sections alternatives, ajoute aux Yeux fertiles et à l'Air du temps le Passé composé, réservé aux films de montage ; une salle de quatre cent vingt places est inaugurée cette année, à l'hôtel Miramar, pour les accueillir. La Semaine de la critique et le Quinzaine des réalisateurs regroupent leur vocation internationale et compensent dans une certaine mesure la perdition avec laquelle les pays en voie de développement sont représentés au Festival et dans ses dépendances.

Comme à l'accoutumée, Perspectives du cinéma français offrira au public international de Cannes un large panorama de notre récente production, documentaire et de fiction. La Cinémathèque française présentera un choix de films inédits, le parti socialiste unifié, comme les années précédentes, projette au cinéma Lido, du 18 au 22 mai, des films politiques sur les minorités nationales, le danger nucléaire, les femmes, etc. ; cependant que, les 14 et 15 mai, un colloque présidé par Roberto Rossellini traitera des problèmes sociaux et économiques du cinéma.

Les Yeux fertiles

14 mai : *Le Portrait de Orlan*, de Pierre Bouthenot ; *Un cœur sensible*, de Giorgio Parron.

16 mai : *Partition inachevée pour piano mécanique*, de Nikita Mikhalov ; *Mozart, Aufzeichnungen einer Jugend*, de Klaus Kirschner.

17 mai : *Heinrich von Kleist*, d'Helmut Sanders.

18 mai : *El mon de Pau Casals*, de Jean-Baptiste Bellet ; *Rhinocéros*, de Tom O'Horgan.

19 mai : *Auto-portrait mou de Salvador Dali*, de Jean-Christophe Averty ; *Les Raisons du succès*, de Luca Verdano ; *Scott Joplin*, de Jeremy Paul Kagan ; *Paradise*, de Gunnel Lindholm.

20 mai : *Beethoven, Tage aus seinem Leben*, de Horst Seemann.

21 mai : *On-Oxotele*, de Herbert von Karajan.

22 mai : *Catherine*, de Paul Seban ; *Aïda*, de Pierre Jourdan.

23 mai : *One Man*, de Robin Spry.

24 mai : *News from Home*, de Chantal Akerman.

25 mai : *Les Lieux d'une ligue*, de Georges Perac.

La Semaine de la critique

14 mai : *Omar Gattelo*, de Marzak Allouché (Algérie).

15 mai : *Ethiopie*, de Paul Leduc (Canada-Mexique).

16 mai : *Libe das Leben*, de Jean-Louis Bally (R.F.A.).

17 mai : *Camino*, de Federico Fellini (Italie).

18 mai : *Le Meurtier de la jeunesse*, de Kazuhiko Hasegawa (Japon).

19 mai : *Ben et Benedict*, de Paul Delo (France).

20 mai : *Vingt jours sans guerre*, d'Alex Guerman (U.R.S.S.).

La Quinzaine des réalisateurs

14 mai : *Ego*, de John Hubley (Etats-Unis) ; *Les Enfants du placard*, de Benoit Jacquot (France).

15 mai : *Caddo*, de Sembène Ousmane (Sénégal) ; *Prata*, de André Fais (Brésil).

16 mai : *Nos por ca todos bem*, de Fernando Lopes (Portugal) ; *Soleil des hyènes*, de Rida Bahi (Tunisie-Hollande).

17 mai : *Why Shoot the Teacher?* de Silvio Nazzari (Canada) ; *Erasmus*, de Henrik Stangerup (Danemark).

18 mai : *25*, de Celso Lucias et José Celso Correa (Mozambique) ; *Chirico*, encore un effort pour être révolutionnaires ! de René Vianet (France).

19 mai : *La muerte de Sebastian*, de Pablo Larraín (Chili) ; *La Historia me absolvera*, de Gaetano Pagano (Suisse).

20 mai : *Les Indiens sont encore John*, de Patricia Merz (France-Suisse) ; *Attenberg*, de Peter Watkins (Danemark).

21 mai : *Howard Smith* (Etats-Unis).

22 mai : *Continuar e viver*, de Antonio da Cunha Telles (Portugal) ; *Langt borte och nära*, de Marianne Ahme (Suisse).

23 mai : *Fuere de equi* de Jorge Sanjines (Equateur) ; *Stunde null*, d'Edgar Reitz (R.F.A.).

24 mai : *Klono honap*, de Marta Meszaros (Hongrie) ; *Or zeln*, de Khalid Siddik (Koweït).

L'Air du temps

15 mai : *Harlan County, U.S.A.*, de Barbara Kopple.

17 mai : *Pumping Iron*, de George Butler et Jerome Gary ; *Films d'animation*.

20 mai : *One Man*, de Robin Spry.

21 mai : *News from Home*, de Chantal Akerman.

22 mai : *The Naked Civil Servant*, de Jack Gold.

23 mai : *Cararra*, de Christian Pauthe ; *La Vie au ralenti*, de Jean-Christophe Rosé ; *Mais qu'est-ce qu'il faut vouloir ?*, de Coline Serreau.

24 mai : *Quaridimio*, de Verdaguer, de Basilio Martin Patino ; *Camelinas*, de Miguel Alcobendas ; *Des femmes et des naves*, de Jean-Pierre Marchand ; *A Terra-Torres*, de Thomas Harlan.

25 mai : *Moi Tintin*, de Gérard Vallet et Henri Roenne.

26 mai : *San Gotardo*, de Willi Herrmann ; *Le Dernier Printemps*, d'Henry Brandt.

La dernière chance

par MAURICE BESSY (**)

PARLANT aux hommes sourds à la voix austère de la vérité, Cassandre sera probablement la vedette de ce Festival de Cannes.

Cassandre l'écoute...

Depuis plus d'une année résonne son cri d'alarme. Personne n'a voulu l'entendre.

Les demi-dieux — ou prétendus tels — qui assument les responsabilités du pouvoir ont prodigé des paroles vides, des promesses d'ignorance. Les chefs de file de la profession se sont trop souvent retranchés derrière le bouclier péroré des révisions déclinantes.

Moins d'un demi-million de spectateurs se rendent chaque jour au cinéma en France. Une extraordinaire erreur d'appréciation n'a pu faire croire, en 1975, à un tassement de la diminution de cette fréquentation. Il s'agit, sans simplement, de l'attrait exercé par quelques films-phénomènes (*Le Tour infernal*, *Peur sur la ville*, *Robin des Bois*, la fascinante *Emmanuelle*) et aussi l'apport massif de la pornographie, toutes vannes ouvertes.

La grosse artillerie disparaît, l'écritisme cloné au pilori, la chute retrouvée son rythme irrémédiable : le premier trimestre de 1977 a été meurtrier. Aux chiffres affligeants s'ajoute que le tiers des salles d'excellence de Paris et de sa périphérie se consacrent le plus souvent à des reprises et à des films pornos ; il faut bien survivre.

Que cet effondrement se poursuive et certaines salles, privées de films en prises de spectateurs, pourraient être contraintes de fermer leurs portes dans un avenir prochain.

Vous haussiez les épaules ; Cassandre, Cassandre l'écoute...

La situation est identique dans la plupart des pays producteurs. La Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale sont à bout de souffle ; à Rome, Cinecittà est une ville morte, envahie par les chats.

Tous les professionnels du monde, créateurs et opérateurs économiques, se retrouvent ces jours prochains à Cannes pour faire le point.

Ils découvriront à la compétition un visage nouveau : l'absence des grands maîtres — disparus ou dont l'activité est réduite — est compensée par l'apport de la relève. Ce relais comporte une large part d'œuvres sensibles, intimistes, en demi-teintes, où les rapports des êtres sont l'objet d'attentions particulières ; ouvrages qui s'opposent aux vastes entreprises qu'une nouvelle génération de réalisateurs se refuse d'abandonner.

Les trois sections parallèles, très fournies, d'une grande diversité, sont, elles aussi, représentatives d'orientations nouvelles, d'efforts personnels et originaux, parfumés du charme de la pensée.

Ces films sont-ils ceux que le public souhaite voir ? Et quel est ce public, chaque jour désertant davantage ?

Comment le cerner ? Le fossé s'élargit entre les créateurs qui entendent le satisfaire et ceux qui désirent ouvrir au gré de leur choix. A propos, qui donc a déclaré : « L'art vit de contraintes et meurt de liberté » ?

La concertation cannoise sera cette année capitale dans la mesure où elle engendrera une nouvelle économie cinématographique, encore malaisée à définir. Quatre cents films se succéderont sur tous les écrans mobilisés en permanence, les quatre cents films récents « disponibles ». En insérant sur place, les uns et les autres décideront vers quels horizons se diriger, peut-être aussi des formes à abandonner.

Les salles de cinéma des pays du Marché commun ont perdu, en quinze années, et deux milliards cinq cents millions de spectateurs, les trois quarts de leur public.

Il nous faut désormais espérer l'impossible, mais l'impossible n'appartient pas aux rêveurs du clair de lune, ni aux hypocrites qui masquent leur ruse en citant des messages, ni eux responsables à la démarche hésitante.

Et si ce Festival était le festival de la dernière chance ?

(*) Délégué général du Festival de Cannes.

PLUS LA PEINE...

C'est pas la peine de nous faire le cinéma de l'espoir socialiste. De l'espoir capitaliste. Pas la peine de nous faire celui d'une justice à venir, sociale, fiscale, ou autre. Celui du travail. Ou même. Ose dire. De la théorie. Celui des femmes. Ose dire. Des Portugais. Des Malins. Des Sénégalais. Des intellectuels.

Pas la peine de nous faire le cinéma de la peur. De la révolution. De la dictature du prolétariat. De la liberté. De vos éponymes. Celui de l'amour. Celui de Hollywood. Celui de l'intelligence. Celui de la philosophie. Pas la peine.

Plus la peine de nous faire le cinéma du cinéma.

On croit plus rien. On croit. On croit plus rien.

On croit plus rien.

Pas la peine de faire votre cinéma. Plus la peine. Il faut faire le cinéma de la connaissance de ce : plus la peine.

Que le cinéma aille à sa perte, c'est le seul cinéma.

Que le monde aille à sa perte, qu'il aille à sa perte, c'est le seul politique.

MARGUERITE DURAS.

Velickovic
peintures
3 Mai - 10 Juin
Galerie Hervé Odematt
21 rue de la Harpe - 75005 Paris - 268.92.62

24 mai 1977
KRASNO
peintures
Galerie Maître-Albert
1 rue Maître-Albert - 75002 Paris - 268.92.62

CONCOURS PROMETHÉE 77

Rétrospective des gravures 12 mai - 4 juin 77
Henri Goetz
ARTURIAL
cette d'art moderne contemporaine 9 avenue de la République 75011 Paris

1975 Collection Contemporaine 1978
Sélectionnés à partir des meilleurs artistes contemporains exposant en France
La Mandragore Galerie d'Art et d'Essai

présente
Surréalistes - Peintures
AUDUBERT, BOUYER, CARRIER-ROCA, CORNET DAISE, DE HAL-
LER, DI-MACIO, GARO-ANSART, HASQUIN, LERON, MATENIO, VAN
PARYS.

Abstractions - Peintures
BELLEVEUR, BOBBY-LEBOUX, CHARTAIN, CORDEA, OBER-
MAN, KYZARD, GRAS-LOUX, KAYE, MACART, MORISSON,
SAARY, SIREY.

Classicistes - Peintures
AMANO, BAZARD-DEHIS, BENVENI, SUI-LY, BURES, BUTAVAND,
CASAS-GOMES, CASTAN-BOURGEOIS, COFFOURNIG, OALPIERE,
GARRICOURN, DAURE, DE CHATEAUBOURG, ORONER, ESTALLAC,
FONTAINE, FOUQUES-FREDERICK, GAILLARD, GALLIA, GAY-
BOURG, GIBAUDOT-MET, GLEONER, GOG, GRANDJEAN, JO-
FRETTA, LABORDS-GERMAIN, LACROIX, LE GARNIGNON, LORIOT,
LONGCAMY, LOPEZ, LOUQUAULT-MAUREL, MAD THIRY, MAC-
BERT, MAÏTS, MESSIER, MIRELLI, MONTAIGU, MORANDIERE,
MOREAU-DESPIERES, NORVET, PONCET, PROVOST, QUELLET, SEIL-
LIER, TOUTER, TOYER, TRAVES-FOULAIN, TUGEL, VALSTA,
VERDIER, VILLA.

Réalisations figuratives sur papier
BACHET, CASAS-GOMES, CORREAU-LYARD, DUMOLARD, GAIL-
LARD, HETZEL, LERLANC, LEFIEVRE, MORET, NORVET, PAGO EL
MURTE, PIETRI, ROBIN, SOULIAC, THOMAS, THUDON, PO-
WACHS.

Compositions néo-figuratives - Peintures
AMYL, ASTAZEN, BOBIN, BORGEL, CARVER, GARRESSE, CHEVAL-
LIER, CAMARQUE, CORREAU-LYARD, CORDILLAC, DUCROS,
DETARD, DODDOL, FAUCHER, FERNANDO, FROCADE-BAROUIN,
FROCOY, GIERE, KAUTER, KIKAWA, MAUREL, MESTRES, OBER-
MAN, PAGO EL MURTE, PLOQUIN, PONOMAREV, FUJOLLE, RIERE,
RICHAUME, RIZLIN, ROSSO, THOUILLER, VINCENT.

COLLECTION EXCLUSIVEMENT RESERVEE AU COMMERCE
Consultation des œuvres encore disponibles uniquement
sur rendez-vous

566-95-90

ARTE FIERA
7-8 Juin
Quartier des Folies
Place Coiffier, 6
Tél. (01) 50.00.00
Téléc. 82.48 Flore
Télégramme: Bolognere

Cette cordiale invitation que nous vous adressons ne concerne pas une foire d'art de plus mais plutôt une importante exposition internationale d'art contemporain et d'avantgarde placée sous l'égide d'un organisme public et présidée par les maisons d'édition de revues et d'estampes, choisis et invités par un Comité formé de critiques d'art.

Filant à Arte Fiera vous pourrez voir les œuvres exposées par 284 invités provenant de 82 villes et de 21 pays. Vous pourrez acheter aujourd'hui l'œuvre d'art de demain (celle d'hier aussi, et celle d'aujourd'hui) dans une ville aux innombrables attraits: Bologne, où la tradition gastronomique ne cède le pas qu'à la beauté de ses rues, de ses monuments et de ses musées. Ajoutons encore que Bologne est le point de départ d'excursions inoubliables (Florence, Ferrare, Parme et Ravenne ne sont qu'à une heure de route).

JACQUES GAUTIER
TABLEAUX ACIER ET EMAUX - VITRAUX
LITHOGRAPHIES ORIGINALES - BIJOUX
du 15 mai au 14 juin 1977
tous les jours, de 12 h. à 19 h. (sauf le lundi)
vendredi et samedi, de 10 h. à 21 h.

GALERIE BENO D'INCELLI
43, rue de Valenciennes - 75005 PARIS - 558-19-58 - 225-18-18

Aristide CAILLAUD
œuvres anciennes et récentes
Ou 4 au 21 mai

GALERIE DROUANT
52, rue du Faubourg-Saint-Honoré, PARIS (8^e) - 263-70-43

TACHIBANA
12 Mai - 5 Juin

La Hune
14, rue de l'Abbey
VELICKOVIC
Mai-Juin 1977

GALERIE MÉDICIS
17, pl. des Vosges, 4^e - 278-21-19
OGIER
Rivages
de Bretagne et de Vendée
du 12 Mai au 7 Juin
15 h. à 19 h., de 14 à 19 h., DIMANCHE COMPLET

CHOIX D'UN AMATEUR
XIX^e - XX^e SIÈCLES
11 MAI - 25 JUIN
SCHMIT
306, RUE SAINT-HONORE
75001 PARIS
Tél. : 269.56.36

galerie « à propos »
13, rue du Bac (7^e) - 261-28-01
21 AVRIL - 21 MAI
maggiani papazian d. rival
Peintures - Dessins
Tous les jours de 11 h. à 19 h.

U.G.C. MARBIZET - CLUNY ECOLES
14 JUILLET PARNASSE
14 JUILLET BASTILLE
C 2 L Versailles

**Ben
et
Benedict**

film de PAULA DELSOL

MERCURY vo - PARAMOUNT MAILLOT - MARIVAUX
PARAMOUNT MONTPARNAISE - PARAMOUNT GALAXIE
PARAMOUNT ORLEANS - CONVENTION ST CHARLES - PASSY
 Périphérie : **VILLAGE Neutilly - BUXY St Antoine**
ELYSEES 11 La Celle St Cloud - PARAMOUNT Orly
PARAMOUNT La Varenne
 SYMONTREUIL - RADEL KASSAR, président

FRANCE ÉLYSÉES VO / **GAUMONT MADELEINE** VF
CLICHY PATHÉ VF / **GAUMONT SUD** VF
CAMBRONNE VF / **NATION** VF / **QUINETTE** VO

**LA
CHOUETTE
EQUIPE**



CHOUETTE
EQUIPE

avec MICHAEL RITTING et MICHAEL RITTING
WALTER MATTHAU / TATUM O'NEAL
"LA CHOUETTE ÉQUIPE"
(THE BAD NEWS BEARS)
avec VICKI MORROW - scénario de BILL LANCASTER - production STANLEY B. JAFFE
réalisé par MICHAEL RITTING - musique de Jerry Fielding
THE FILM A L'AMERICAN FILM FESTIVAL A NEW INTERNATIONAL COMPETITION

AVIATIC LE BOURGET / ALPHA ARGENTEUILL

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLON (794-24-84)

MERCREDI 11 MAI. — 15 h. Le Trois-Mâts; Trois vies, une corde; extraits de Fêtes de Belgique, de H. de Launay; 20 h. Synphonie payenne, de H. Storch; 20 h 30, Quel des brumes, de M. Carné; 21 h 30, Toute la ville en parle, de J. J. S.

JEUDI 12. — 15 h. Le Dernier des Hommes, de F.-W. Murnau; 18 h 30, Les Trois Valées, de L. Berger; 20 h 30, Les Femmes d'Alger, de J. B. S.; 22 h 30, Sur les quais, d'E. Kazan.

VENDREDI 13. — 15 h. Les Aragoneses, de F. Lang; 18 h 30, J'accuse, d'A. France; 20 h 30, Nous sommes tous des Français, de J. B. S.; 22 h 30, Le Diable, de B. Dami; 22 h 30, Antipodes d'un meurtre, d'O. Preminger.

MARDI 14. — 15 h, Le Tambour sur l'air de la Marche des Enfants, 20 h 30, La Voie, de M. Blum Elad; 20 h 30, L'escalier, de S. Donan; 22 h 30, Quel silence, d'A. A. Kurovova; 24 h 30, Les Cinq, de C. G. Dreyer.

DIMANCHE 15. — 15 h, Les Sept Samouraïs, d'A. Kurovova; 18 h 30, Le Comte d'Y. Bouisset; 20 h 30, Les Sept Samouraïs, de Takeshi Kurosawa; 22 h 30, Les Sept Samouraïs, de R.-W. Fassbinder; 24 h 30, Le Crap-
peur de L. Visconti.

LUNDI 16. — Relâche.

MARDI 17. — 15 h, Le Songe d'une nuit d'été, de M. Reinhardt; 18 h 30, Les Sept Samouraïs, de Takeshi K. Gality; 20 h 30, Tirez sur le pianiste, de F. Truuant; 22 h 30, Amiral Canaris, d'A. Weidenmann.

Les exclusivités

VADIEU RU (Fr.) : Olympe, 14°
(42-67-42), H. Sp.

ADOPTION (Hong. v.o.) : Saint-
André-des-Arts, 6° (232-48-17).

APPELUX, SALES ET MARCHANDS
(Fr.) : Fouché, 5° v.o.

L'AILAÏTE ET LA COLOMBE (Fr.)
(*) : Hollywood-Bordelard, 9° (770-
4-1), Lindt Syron, 6° (232-63-31).

ALLIANCE (Fr.) : Saint-Astol,
République, 11° (205-51-23).

LES AMBASSADEURS (Fr., Tdn.
v.o.) : Palais des Arts, 3° (272-
28-38), Etoile, 10° (232-67-42),
34-53, Jean-Benoist, 8° (874-40-75),
Olympe, 14° (542-67-42).

AMOUR (Fr.) : (A. v.o.) :
Vidéotexte, 9° (332-60-69).

AMIES FÉDÉLIES (It. v.o.) : U.G.C.,
Odéon, 6° (332-71-68), Biarritz, 8°
(332-60-69), 14-Juillet-Parasme,
(261-50-32), Muret, 18° (332-98-75).

BABET LYNDON (Ang. v.o.) : Coli-
son, 10° (332-67-42), Impérial, 13°
(73-74-50).

BETTY ET FRED (Fr.) : 14-Juil-
let-Parasme, 6° (332-58-00), Biarritz,
8° (332-60-32), 14-Juillet-Parasme,
(337-50-91), Clugny-Ecole,
(332-60-32).

BILLYS (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2°
(261-50-33), U.G.C.-Danton, 6° (332-
60-69), 14-Juillet-Parasme, 6° (332-
58-00), U.G.C.-Marbœuf, 3° (232-47-19).

CARRIE (A. v.o.) : Saint-Ge-
rmain-Ruebette, 5° (833-87-59), Co-
lison, 10° (332-67-42), 14-Juillet-
Parasme, 6° (332-58-00), Clugny-
Ecole, 13° (332-60-32), Clugny-Pathé, 18°
(822-60-32), Clugny-Cambetta, 3°
(737-74-50).

CASANOVA DE FELLINI (It. v.o.)
(*) : 14-Juillet-Parasme, 6° (332-58-00),
Elysées-Lincoln, 6° (332-56-14), v.f.,
Eumont-Cadéine, 10° (373-56-53).

CHANG (Fr.) : Les Grands Boulevards,
BOND (Ang. v.o.) : Studio des

A. DUBOIS-DEBAILLE
 (Président) : U.G.C.-Opéra, 25 (261-50-00).
 U.G.C.-Odéon, 63 (325-71-06), Biarritz, 25 (773-68-23), Hausmann, 39 (770-33-63), 14, quai-Bastille, 12 (770-33-63), 14, quai-Bastille, 12 (331-06-19), Steuveuve - Montparnasse, 15^e (444-35-03), Convention - Saint-Charles, 15^e (579-33-00).
 LE DIVERSE (Cinéma Fr. S.v.) : Studio Locom, 53 (632-42-42).
 LE DERNIER NABAB (Cin. Fr. S.v.) : Flotefeuille, 83 (632-79-38), Marius, 16 (389-33-23), 13, Bayard, 16 (325-37-06), v.f. impérial, 25 (742-72-82), Montparnasse, 28^e (544-14-27).
 DERNIER OUZALA (Sov. v.o.) : Arlequin, 5 (548-62-25), Studio Jean-Cochette, 5 (471-67-62), v.f. :

[illegible]

LE BUS, film américain de Ray

LE DENRÉES BAISER, film
de Jacques de Dolores Grassan :
Saint-Germain Village, 8 (133-
87-98), Montparnasse 83, 8,
(144-14-27), Ambassade, 8,
(144-14-27), France 1, 8 (172-
32-58), Nation 12 (343-04-37),
Gumout Sud 14 (321-51-18),
Cambrenne, 15 (734-43-96),
Gumout Nord 15 (734-43-96).

VIRGILITE, film italien de
Franco Rossi, v.o.: Mercury,
8 (225-75-60); v.f.: Para-
mount, 14 (340-45-11), France
83-80, Paramount Galazie, 13
(580-18-03), Paramount Or-
léans 14 (340-45-11), Char-
les 14 (340-45-11), France
22-17), Convention 21-Parment,
15 (579-33-00), Fassy, 15 (282-
65-84), Paramount Odéon, 17
(758-14-14).

LA CHOUETTE ROUGE, film américain de Michael Ritchie, v.o. Quintette, 5° (033-55-40), 1973-74-75, 16 mm, 100', 1.37, v.f.: Gaumont Mousline, 8° (074-55-03), Gaumont Sud, 14° (131-11-18), Cambronne, 15° (132-37-41), Cliché Pathé 16° (132-37-41).

TOUCHE PAS A MON COPAIN, film français de Bernard Bouchaud, Quintette, 5° (033-55-40), Balzac, 8° (139-52-70), Saint-Lazare Pasquier, 8° (137-58-43), 1973-74-75, 16 mm, 100', 1.37, v.f.: Cliché Pathé 16° (132-37-41).

MADAME CLAUDE, film français de Josi Jacquin, 8° (132-37-41), Gaumont Mousline, 8° (074-55-03), 1973-74-75, 16 mm, 100', 1.37, v.f.: Cliché Pathé 16° (132-37-41).

01-76), Boquet, 7^o (551-44-11),
 Marignan 3^o (349-82-82), Gu-
 maud, 2^o (3770-84-84),
 Favette, 13^o (3770-84-84),
 Montparnasse Paris, 14^o (328-
 65-13), Gaumont Convention,
 1^o (42-27), Victor-Hugo,
 18^o (757-68-78), Wladimir,
 (387-30-70), Gaumont Ga-
 zette, 20^o (797-02-74).
 2^o Film américain de Peter
 Collinson, 1^o (328-65-13),
 Elyesse, 3^o (293-42-34); v.f.:
 Capri, 2^o (508-11-58), Para-
 mount, 1^o (3770-84-84),
 Paramount 2^o (3770-84-84),
 Paramount 3^o (3770-84-84),
 Paramount 4^o (3770-84-84),
 Paramount 5^o (3770-84-84),
 Paramount 6^o (3770-84-84),
 Paramount 7^o (3770-84-84),
 Paramount 8^o (3770-84-84),
 Paramount 9^o (3770-84-84),
 Paramount 10^o (3770-84-84),
 Paramount 11^o (3770-84-84),
 Paramount 12^o (3770-84-84),
 Paramount 13^o (3770-84-84),
 Paramount 14^o (3770-84-84),
 Paramount 15^o (3770-84-84),
 Paramount 16^o (3770-84-84),
 Paramount 17^o (3770-84-84),
 Paramount 18^o (3770-84-84),
 Paramount 19^o (3770-84-84),
 Paramount 20^o (3770-84-84),
 Paramount 21^o (3770-84-84),
 Paramount 22^o (3770-84-84),
 Paramount 23^o (3770-84-84),
 Paramount 24^o (3770-84-84),
 Paramount 25^o (3770-84-84),
 Paramount 26^o (3770-84-84),
 Paramount 27^o (3770-84-84),
 Paramount 28^o (3770-84-84),
 Paramount 29^o (3770-84-84),
 Paramount 30^o (3770-84-84),
 Paramount 31^o (3770-84-84),
 Paramount 32^o (3770-84-84),
 Paramount 33^o (3770-84-84),
 Paramount 34^o (3770-84-84),
 Paramount 35^o (3770-84-84),
 Paramount 36^o (3770-84-84),
 Paramount 37^o (3770-84-84),
 Paramount 38^o (3770-84-84),
 Paramount 39^o (3770-84-84),
 Paramount 40^o (3770-84-84),
 Paramount 41^o (3770-84-84),
 Paramount 42^o (3770-84-84),
 Paramount 43^o (3770-84-84),
 Paramount 44^o (3770-84-84),
 Paramount 45^o (3770-84-84),
 Paramount 46^o (3770-84-84),
 Paramount 47^o (3770-84-84),
 Paramount 48^o (3770-84-84),
 Paramount 49^o (3770-84-84),
 Paramount 50^o (3770-84-84),
 Paramount 51^o (3770-84-84),
 Paramount 52^o (3770-84-84),
 Paramount 53^o (3770-84-84),
 Paramount 54^o (3770-84-84),
 Paramount 55^o (3770-84-84),
 Paramount 56^o (3770-84-84),
 Paramount 57^o (3770-84-84),
 Paramount 58^o (3770-84-84),
 Paramount 59^o (3770-84-84),
 Paramount 60^o (3770-84-84),
 Paramount 61^o (3770-84-84),
 Paramount 62^o (3770-84-84),
 Paramount 63^o (3770-84-84),
 Paramount 64^o (3770-84-84),
 Paramount 65^o (3770-84-84),
 Paramount 66^o (3770-84-84),
 Paramount 67^o (3770-84-84),
 Paramount 68^o (3770-84-84),
 Paramount 69^o (3770-84-84),
 Paramount 70^o (3770-84-84),
 Paramount 71^o (3770-84-84),
 Paramount 72^o (3770-84-84),
 Paramount 73^o (3770-84-84),
 Paramount 74^o (3770-84-84),
 Paramount 75^o (3770-84-84),
 Paramount 76^o (3770-84-84),
 Paramount 77^o (3770-84-84),
 Paramount 78^o (3770-84-84),
 Paramount 79^o (3770-84-84),
 Paramount 80^o (3770-84-84),
 Paramount 81^o (3770-84-84),
 Paramount 82^o (3770-84-84),
 Paramount 83^o (3770-84-84),
 Paramount 84^o (3770-84-84),
 Paramount 85^o (3770-84-84),
 Paramount 86^o (3770-84-84),
 Paramount 87^o (3770-84-84),
 Paramount 88^o (3770-84-84),
 Paramount 89^o (3770-84-84),
 Paramount 90^o (3770-84-84),
 Paramount 91^o (3770-84-84),
 Paramount 92^o (3770-84-84),
 Paramount 93^o (3770-84-84),
 Paramount 94^o (3770-84-84),
 Paramount 95^o (3770-84-84),
 Paramount 96^o (3770-84-84),
 Paramount 97^o (3770-84-84),
 Paramount 98^o (3770-84-84),
 Paramount 99^o (3770-84-84),
 Paramount 100^o (3770-84-84),
 Paramount 101^o (3770-84-84),
 Paramount 102^o (3770-84-84),
 Paramount 103^o (3770-84-84),
 Paramount 104^o (3770-84-84),
 Paramount 105^o (3770-84-84),
 Paramount 106^o (3770-84-84),
 Paramount 107^o (3770-84-84),
 Paramount 108^o (3770-84-84),
 Paramount 109^o (3770-84-84),
 Paramount 110^o (3770-84-84),
 Paramount 111^o (3770-84-84),
 Paramount 112^o (3770-84-84),
 Paramount 113^o (3770-84-84),
 Paramount 114^o (3770-84-84),
 Paramount 115^o (3770-84-84),
 Paramount 116^o (3770-84-84),
 Paramount 117^o (3770-84-84),
 Paramount 118^o (3770-84-84),
 Paramount 119^o (3770-84-84),
 Paramount 120^o (3770-84-84),
 Paramount 121^o (3770-84-84),
 Paramount 122^o (3770-84-84),
 Paramount 123^o (3770-84-84),
 Paramount 124^o (3770-84-84),
 Paramount 125^o (3770-84-84),
 Paramount 126^o (3770-84-84),
 Paramount 127^o (3770-84-84),
 Paramount 128^o (3770-84-84),
 Paramount 129^o (3770-84-84),
 Paramount 130^o (3770-84-84),
 Paramount 131^o (3770-84-84),
 Paramount 132^o (3770-84-84),

J. LOBBY (v.o.),
178, C154-87-83)

17 (1930-33);
14 h. 15 : Un
tique; 18 h.
18 h. 15 : The
M. Klein; 22
secrète.
PANTILOV (v.o.)
3 (272-62-98).
le Début; 18
de gué dans le
SHAKESPEARE
OLIVIER (v.o.)
(328-44-44) en
Henri V. Rich
PRESTIGE DU
QUE (v.o.), S.
(225-20-74). S.
(ballet); D. J.
V. : Ivan le T
rouge; Mar.;
STUDIO 28, 18
Mer.; Comme
J. : Un tram
V. : Bubz de
Une fille coue

MAR. (sf à 21 h)
 MONTARD-SIGN
 7 (705-12-15).
 guesse est l'au
 guesse pour
 Dédé d'Anvers
 un train; V.
 Python 247; s.
 S. mat.; P.
 sot.; La ga
 guesse; V.
 L. mat.; Un
 nage; Mar.
 sot.; l'Armée
 WESTERNS (v.
 (542-67-42).
 Bad Company
 de sculpture;
 La Horde sau
 Poussière, la
 COMÉDIES MU
 La Payette;
 Mer le mili
 Longue jaco
 de Broadway
 la pizze; L.
 Une étoile est
 tine; g (325-65
 Split; J.; Ba
 Hoy Friend; S
 be; « Les vill
 était une fol
 Hollywood, Ro

FRED ASTAIRE
tine, 8° (325-
Swing Time;
fiotte; V. : To-
da; L. : Carlo
prenant M. Pe.
CHATELET - VIC
(508-96-14), I :
Dernier Tango
l'Enigme de
15 h. 05 : Me-
Lenny; 20 h.
Cabaret; 22 h.
Aguirre, la col-
II : 11 h. 50 (s-
la Grande Bo-
achève bien les
Taxi Driver; 11
Folie de M. Br-
cuervos; 22 h.

les Disables.
DUSTIN HOFFMAN
 films, 17^h 30 (7)
 Macadam Cowboy
 23 h. 30 : CND
ROBERT REDFORD
 films, 17^h, 15 h
 années ; 17 h.
CINE DIFFERENT
 films, 17^h, 13
 17 h. : Mort
 Panique à New
 Délivrance ; 23
 the Paradise ;
 Chewing gum
J.-L. GODARD :
 (1933-72-73), 14
 21 h. 45 :
 18 h. 15 et 20

LA CHEVAUCHÉE

(A. v.o.):
(308-50-50).
LES CONTEES D'IND
Actua Champco,
COUSIN-CHOUSIN
Lazare Pasquie
Elysees Lincoln
Caumont Sud,
EASY RIDER (A.
9- (770-43-40) (A.
FRENZY (A. v.o.
qua. 7- (705-04-5
FELLINI-BOMA
pollen. 5- (033-
FUNNY GIRL (A
8- (359-53-00).
JO (Fr.): Rex, 2-

16-71), Mistral.

U.G.C. Gobelins
Muret, 16^e (288-
JOUE DE FETE
(508-11-69), Cin
6^e (633-10-82), D
52-87).
LES HOMMES DU
v.a.) : Studio C
LOVE STORY (A.
l'Etoile, 17^e (380

ALICE'S RESTAURANT

La Claf, 5^e (337-
24 h)
DELIVERANCE (A.
Ambrose, 11^e -
31 h)
L'EMPIRE DES
(**); Saint-A-
(325-48-18), à 12 h
HISTOIRE D'ADRIEN
Cujas, 8^e (333-80
sam. et dim.)
JEREMIAH JOHN
La Claf, 5^e, à 12 h
JOHN MC CABE
Galanda, 5^e (333-
sam.) à 23 h 45
MARIONA ROMA (A.
de la Bioma, mar-
PHANTOM OF
(A. v.o.), à 10 h
77-77), à 10 h
LE PRIVE (A. v.o.)

LA MORA (A. V.)
(325-95-00), ven.
LA SALAMANDRE

André des Arts
SATYRICON (11 r.
relées, 20^e (536-5

Les cinémas

YVELL
CHATOU, Louis-J.
Héritage : Mar
21 h : Olympia
et. set donc p
compagnie. SAI
CONFANS : SAIN
U.G.C. Confians
Tremblement de
tres de l'apocal
LA CELLE - SAIN
moutin - Elyse 2
ginité : Soleil
et 21 h. 15 : F
(v.o.)
LE CHESNAY, Pa
le Diable dans l
Claude : Carri
Express : On m

MANTES, Domingo (92-04-05) : le
Dernier Belser ; Madame Claude ;
L'homme qui aime les femmes.
LES MOUREAUX, Club A et B (92-04-
04-38) : Cécile ; Les Monstres du
Péril ; Les Femmes de l'été ;
94-48) : Fantaisies ; On zappe les
dollars.
POISSY, U.G.C. Poissy (93-07-12) :
On zappe les Dollars ; Violette et
François ; Jo ; Madame Claude ;
L'homme qui aime les femmes.
RENNES, U.G.C. Rennes (93-04-08) :
C.21 (93-04-08) : Cécile ; L'homme
qui aime les femmes.
VELLEVY (94-02-30) : le Dernier Bel-
ser ; Les Monstres du Péril ; Les
Femmes de l'été ; L'homme qui
aime les femmes.
VERSAILLAS, Cyrano (93-04-38) :
L'homme qui aime les femmes ;
Peter Pan ; Julie pot de colle ;
Jo ; le Dernier Belser ; La Com-
mune ; Les Femmes de l'été (93-04-
34-35) ; Ben et Benedict.
LE VESINIER, Café (91-07-37) : Julie
pot de colle ; pistolet d'alarme.

ESSONNE (N.)
BOUSSY - SAINT-ANTOINE, Bus

[illegible][illegible]

(v.o.), Boîte à
12, 13 et 14.
Soyez, les S. &
de pallier.
Nœs plus belles
ententes Johanna.
(v.o.), Boîte à
12, 13 et 14.
Faut : 22 h.
S. & A. H. 30.
Soyez.
Galanço, 22
12, 13 et 14.
«Léon-Féminin»
: Sauts & part.

[illegible]

10, Bofonda 63 (S. v.o.)
 11, Bofonda 63 (S. v.o.)
 12, Bofonda 63 (S. v.o.)
 13, Bofonda 63 (S. v.o.)
 14, Bofonda 63 (S. v.o.)
 15, Bofonda 63 (S. v.o.)
 16, Bofonda 63 (S. v.o.)
 17, Bofonda 63 (S. v.o.)
 18, Bofonda 63 (S. v.o.)
 19, Bofonda 63 (S. v.o.)
 20, Bofonda 63 (S. v.o.)
 21, Bofonda 63 (S. v.o.)
 22, Bofonda 63 (S. v.o.)
 23, Bofonda 63 (S. v.o.)
 24, Bofonda 63 (S. v.o.)
 25, Bofonda 63 (S. v.o.)
 26, Bofonda 63 (S. v.o.)
 27, Bofonda 63 (S. v.o.)
 28, Bofonda 63 (S. v.o.)
 29, Bofonda 63 (S. v.o.)
 30, Bofonda 63 (S. v.o.)
 31, Bofonda 63 (S. v.o.)
 32, Bofonda 63 (S. v.o.)
 33, Bofonda 63 (S. v.o.)
 34, Bofonda 63 (S. v.o.)
 35, Bofonda 63 (S. v.o.)
 36, Bofonda 63 (S. v.o.)
 37, Bofonda 63 (S. v.o.)
 38, Bofonda 63 (S. v.o.)
 39, Bofonda 63 (S. v.o.)
 40, Bofonda 63 (S. v.o.)
 41, Bofonda 63 (S. v.o.)
 42, Bofonda 63 (S. v.o.)
 43, Bofonda 63 (S. v.o.)
 44, Bofonda 63 (S. v.o.)
 45, Bofonda 63 (S. v.o.)
 46, Bofonda 63 (S. v.o.)
 47, Bofonda 63 (S. v.o.)
 48, Bofonda 63 (S. v.o.)
 49, Bofonda 63 (S. v.o.)
 50, Bofonda 63 (S. v.o.)
 51, Bofonda 63 (S. v.o.)
 52, Bofonda 63 (S. v.o.)
 53, Bofonda 63 (S. v.o.)
 54, Bofonda 63 (S. v.o.)
 55, Bofonda 63 (S. v.o.)
 56, Bofonda 63 (S. v.o.)
 57, Bofonda 63 (S. v.o.)
 58, Bofonda 63 (S. v.o.)
 59, Bofonda 63 (S. v.o.)
 60, Bofonda 63 (S. v.o.)
 61, Bofonda 63 (S. v.o.)
 62, Bofonda 63 (S. v.o.)
 63, Bofonda 63 (S. v.o.)
 64, Bofonda 63 (S. v.o.)
 65, Bofonda 63 (S. v.o.)
 66, Bofonda 63 (S. v.o.)
 67, Bofonda 63 (S. v.o.)
 68, Bofonda 63 (S. v.o.)
 69, Bofonda 63 (S. v.o.)
 70, Bofonda 63 (S. v.o.)
 71, Bofonda 63 (S. v.o.)
 72, Bofonda 63 (S. v.o.)
 73, Bofonda 63 (S. v.o.)
 74, Bofonda 63 (S. v.o.)
 75, Bofonda 63 (S. v.o.)
 76, Bofonda 63 (S. v.o.)
 77, Bofonda 63 (S. v.o.)
 78, Bofonda 63 (S. v.o.)
 79, Bofonda 63 (S. v.o.)
 80, Bofonda 63 (S. v.o.)
 81, Bofonda 63 (S. v.o.)
 82, Bofonda 63 (S. v.o.)
 83, Bofonda 63 (S. v.o.)
 84, Bofonda 63 (S. v.o.)
 85, Bofonda 63 (S. v.o.)
 86, Bofonda 63 (S. v.o.)
 87, Bofonda 63 (S. v.o.)
 88, Bofonda 63 (S. v.o.)
 89, Bofonda 63 (S. v.o.)
 90, Bofonda 63 (S. v.o.)
 91, Bofonda 63 (S. v.o.)
 92, Bofonda 63 (S. v.o.)
 93, Bofonda 63 (S. v.o.)
 94, Bofonda 63 (S. v.o.)
 95, Bofonda 63 (S. v.o.)
 96, Bofonda 63 (S. v.o.)
 97, Bofonda 63 (S. v.o.)
 98, Bofonda 63 (S. v.o.)
 99, Bofonda 63 (S. v.o.)
 100, Bofonda 63 (S. v.o.)

[illegible]

Concerts

VERBODEN 11 MAI
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
(225-34-36), 20 h. 30 : Aldo Ciccolini (Beethoven, Franck, Granados, Villa-Lobos, Debussy, Schubert).

PALAIS DES CONGRES (738-47-78)
20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. C. Deshayes, sol. P. Lacombe (Strauss, Liszt, Brahms, Schubert).

EGLISE DE LA MADELEINE
20 h. 30 : Concerto et orchestre des chœurs Justus von Voigt (J. Haydn, Weberly (Rach)).

SALLE GAVEAU (228-14-24)
20 h. 30 : Concerto (27-48-73) : J. S. Bach, J. Haydn, G. Fauré.

20 h. 30 : Nouvel Orchestre de Zurich (Beethoven), Bartok, Ravel.

SALLE COCHOT (924-30-16), 20 h. 30 :
D. Rottmann (Schumann, Liszt, Bavel, Debussy) ; M. Vieuxtemps ; 36. SUO ENERKIA (15p), 20 h. 30 : S. Sallinen et G. Salonen (Schubert).

MUSEE D'ART MODERNE DE PARIS (105-45-46)
20 h. 30 : Exposition Felix de Posa d'orchestre à conception Philippe Dupont.

EGLISE SAINT-ETIENNE DU MONT, 20 h. 45 : M. et Mme Duraffé, organe.

SALLE FLEYEL, 21 h. : V. Bellas (Chopin, en hommage à A. Brailsky).

NORMIE SUP., 21 h. : Ballastyns (Beethoven, Chopin).

EGLISE SAINT-JACQUES DES CHAMPS, 21 h. : Quintette à vent de Paris (Haydn, Mozart, Tchaï).

EGLISE SAINT-MEDARD, 21 h. : Soli chœurs et orchestre, dir. P. Lacombe (Mozart, Schubert).

CENTRE MANDEPA, 21 h. W. Kavalah et S. A. Nandankar (musique classique de l'Inde).

JEUDI 12 MAI
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
20 h. 30 : Concerto (Bach, Liszt, Schumann, Stravinsky).

ZARDES CONGRES, 20 h. 30 :
voir le 11.

SALLE FLEYEL, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre de Paris, dir. C. Deshayes ; sol. : P. Amoyal (Weber, Prokofiev, Dvorak).

RADIO FRANCE, Studio 105, 20 h. 30 : G. Robert, R. Gremy, Chantique et N. Rao, cordes plectres (Mozart, de la Renaissance).

FAC DE DROIT D'ASEAS, 20 h. 30 :
voir le 11 à l'église de la Madeleine.

EGLISE DES BLANCS-MANTEAUX, 20 h. 45 : Eos. instrumental et chœur Monastère, dir. M. Dubois ; sol. : G. Dussaut et L. Delant (Bach, Mozart).

MUSÉE GUIMET, 20 h. 45 : Japon-Occident (Debussy, Ikeronouchi, Stravinsky, Tachira, Chaynes, Schindler).

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE, 21 h. 15 : M. Gellio (Liszt, Debussy, Dvorak, Alkan, Bach, Tchaï).

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 20 h. 45 : Eos. vocal chœur national, Orch. de l'université Paris-Sorbonne, dir. : J. Grunberg (Monteverdi et Gombert de l'antiquité et Clotilde).

SALLE GAVEAU (228-14-24), 21 h. 15 : M. Fournier et R. Amour (Mozart, Schumann, Dvorak, Granados).

EGLISE SAINT-MEDARD, 21 h. :
voir la 11.

CHAPELLE DU BON-CONSEIL, 4, rue A-de-Leppantin, 21 h. : Chœur Baudard, dir. A. G. Gellio (Brahms, Gellio, Poulenc).

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE, 21 h. 15 : M. Gellio (Liszt, Debussy, Dvorak, Alkan, Bach, Tchaï).

BIELIOTREBES SAINT-GEORGES (11, av. Manceaux), 18 h. 30 : Atinum Musical, chœur antique.

MUSÉE GUIMET, 20 h. 30 : J. Karpow et J. Rouvier (Gershwin, Debussy, Liszt, Schumann).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30 : Orch. et chœur de Radio-France, dir. M. Gellio ; sol. : M. Pollini, B. Tsakova (Liszt, Liszt).

-gend, -Lachenmann, Schoenberg, Nono).

RADIO - FRANCE, Studio 105, 20 h. 30 : Duo « Fortunes et Mises et Trio Balthaz (Haydn et mélodies anglaises des XVI^e et XVII^e) » - Grand-audit, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre, dir. : M. Gellio ; sol. : M. Baur (Haydn, Vivaldi).

SALLE GAVEAU, 20 h. 30 : Orch. du Conservatoire de Paris, dir. : J. Karpow (Stravinsky, Gellio, Franck, Bavel, Liszt, Liszt).

RADIO FRANCE, Studio 105, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. : J. Karpow (Stravinsky, Gellio, Franck, Bavel, Liszt, Liszt).

THEATRE DE LA MADELEINE, 17 h. 45 : Quintet Kodaly (Mozart, Ravel, Kodaly).

CONCOURS, 17 h. 45 : Les Musiciens (chansons du Moyen Age et de la Renaissance).

THEATRE RENAISSANCE, 20 h. 30 : M. Gellio, T. Fournier, T. Dupuy (Porter, Debussy, Liszt, Liszt).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30 : Orch. de Radio-France, dir. : M. Gellio ; sol. : S. Palm (Gellio, Liszt, Zimmermann, Stockhausen).

DEMANCHE 15 MAI

BATEAU-MOUCHES ALMA, 10 h. 30 : Concert Orpheus (musique des XVII^e et XVIII^e).

CENTRE CULTUREL CANADIEN, 10 h. 30 : M. Lafont (Mozart, Chopin).

FIAT, 15 h. : Eos. artistique du 15 arrondissement.

EGLISE SAINT-LOUIS-DES-INVALIDES, 16 h. : Orch. et plectres de Sartreville, dir. : M. Gellio ; sol. : J. Karpow, T. Fournier, T. Dupuy (Porter, Debussy, Liszt, Liszt).

NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h. 45 : S. Van Oort (Mozart, Liszt, Liszt).

EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN, 17 h. 45 : J. Marchal.

CONCOURS, 17 h. 45 : voir le 14.

THEATRE PRESENT, 16 h. 30 : Eos. de Radio-France et J. Karpow et M. Gellio (Bach, Bach, Fretell, Debussy, Prokofiev).

LUNDI 16 MAI
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
20 h. 30 : G. Fauré, G. Sarring et J. Bonkof (Beethoven).

RADIO-FRANCE, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. : G. Amy (Duo Strauss, Brahms).

THEATRE DE LA SAITE-MONTAIGNE, 20 h. 30 : J. J. Rametow, A. Rabinowitch, A. Meunier (Debussy, Liszt).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30 : G. Fauré, G. Sarring et J. Bonkof (Beethoven).

FIAT (107-25-00), 20 h. 30 : représentation folklorique organisée par l'OCAD.

THEATRE PRESENT, 20 h. 30 : Musique et Chœur, par G. Fournier et J.-P. Druet (Globoch, Rokal).

CONSERVATOIRE NATIONAL DE MUSIQUE, 20 h. 30 : Quintet Akademy (Mozart, Debussy, Bartok).

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 20 h. 30 : Chœur de Chœur, B. Thomas, chorale Audis Nova (Vivaldi, Gellio).

THEATRE MANDEPA, 21 h. : Sarrin (Fretell Chants du nord de l'Inde).

CHAPELLE DE L'ANNONCIATION, 21 h. : Ensemble Chant d'Israël (Bach, Fauré, Gellio, Gellio).

MARDI 17 MAI
EGLISE SAINT-ROCH, 20 h. 30 : Orchestre de chambre de Varsovie et Orchestre M. Poullet, dir. : J. Karpow, T. Fournier, T. Dupuy (Porter, Debussy, Liszt, Liszt).

PARIS, 20 h. 30 : Quintet Akademy (Mozart, Debussy, Bartok).

CHATEAU DE CHAILLOT, 20 h. 30 : T. Fournier, T. Dupuy (Porter, Debussy, Liszt, Liszt).

PORT DE LA SUISSE, 21 h. : Concert collant.

CENTRE MANDEPA, 21 h. : Chœur Shui Cheng (musique de Chine).

EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h. : Orchestre et Chœur Kuentz (Bach, Haydn).

AUX CINEMAS ANDRÉ-DES-ARTS

Adoption

NOUVEL OBSERVATEUR / MICHEL GRISOLIA
Miklos Jancso avait une femme et cette femme faisait des films.

FRANCE SOIR / ROBERT CHAZAL
Un Chef d'œuvre.

LE MONDE / JACQUES SICLER
Une œuvre admirablement interprétée par Kati Berek et Gyongyver

HUMANITE / FRANÇOIS MAURIN
Un film à découvrir, qui ne vous laissera pas indifférent.

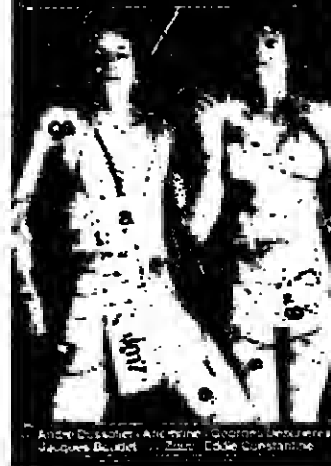
QUOTIDIEN DE PARIS / HENRI CHAPIER
La beauté d'un Chef d'œuvre.

un film de MARTA MESZAROS

LES NATIONS - GARDMONT CONVENTION - GARDMONT RIVE GAUCHE - CLICHY PATHE

STUDIO LOGOS

Le Couple Témoign



COLISEES (v.o.) - ST-GERMAIN HUCHETTE
(v.o.) - BERLITZ (v.f.) - GAGMONT SUB
(v.f.) - MONTPARNASSE PATHE (v.f.) -
GLICHY PATHE (v.f.) - GAUMONT GAM-
RETTA (v.f.) - C 2 L ST-GERMAIN (v.f.) -
PARLY 2 (v.f.) - PATHE Belle-Epine
(v.f.) - PATHE Champigny (v.f.) - AVIATIC
Le Bourget (v.f.) - MARLY Enghien (v.f.)
GAUMONT Evry (v.f.)

GRAND PRIX

V FESTIVAL
INTERNATIONAL
D'AVORIAZ
DU FILM
FANTASTIQUE

CARRIE

au bal du diable



CARRIE

au bal du diable

BRIAN
De PALMA
un nouvel
HITCHCOCK
c'est
le nouveau
Maître
du Suspense
ROBERT BENAYOUN
LE POINT
CARRIE
au bal du diable



CARRIE
au bal du diable

AUX CINÉMAS SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS

Adoption

NOUVEL OBSERVATEUR / MICHEL GRISOLIA
Miklos Jancso avait une femme
et cette femme faisait des films.

FRANCE SOIR / ROBERT CHAZAL
Un Chef d'œuvre.

LE MONDE / JACQUES SICLIER
Une œuvre admirablement interprétée
par Kati Berek et Gyongyver

HUMANITÉ / FRANÇOIS MAURIN
Un film à découvrir, qui ne vous
laissera pas indifférent.

QUOTIDIEN DE PARIS / HENRI CHAPIER
La beauté d'un Chef d'œuvre.

un film de MARTA MESZAROS


LES NATIONS - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT RIVE GAUCHE - CLICHY PATHE
GAUMONT OPERA - ELYSEES LINCOLN - QUARTIER LATIN - OLYMPIC ENTREPOT
Périphérie : TRICYCLES Asnières

Périphérie : TRICYCLES - Asnières

LA

un film de
LAURENT HEYNEMANN

QUESTION



LE MONDE (Jean de Baroncelli) :
"... Film à la fois pathétique et décent."

L'HUMANITÉ (François Maurin) :
"... Un film nourri de courage et de talent..."

FRANCE-SOIR (Robert Chazal) :
"... Personne ne pourra rester indifférent devant ce film."

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

RONDE (Jean de Baroncelli) :
 "... Film à la fois pathétique et décent."
UMANITÉ (François Maurin) :
 "... Un film nourri de courage et de talent..."
NCE-SOIR (Robert Chazal) :
 "Personne ne pourra rester indifférent devant ce film."
INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

MENIL-PALACE
38 rue Ménilmontant 20^e

NOCTAMBULES
7 rue Champollion 58

Un film de A. Med Hondo

NOUS AURONS TOUTE LA MORT

POUR DORMIR

LE MONDE
Un film vivant, très d'effort, mais également beau, organisé, sans jérémiades ni haine proclamée.

**selection officielle
Cannes 1977
cinquaine des
révateurs**

sélection officielle
Cannes 1977
quinzaine des
réalisateurs

LE MONDE
Un film vivant, très direct, mais également beau, organisé, sans jérémiades ni hains proclamés.

— CALYPSO - QUINTETTE

l'une chante l'autre pas un film d'agnes varda

THE HOLLYWOOD Boulevard - LORD BYRON

[illegible][illegible]

Piles VARTA

FR 3

Les grands sons de la musique classique et contemporaine. Les grands noms de la musique : Bach, Beethoven, Brahms, Chopin, Debussy, Liszt, Mahler, Mozart, Puccini, Schubert, Strauss, Tchaïkovski, Wagner, Verdi, Vivaldi, etc.

FRANCE-CULTURE

FR 3

Les grands sons de la musique classique et contemporaine. Les grands noms de la musique : Bach, Beethoven, Brahms, Chopin, Debussy, Liszt, Mahler, Mozart, Puccini, Schubert, Strauss, Tchaïkovski, Wagner, Verdi, Vivaldi, etc.

FRANCE-MUSIQUE

FR 3

Les grands sons de la musique classique et contemporaine. Les grands noms de la musique : Bach, Beethoven, Brahms, Chopin, Debussy, Liszt, Mahler, Mozart, Puccini, Schubert, Strauss, Tchaïkovski, Wagner, Verdi, Vivaldi, etc.

FRANCE-CULTURE

FR 3

Les grands sons de la musique classique et contemporaine. Les grands noms de la musique : Bach, Beethoven, Brahms, Chopin, Debussy, Liszt, Mahler, Mozart, Puccini, Schubert, Strauss, Tchaïkovski, Wagner, Verdi, Vivaldi, etc.

FRANCE-MUSIQUE

FR 3

Les grands sons de la musique classique et contemporaine. Les grands noms de la musique : Bach, Beethoven, Brahms, Chopin, Debussy, Liszt, Mahler, Mozart, Puccini, Schubert, Strauss, Tchaïkovski, Wagner, Verdi, Vivaldi, etc.

ENTRÉES ET DE

FR 3

Les grands sons de la musique classique et contemporaine. Les grands noms de la musique : Bach, Beethoven, Brahms, Chopin, Debussy, Liszt, Mahler, Mozart, Puccini, Schubert, Strauss, Tchaïkovski, Wagner, Verdi, Vivaldi, etc.

LA PRISE DE LA BASTILLE

FR 3

Les grands sons de la musique classique et contemporaine. Les grands noms de la musique : Bach, Beethoven, Brahms, Chopin, Debussy, Liszt, Mahler, Mozart, Puccini, Schubert, Strauss, Tchaïkovski, Wagner, Verdi, Vivaldi, etc.

VOUS AVEZ

FR 3

Les grands sons de la musique classique et contemporaine. Les grands noms de la musique : Bach, Beethoven, Brahms, Chopin, Debussy, Liszt, Mahler, Mozart, Puccini, Schubert, Strauss, Tchaïkovski, Wagner, Verdi, Vivaldi, etc.

GS

FR 3

Les grands sons de la musique classique et contemporaine. Les grands noms de la musique : Bach, Beethoven, Brahms, Chopin, Debussy, Liszt, Mahler, Mozart, Puccini, Schubert, Strauss, Tchaïkovski, Wagner, Verdi, Vivaldi, etc.

optique

FR 3

Les grands sons de la musique classique et contemporaine. Les grands noms de la musique : Bach, Beethoven, Brahms, Chopin, Debussy, Liszt, Mahler, Mozart, Puccini, Schubert, Strauss, Tchaïkovski, Wagner, Verdi, Vivaldi, etc.

L'ACQUITTEMENT DE LOUISE LAMBERT, ÉPOUSE ET MÈRE

Les séquestrés de Salency

Beauvais. — Acquittée. Quand le verdict rendu par la cour d'assises de l'Oise, après quarante minutes de délibérations, lui a été signifié mardi 10 mai, la petite femme grise dans le box n'a eu mille autre réaction qu'un léger sourire. Louise Lambert, cinquante-deux ans, criminelle suffisamment redoutable pour que les magistrats de la chambre d'accusation d'Amiens aient annulé l'ordonnance de mise en liberté prononcée en sa faveur par le juge d'instruction, et de ce fait maintenue dix mois en détention « provisoire », a été reconnue non coupable de « délitement » par ascendant d'un incapable ayant entraîné la mort. C'était bien là la moindre des choses à faire en sa faveur.

De notre envoyé spécial

Il était là en effet, ce père « qui s'était mis complètement à la débauche », et bien là, avec son sens aigu de la famille et des responsabilités envers les enfants. Louise Lambert, épouse de Gérard, débile léger, un des autres enfants, Joël, est débile mental profond. Louise Lambert, épouse, selon les conseils reçus, de se placer dans un établissement spécialisé. Refus absolu et définitif du mari : « Tu ne l'as pas, c'est qu'une folle ! Si tu l'abandonnes, je l'abandonne ». Alors, pour ne pas « menacer le mariage », Louise décide d'élever, ou plutôt de garder Joël, qui est débile profond. Sait-on ce que concrètement cela veut dire ?

Simplement que le petit enfant Joël, que sa mère place dans la cour en laisse pour qu'il ne se saute pas, ramasse les croûtes de chien ou ses propres excréments et les mange, boit à l'occasion l'eau de Javel utilisée par sa mère, bref, exige une « surveillance » constante. Puis, devenu adolescent et adulte, Joël doit être littéralement séquestré par sa mère, qui l'enferme dans une chambre, avec pour seul mobilier une petite table, un fauteuil et un seau hygiénique, quelques papiers pour jouer. Joël ne parle pas, hormis quelques onomatopées. Simplement il dort ou il joue.

L'histoire de cette femme, sa vie d'épouse et de mère, peinant à résumer en un mot, souvent promue au cours des débats : le calvaire Louise, petite fille, était la troisième d'une famille de six enfants. Son père, ouvrier agricole, un brave homme d'alcoolique, battait sa mère, et, comme l'on dit, pour assouvir sa soif « empoisonnée ». En quelques années, la petite exploitation, les 10 hectares familiaux, furent ainsi érodés par l'alcool. A quatorze ans, Louis se retrouva donc dans les champs des autres, à « faire les betteraves ». C'est là que, trois ans plus tard, elle devait découvrir l'amour, avec un homme de quinze ans, son frère, l'amour, celui qui conduisit une jeune fille de dix-sept ans, enceinte, au mariage forcé, et à une petite cérémonie mort en blanc, puis grande réjouissance pour personne.

« Il s'amusait à gratter les murs avec ses ongles, il regardait les livres. Moins, mais et voir, j'allais lui parler son nez. Il avait comme un jouet. Mais il ne voulait pas manger devant moi. Il fermait la porte. Si je restais, il versait l'assiette dans le seau hygiénique puis se rassurait quand j'étais parti. »

Voilà la vie menée pendant vingt-trois ans par Louise Lambert, obligée pour son fils d'abandonner la camisole maternelle. Joël ne sera pas instruit, puis son père s'y oppose et puisque l'individu n'est pas dangereux pour la société. C'est la loi, celle de 1838. D'ailleurs, cette femme qui séquestrait son fils, ou plutôt qui le séquestrait par lui, arrange bien tout le monde. En 1974, la direction de l'Action sanitaire et sociale de l'Oise alloue une pension de 1.250 francs. En 1975, Joël, qui « exprime » est reconnu handicapé mental à 95 %. C'est-à-dire « capable d'accomplir tous les actes de la vie courante ». Les services sociaux ont fait leur devoir, les services sociaux versent de l'argent. « En fait, à peine le prix de quelques journées d'hospitalisation », dira l'avocat général, M. Alloy.

La débauche

« Vous auriez dû vous abstenir. Une deuxième béta n'a jamais effacé la première. Mais il est vrai qu'à l'époque on avait des principes », dira le président, M. Guy Triaud. On avait des principes en effet, et voilà Louise mariée en 1943 à un autre, brave homme d'alcoolique. Son premier enfant, prématuré, meurt dès la naissance. Les Allemands avaient réquisitionné les couveuses, explique-t-elle. Le deuxième enfant, elle le perdra aussi, après une courte existence, due à une chute « provoquée par une timidité ».

Secrét professionnel

Pour le reste, c'est la vie absolue autour de cette mère : vide de la famille, « par pudeur », assure sa sœur, vide des voisins, vide des services sociaux. Entre 1953 et 1973, pas une visite d'assistante sociale, entre 1974 et 1975, cinq visites, mais simplement pour aider la mère à remplir des papiers. Le vide absolu, c'est-à-dire la fuite de tous devant un handicapé qui ne gêne pas dans la mesure où le mère le cache à tous.

Mais le 21 juin 1975, Joël meurt, et il meurt de faim. Le débile n'intéressait personne : son cadavre, 25 kilos pour 1 m. 52, indignait tout le monde. Sa mère, cette femme abominable, l'aurait laissé mourir de faim. On l'arrête. « Ce n'est pas vrai. Je lui ai toujours donné à manger. Mais je ne me suis pas aperçue qu'il ne mangeait pas. Il se cachait. Il refusait de se montrer au-dessus de moi. Je n'ai pas vu qu'il était si maigre. » « Il est possible en effet que Joël, débile mental, parvienne à le jeu et le caprice, dira M. Boulton, médecin légiste, se soit laissé mourir de faim. Il est possible qu'il ait été victime d'une débauche mentale. C'est cela un débile profond. A l'hôpital, on lui aurait collé l'enlèvement. Ici, c'était la mort. » Possible, en effet, cette mort par caprice que l'on aurait pu éviter si les services sociaux avaient fait leur travail de visite. A ce sujet, deux assistantes sociales ont refusé de témoigner devant la cour d'assises. « Secret professionnel », ont-elles proclamé bien haut et probablement sur ordre supérieur, devant les juges, avec l'air de jouer un bon tour à tout le monde. Secret professionnel sur quoi ? Sur la non-assistance à personne en danger, a rétorqué l'avocat de Mme Lambert, M. Alain Bonat, qui a plaidé l'acquiescement, et l'a obtenu.

Dans son réquisitoire très modéré, le substitut, M. Alloy, avait demandé une peine de cinq années de prison, largement assortie du sursis, contre l'accusée. Presque pour la forme, d'ailleurs, et, comme tout le monde, avec cette arrière-pensée que c'était moins un procès d'assises qu'une enquête administrative qu'aurait dû provoquer la mort de Joël.

Pierre Georges.

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE : le centre d'Arenes est un scandale.

Le Syndicat de la magistrature vient d'adresser à M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, une lettre de protestation contre l'existence et le maintien du centre d'internement administratif d'Arenes, à Marseille.

« Comment peut-on admettre, demande le Syndicat, que le gouvernement continue et que le ministre de la Justice tolère depuis des années un centre d'internement administratif, qui constitue une insulte à la Constitution, à la loi et à la tradition française de défense des libertés ? Comment peut-on admettre que, loin de faire cesser ou de réprimer des atteintes aux libertés individuelles fondamentales, on inquiète ceux qui les dénoncent en violant de surcroît les droits syndicaux qui leur sont reconnus ? »

Cette dernière allusion vise M. Oswald Baudet, substitut du procureur de la République à Marseille, contre lequel une enquête aurait été ouverte par le préfet de police de cette ville, après la publication dans la presse d'un communiqué de protestation contre la « prison élan-désine » d'Arenes. Le préfet de police avait démenti à l'époque qu'il avait déclenché cette enquête (Le Monde des 13 et 14 avril).

LE PROCÈS DE JACQUES MESRINE

Norbert allait bien

La sixième audience du procès de Jacques Mesrine et de ses coaccusés devant la cour d'assises de Paris, présidée par M. Charles Peltz, a été consacrée, mardi 10 mai, à l'évocation de Mesrine du palais de Justice de Compiègne, le 6 juin 1973.

« Norbert va bien. » Jacques Mesrine était à la prison de la Santé, arrêté pour une série de hold-up, lorsqu'il envoya le premier message sur carte postale et reçut le second. « Norbert », c'était le 6 juin. « Norbert », cela signifiait aussi qu'une amorce avait été déposée dans les toilettes du palais de Justice de Compiègne, où il devenait « comparaitre pour un enlèvement et, petite affaire d'abus de confiance. »

Dans le train qui le conduisait à Compiègne, accompagné de trois gendarmes, Jacques Mesrine fit part d'ennuis intestinaux. A l'arrivée à Compiègne, il demanda à aller aux toilettes. Au rez-de-chaussée, c'était « trop sale ». On monta au deuxième étage. Ce se mit à pleurer, Mesrine, et il se précipita vers la salle d'audience. Alimantement, un gendarme tira sa veste qui était restée coincée dans sa ceinture.

« J'ai mis la barre entre le gendarme auquel j'étais attaché et moi. Ne bougez pas ou je tire le juge. » Le gendarme s'est jeté à terre. Il m'a dit : « Tire pas. J'ai dit : « Déjà, il me déshabille, part à, qu'on le jette au sort dans le couloir pour, après, sortir son arme et faire son travail. Le chat de convoi s'est avancé, sans arme. J'ai tiré en l'air. »

« Vous avez tiré en oblique, rectifie le président. » D'accord. »

FRANÇOISE BERGER.

ODILE CAILLAUX AUX ASSISES DE PARIS

Comment savoir ?

La deuxième journée du procès de Mme Odile Caillaux, qui comparait devant les assises de Paris pour l'empoisonnement de ses deux fillettes (« le Monde » du 11 mai), a été consacrée, mardi 10 mai, à l'audition des vingt-cinq témoins, venus déposer devant la cour le climat stouffant des querelles de famille.

« On voit ici le procès des autres : de la belle-mère, de la mère, du mort de la famille », s'est exclamé à plusieurs reprises le président, M. André Giresse, regrettant qu'on attache trop d'importance aux détails familiaux d'un couple désemparé.

D'un côté, une grande famille de sept garçons, soudée autour d'une mère veuve, possessive, abusive. Mme Marie-Madeleine Caillaux. Elle avait des jumeaux. L'un est mort dans un accident de la circulation. Le second, Guy, a épousé Odile Guy, est décrit comme immature, émotif, impulsif, ne pouvant vivre sans sa mère, et que sa mère « couvait ».

De l'autre côté, trois filles dont les parents n'ont jamais pu véritablement s'occuper. Le père, militaire, est mort en Algérie en 1960. La mère, toujours malade, et qui allait de dépression en dépression, Mme Jacqueline Calvard. Nerveuse, elle raconte l'enfance de sa fille Odile, « une enfant tenue au monde avec force, qui a toujours été très obéissante, qui était atteinte de tuberculose. Elle n'a jamais été normale. Dès l'âge de dix ans, elle a reçu des soins psychiatriques ». Elle était introvergie, elle.

Deux décisions du barreau de Paris

- Des « recommandations » en matière d'honoraires
- Les consultations gratuites dans la capitale

Le débat sur les honoraires d'avocats prend un tour nouveau avec la publication, mardi 10 mai, des recommandations du conseil de l'ordre aux quatre mille huit cents avocats parisiens. Cette publication n'est pas sans précédent puisque des initiatives identiques avaient déjà été prises par le barreau de Versailles (Le Monde du 23 avril 1976) et par l'association Justice et Socialisme (Le Monde du 19-20 décembre 1976).

Me le barreau parisien a retenu une méthode de calcul différente de celle qui avait été choisie par ses deux prédécesseurs. Ce calcul, en effet, repose sur la définition d'une « unité horaire » dont le montant s'établit, au 1^{er} janvier 1977, entre 150 et 500 F. Pour ce qui concerne le domaine juridique, on retiendra, à titre d'exemple, que la constitution d'un S.A.R.L. est évaluée à dix unités horaires, celle d'une société anonyme à dix-sept unités horaires.

L'application, en matière judiciaire, est plus difficile à mettre en œuvre. Me le on relève que cette recommandation d'honoraires est calculée compte tenu des réceptions des clients, des consultations verbales ou écrites, de la présence aux audiences, des rendez-vous extérieurs, mais qu'elle ne comprend pas les « émoluments ». Une intervention au tribunal est ainsi fixée à cinq unités horaires, devant le tribunal de grande instance ou de commerce à dix unités horaires. En matière pénale, dix unités horaires sont recommandées. Pour un procès

correctionnel ou devant la cour d'appel on observe encore que en tous domaines « un honoraire compensatoire pourra être demandé au vu du résultat obtenu ». La deuxième décision du barreau de Paris porte sur les consultations gratuites. Don M. Jacques Chirac a récemment annoncé la mise en œuvre, à titre expérimental, l'expérimentation sera d'abord tentée dans les quatrièmes, troisièmes, dix-septième et vingtième arrondissements soit dans les maires annexes d'arrondissement, soit dans les bureaux d'élus sociaux du 1^{er} juin au 14 juillet. Selon les résultats de cette expérience, celle-ci devrait être généralisée à l'ensemble de la capitale dès le mois de septembre. Ces consultations auront lieu une à deux fois par semaine, par exemple, entre 17 heures et 20 heures.

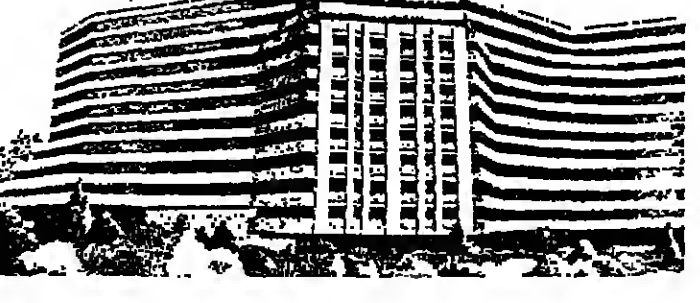
De plus, le barreau de Paris prévoit de créer une permanence, de 9 heures à 18 heures, dans les locaux de l'ordre au Palais de Justice. De 18 heures à 6 heures sera ultérieurement organisée une permanence téléphonique. Enfin, il a été annoncé que le barreau de Paris publierait, prochainement, un dictionnaire des avocats où figureraient leur spécialité.

● L'incendie de l'hôtel Polce, le 9 mai, dans le centre d'Amsterdam, a fait, selon le dernier bilan, dix morts. Mais on reste sans nouvelles de dix-neuf personnes. Vingt-quatre blessés sont toujours à l'hôpital. — (Reuters.)

Avis aux femmes qui travaillent.

Pour vous, un nouveau type de résidence vient d'être conçu avec le concours de femmes, de sociologues et d'Hervé Picot. Aux Clefs d'Ariane, vous ne serez pas seulement propriétaire de votre appartement, mais vous disposerez, pour vous aider à régler les problèmes qui se posent à vous

chaque jour, des services tels que : garde d'enfants, étude surveillée, infirmerie, entretien dépannage, aide ménagère, mini-épicerie, etc. Visitez l'appartement modèle tous les jours de 12h 30 à 19h 30; les mardi et jeudi sans interruption de 12h 30 jusqu'à 22h; le dimanche de 14h 30 à 19h 30.



Les Clefs d'Ariane.
Appartements avec services.

☐ Je désire recevoir une documentation. ☐ Je désire prendre rendez-vous.

Nom _____ Adresse _____ Tél. _____

Hervé Picot. Information et vente Hervé Picot S.A. 62, rue d'Alleray, 75015 Paris. Tél. 828.48.40.



D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Corse

**JE SOUHAITE
QUE LES TROIS VILLAGES
DU CLUB MÉDITERRANÉE
OUVRENT NORMALEMENT**

déclare le préfet de région

(De notre correspondant.)

Ajaccio. — En visite officielle à Calvi, M. Yves Burgalat, préfet de région, a évoqué l'incident commis le 22 avril contre le Club Méditerranée à Cargèse, qui a entraîné la fermeture du village pour la saison 1977, et l'incident manqué, le 8 mai, contre les installations de la même société à Sant'Ambrigo, en Balagne.

« Il est vrai », déclare M. Burgalat, « que le Club Méditerranée n'a pas, autant que ces derniers années, fait des efforts pour que la vie économique de l'île puisse profiter de ses installations. Les choses ont bien changé, et je me dois de reconnaître l'effort très important qui dans ce domaine est fait par le Club. Ce qui m'a beaucoup frappé, c'est que des éléments qui, quelquefois, ont pris prétexte d'insécurité pour faire des fins d'intérêt local et très privé, ont répandu l'idée que le Club Méditerranée était indésirable en Corse. Or je suis de tous côtés assailli de demandes et de démarches pour que la mesure de fermeture ne soit pas concrétisée. »

« Je souhaite pour ma part, évidemment, à ajouté le préfet de région, que les trois villages de Corse, y compris celui de Cargèse, ouvrent normalement. Je réemploie à ce qu'il en soit ainsi, à la demande des élus et de la population. »

D'autre part, une charge de police a causé de très importants dégâts dans l'appartement d'un avocat bastiais, M. Vincent Stagnara, le mardi 10 mai, dans le quartier du port à Bastia. M. Stagnara est l'un des principaux animateurs du mouvement autonomiste corse Fronte Corsu.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Pas de barrage sur la Verne

A la suite d'un recours introduit par la Société du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale (S.C.P.), le tribunal administratif de Nice, présidé par M. René Roumeu, vient de prononcer l'annulation d'un arrêté du préfet du Var en date du 17 juillet 1976 déclarant d'utilité publique les travaux de construction du barrage de la Verne sur les communes de La Môle et de Collobrières, dans le Var.

La réalisation de cet ouvrage était projetée par le syndicat intercommunal de distribution d'eau de la commune de Mâures, groupant onze communes des cantons de Saint-Tropez et de Grimaud (1).

A l'appel de son recours, la

Ile-de-France

Réélu à la présidence du conseil régional

M. Michel Giraud souhaite une réforme du Syndicat des transports parisiens

Comme nous l'avons indiqué dans nos éditions de mardi, M. Michel Giraud, président sortant R.P.R. du conseil régional d'Ile-de-France, a été réélu à ce poste par 106 voix contre 52 qui se sont portées sur le nom de M. Henri Canac (P.C.), candidat unique de la gauche.

Une partie du bureau a été également renouvelée : M. Pierre Bas (R.P.R.) a été reconduit à la vice-présidence, M. Alain Grotteray (R.I.) a retrouvé son poste de rapporteur général du budget, M. M. Couve de Murville, député R.P.R. de Paris, remplace M. Christian de La Malène, qui ne s'est pas représenté, à la tête de la commission des finances.

Dans son allocution inaugurale, M. Michel Giraud a souligné les inconvénients du système électoral en vigueur, qui a provoqué depuis le 1^{er} juillet 1976 trois renouvellements du bureau. Ces interruptions répétées perturbent les travaux de l'assemblée.

UN EMPRUNT POUR LE LOGEMENT SOCIAL A PARIS ?

La Ville de Paris pourrait lancer un emprunt garanti par une « mobilisation » de son patrimoine, pour financer la construction de dix mille logements sociaux (le Monde du 10 mai). Cette mesure est étudiée par les services de la Ville.

Évoquant, mardi, la politique du logement social à Paris, la fédération de Paris du P.C. a déclaré : « Le maire de Paris ne fera pas construire dix mille logements H.L.M., comme il l'a promis, parce qu'il n'a pas approuvé la loi Barrot qui libère la construction sociale. »

Des traces d'hydrocarbures ayant été relevées dans les terrains voisins de la fosse où ont été entouffés 40 tonnes de mazout provenant du « Boehlen », la municipalité de Quimper a décidé de faire enlever ces résidus.

Le pétrole, mélangé de sable, de galets et d'algues, est enterré dans des sacs en plastique. Ceux-ci seront placés dans des conteneurs entreposés à la station d'épuration de Quimper jusqu'à ce qu'on ait trouvé une solution pour se débarrasser de ces déchets polluants.

Cette affaire, qui embarrasse le maire de Quimper, M. Marc Becam (R.P.R.), secrétaire d'État aux collectivités locales, aura sans doute des retombées positives. M. Becam a décidé de créer dans la Mairie une organisation permanente regroupant élus et fonctionnaires, et chargé de s'occuper de la pollution par les hydrocarbures.

D'autre part, au large de l'île de Sein, le navire-épave « Etrel » a été repêché. Le pétrole encore contenu dans les cuves de l'épave du « Boehlen ». Le mazout sera brûlé sur place à l'aide d'une torche.

(1) Gassin, Collobrières, La Môle, Plan-de-la-Tour, Grimaud, Cogolin, Ramatuelle, Saint-Tropez, La Croix-Valmer, Cavalaire et Le Rayol-Canadel.

S.C.P., société d'économie mixte créée en 1957 pour assurer l'entretien et l'aménagement de la région provençale (S.C.P.), le tribunal administratif de Nice, présidé par M. René Roumeu, vient de prononcer l'annulation d'un arrêté du préfet du Var en date du 17 juillet 1976 déclarant d'utilité publique les travaux de construction du barrage de la Verne sur les communes de La Môle et de Collobrières, dans le Var.

La réalisation de cet ouvrage était projetée par le syndicat intercommunal de distribution d'eau de la commune de Mâures, groupant onze communes des cantons de Saint-Tropez et de Grimaud (1).

A l'appel de son recours, la

Sans doute en Espagne et en Belgique, chez Renault, on pourra ainsi établir des points de comparaison entre les performances de la voiture et celles des meilleurs pilotes du monde. Après la mise en service officielle de la voiture Renault, le projet de participer régulièrement aux épreuves du championnat du monde. Deux voitures seront engagées en 1978, Jean-Pierre Jabouille en conduira naturellement une. L'autre sera confiée à un Français ou à un étranger de nationalité. Aucun nom n'est encore prononcé mais le choix de Renault devrait cependant être assez vite connu, la période des transferts commençant à la mi-mai, surtout pour les pilotes de premier plan.

C'est avec le plus grand intérêt que sont attendus les premiers tests de la RS 01. Tout est nouveau, le moteur suralimenté, le châssis, les pneumatiques, le pilote et l'équipe technique de la RS 01. La venue de Renault en formule 1 s'accompagne de celle de Michelin, qui se lance officiellement dans la haute compétition avec une solution inédite : des pneus à carcasse radiale. Michelin, qui tente une percée commerciale aux États-Unis, s'attaque à Goodyear, premier fabricant mondial dont la situation de monopole en formule 1 est donc menacée.

Linconnue, dans la pratique — c'est-à-dire en course — reste le temps de réponse du turbocompresseur. Son action n'est pas permanente — le turbocompresseur se déclenche à un certain régime — et c'est pour une bonne part de la capacité des techni-

ciens de Renault à maîtriser ce problème (1) que dépendra la compétitivité de la RS 01. Les résultats obtenus sont, paraît-il, satisfaisants, mais l'on sait que la meilleure épreuve reste la course.

Il n'est pas impossible que Jean-Pierre Jabouille ait quand même des surprises en peloton sur des circuits nouveaux, là où le temps de réponse du turbocompresseur devra être quasiment instantané, pour disposer de la pleine puissance de son moteur.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Avec l'appoint du turbocompresseur, la puissance du moteur est de l'ordre de 500 ch. Sans le turbo, le moteur délivrerait un simple 150 ch et sa puissance diminuerait de moitié.

FOOTBALL. — Mardi 10 mai, à Solihull, au terme d'un match de qualification pour la Coupe du monde, la Grèce a battu l'Union soviétique 1 à 0. N'ayant pu faire mieux que le match nul, 0 à 0, au match « aller », sur leur terrain, les Soviétiques ont dû s'arrêter à la mi-temps. Les deux équipes ont joué à la phase finale de la Coupe du monde.

ALPES. — Deux alpinistes d'Allemagne fédérale et un Shérpa sont parvenus, le 8 mai, au sommet de l'Hotot, qui est, avec ses 5 901 mètres, la quatrième plus haute montagne de l'Himalaya. Personne n'avait réussi l'ascension de ce sommet depuis qu'il avait été conquis par une expédition suisse, en 1950.

EQUIPEMENT

A PROPOS DE...

LA MISSION INTERMINISTÉRIELLE
ARCHITECTURE-CONSTRUCTION

Moins de grisaille dans les édifices publics

Une mission interministérielle architecture-construction, chargée de coordonner l'action administrative afin d'améliorer la qualité architecturale des édifices publics, pourrait être créée prochainement.

Après la présentation au conseil des ministres du 12 janvier des conclusions du rapport Cornuau (« le Monde » du 13 janvier) sur la commande publique, une série de décisions ont été préparées et devraient être présentées prochainement par M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, au premier ministre.

La mission, qui pourrait être présidée par M. Bernard Tricot, conseiller d'État, ancien secrétaire général de la présidence de la République, dépendrait du ministère de la culture et aurait une tâche d'information et d'incitation.

Information sur l'activité de ministères comme ceux de la santé, des P.T.T., de l'éducation nationale, de la défense, des finances ou de l'intérieur, qui construisent hôpitaux, bureaux de poste, écoles et collèges, perceptions ou commissariats de police. Incitation à l'architecture par la mise en œuvre de certaines recherches techniques ou architecturales. Pour cela, la mission disposerait d'un budget minimum de 4 millions de francs environ, en plus des crédits strictement nécessaires au fonctionnement d'une petite équipe (1,7 million de francs selon une première estimation).

En plus de ces moyens financiers — un peu symboliques —

Assouplissement des règles de financement

Enfin, et c'était là une des propositions du rapport Cornuau, chaque ministère réserverait 5 à 10 % de ses crédits à un « architecte-pilote » ou à un « architecte-pilote » ou à un « architecte-pilote ». Les ministères et les règles de financement seraient assouplies (un dépassement de 15 % du coût serait admis). Ce secteur-pilote devrait permettre de prouver que la recherche de la qualité et l'innovation sont compatibles avec le sérieux de la construction publique. Il fonctionnerait un peu sur le modèle du plan-construction créé en 1972 par le ministère de l'équipement, qui a permis de développer, en matière de logement social, la plan-construction de logements sociaux. La plan-construction deviendrait d'ailleurs le secteur-pilote de ce ministère pour l'habitat.

Reste à négocier avec les responsables qui bénéficient d'une prime d'ancienneté, l'abandon de leurs activités de recherche, technologiques no-

talement, qui devraient être directement contrôlées par la nouvelle mission interministérielle. Cette négociation est en cours.

Quant aux ministères, ils sont en principe d'accord pour faire un effort de créativité sur le thème de leur production, bien sûr, mais ils ne veulent pas se voir imposer de règles de financement. Un des points du rapport Cornuau retenu par les décisions à prendre prochainement concerne la formation des maîtres d'ouvrage, c'est-à-dire des fonctionnaires qui établissent les programmes des bâtiments, à construire et dirigent en principe le travail des architectes. Malgré son apparence anodine, c'est l'application de cette décision qui détermine de la manière la plus décisive les réformes en préparation.

MICHELLE CHAMPENOIS.

PÊCHE

L'IRLANDE
REJETTE L'ULTIMATUM
DE LA COMMISSION
DE LA C.E.E.

« L'Irlande maintiendra sa limite de pêche à 50 milles », a déclaré, mardi 10 mai, M. Patrick Donaghy, ministre des pêches de Dublin. Cette déclaration intervient quelques heures seulement après que la commission de la C.E.E. ait adressé un « avis motivé » au gouvernement irlandais lui demandant de supprimer, avant le 1^{er} juin, les mesures unilatérales interdisant aux chalutiers de plus de 33 mètres de pêcher dans une zone de 50 milles au large de ses côtes. Le conflit entre la C.E.E. et l'un de ses membres est donc ouvertement déclaré, et la Cour de justice de Luxembourg sera à la fin du mois les prochains jours.

D'autres conflits risquent de surgir, notamment avec les îles Féroé, qui dépendent du Danemark, mais qui prôlent à un statut spécial, ne font pas partie du Marché commun. M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, doit s'entretenir de ce sujet avec les autorités danoises, jeudi et vendredi, à Copenhague.

Pour sa part, dans une lettre aux termes très sévères qu'il vient d'adresser au président du conseil des ministres des Communautés européennes, M. Jacques Huret, président du comité consultatif des pêcheries de la C.E.E. et président des armateurs français à la pêche, dénonce « les fautes, les hésitations et la faiblesse de la volonté politique qui paraît caractériser la recherche par les plus hautes autorités (communautaires) des solutions dont l'urgence s'impose ».

L'EXPANSION DES ZONES INDUSTRIELLES ET PORTUAIRES MENACE L'OSTRÉICULTURE

L'ensemble des questions relatives au secteur de l'ostréiculture a fait l'objet d'une « table ronde » présidée, mardi 10 mai, par M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports. Avec une production de 40 000 tonnes de moules et près de 100 000 tonnes d'huîtres en 1976, la France occupe le premier rang dans l'Europe de l'Ouest.

Si les activités ostréicoles peuvent facilement se concilier avec la navigation, de plaisance et la tourisme, les conflits d'intérêt et de localisation ont déjà éclaté à de nombreuses reprises, notamment lors de l'aménagement des grandes zones industrielles et portuaires (Le Verdon et emboîture de la Gironde notamment).

D'autre part, les professionnels sont de plus en plus menacés par la pollution des fleuves et des eaux littorales.

C'est pourquoi le gouvernement a décidé, en septembre 1975, d'établir un schéma directeur national de la conchyliculture ayant pour objet la maîtrise et la protection des zones ostréicoles existantes, la réhabilitation et la préservation des sites nouveaux pour l'avenir, la recherche d'une meilleure coexistence avec les autres activités du littoral.

MICHELLE SOLAT.

(1) Jean-Pierre Montaron, Les Jeunes en prison, éditions du Seuil, 254 p., 35 francs.

SPORTS

AUTOMOBILISME

La nouvelle Renault de formule 1 devrait faire ses débuts en compétition le 3 juillet au Grand Prix de France

C'est Jean-Pierre Jabouille, trente-quatre ans, qui aura la charge de mettre au point et de conduire en compétition la formule 1 Renault (RS 01). Jean-Pierre Jabouille est un nouveau venu dans la discipline la plus prestigieuse du sport automobile, mais tout laisse à penser qu'il possède l'expérience nécessaire pour se tirer d'affaire au mieux. Champion d'Europe de formule 2, pilote de prototypes, il est sans doute le conducteur-essayeur type. Son action n'aura pas comme seule limite la conduite ou les réglages de la voiture. Ses avis techniques sont écoutés, ses propositions sont retenues, et il a d'ailleurs dans le domaine de la conception des voitures quelques références probantes. C'est lui qui est en grande partie à l'origine de la réussite de l'RS 01, voiture avec laquelle il a remporté le championnat d'Europe l'année dernière.

Il semble en tout cas que toute l'équipe Renault a formulé le travail dans la meilleure harmonie. C'est au départ de l'« atelier » un point positif pour François Castaigne, responsable du projet de formule 1. Gérard Larrousse, directeur du service compétition, Michel Hubert, chargé de l'aérodynamique, et Jean Sage, qui devra, dans la pratique, mettre en œuvre la voiture sur les circuits.

Il est prévu que la voiture fera ses débuts en compétition, et tout va bien, pour le Grand Prix de France (le 3 juillet à Dijon). D'ici là, des essais auront lieu sur plusieurs circuits, et notamment sur ceux où la concurrence a, ou aura, disputé des grands prix.

clé de Renault à maîtriser ce problème (1) que dépendra la compétitivité de la RS 01. Les résultats obtenus sont, paraît-il, satisfaisants, mais l'on sait que la meilleure épreuve reste la course.

Il n'est pas impossible que Jean-Pierre Jabouille ait quand même des surprises en peloton sur des circuits nouveaux, là où le temps de réponse du turbocompresseur devra être quasiment instantané, pour disposer de la pleine puissance de son moteur.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Avec l'appoint du turbocompresseur, la puissance du moteur est de l'ordre de 500 ch. Sans le turbo, le moteur délivrerait un simple 150 ch et sa puissance diminuerait de moitié.

FOOTBALL. — Mardi 10 mai, à Solihull, au terme d'un match de qualification pour la Coupe du monde, la Grèce a battu l'Union soviétique 1 à 0. N'ayant pu faire mieux que le match nul, 0 à 0, au match « aller », sur leur terrain, les Soviétiques ont dû s'arrêter à la mi-temps. Les deux équipes ont joué à la phase finale de la Coupe du monde.

ALPES. — Deux alpinistes d'Allemagne fédérale et un Shérpa sont parvenus, le 8 mai, au sommet de l'Hotot, qui est, avec ses 5 901 mètres, la quatrième plus haute montagne de l'Himalaya. Personne n'avait réussi l'ascension de ce sommet depuis qu'il avait été conquis par une expédition suisse, en 1950.

FOOTBALL

● LILLE : une société d'économie mixte pour sauver le LOSC ?

(De notre correspondant.)

Lille. — La démission de M. Paul-Marie Delannoy, président du Lille Olympic Sporting Club (LOSC), et du comité directeur, annoncée le vendredi 8 mai, n'est qu'une étape dans la procédure complexe engagée pour sauver l'équipe lilloise, dont le déficit avoisine les 1 700 000 francs. On a voulu cette fois éviter un dépôt de bilan qui aurait entraîné la liquidation du club. Deux membres du club, M. Jacques Deschodt, restant donc administrateur provisoire en attendant que le relais soit pris par l'association pour le développement et la promotion du LOSC que préside M. Jacques Dewailly, organisme qui doit se transformer en société d'économie mixte avec la participation de la municipalité, des clubs de football de la ville de Lille, qui verse 700 000 francs de subventions par an au LOSC, a convenu un effort financier de 2 millions de francs pour la création de cette association, sans compter le coût de construction d'un stade de 25 000 places, à l'emplacement d'un terrain de football, qui sera financé par la ville de Lille.

De plus en plus de jeunes déconseillent la prison. En général, à l'occasion d'un « délit mineur », qui en bonne logique de société, de consommation, concerne davantage les biens que les personnes, et dans 80 % des cas, un « délit mineur », symbole de jeunesse de notre époque.

Ces jeunes qui se font dans la masse des détenus, qu'étaient-ils auparavant ? Des sous-prolétaires accumulant tous les han-

JEUNESSE

UN DÉBAT SUR LES JEUNES EN PRISON

« De la monotonie à l'inactivité »

« Ils sont jeunes. En prison, ils sont en fin de carrière. Ils ont fait savoir ce que c'est que la privation de liberté et les frustrations : c'est insupportable ! »

Un centre de jeunes détenus, lors du débat organisé par l'Association presse-information-jeunes (A.P.I.J.),

« Ils sont jeunes. En prison, ils sont en fin de carrière. Ils ont fait savoir ce que c'est que la privation de liberté et les frustrations : c'est insupportable ! »

Un centre de jeunes détenus, lors du débat organisé par l'Association presse-information-jeunes (A.P.I.J.),

« Ils sont jeunes. En prison, ils sont en fin de carrière. Ils ont fait savoir ce que c'est que la privation de liberté et les frustrations : c'est insupportable ! »

Un centre de jeunes détenus, lors du débat organisé par l'Association presse-information-jeunes (A.P.I.J.),

« Ils sont jeunes. En prison, ils sont en fin de carrière. Ils ont fait savoir ce que c'est que la privation de liberté et les frustrations : c'est insupportable ! »

Un centre de jeunes détenus, lors du débat organisé par l'Association presse-information-jeunes (A.P.I.J.),

« Ils sont jeunes. En prison, ils sont en fin de carrière. Ils ont fait savoir ce que c'est que la privation de liberté et les frustrations : c'est insupportable ! »

Un centre de jeunes détenus, lors du débat organisé par l'Association presse-information-jeunes (A.P.I.J.),

« Ils sont jeunes. En prison, ils sont en fin de carrière. Ils ont fait savoir ce que c'est que la privation de liberté et les frustrations : c'est insupportable ! »

Un centre de jeunes détenus, lors du débat organisé par l'Association presse-information-jeunes (A.P.I.J.),

MICHELLE SOLAT.

(1) Jean-Pierre Montaron, Les Jeunes en prison, éditions du Seuil, 254 p., 35 francs.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
"Double insertion"	38,00	43,77
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Si vous avez une quarantaine d'années et avez exercé alternativement des fonctions de Responsable du personnel et des postes de Direction d'unités industrielles.

Si vous pensez que dans une entreprise il y a d'abord des hommes et que c'est d'eux qu'il faut s'occuper en premier lieu.

Si vous avez bien les pieds sur terre, si vous n'êtes ni un phrasier, ni un idéologue, ni un démagogue et si vous êtes un homme de progrès tout en sachant qu'il y a de dures réalités dont il faut tenir compte.

Si vous savez être équilibré tout en étant réaliste, si vous pensez que l'Entreprise doit offrir un autre cadre de vie à ceux qu'elle emploie, tout en restant performante.

Si vous désirez dépendre directement de la Direction Générale pour appliquer une politique définie en commun avec les autres Directeurs.

Alors écrivez-nous en joignant un C.V. détaillé, une photo et tous renseignements que vous jugerez utiles.

Direction Générale - JALLATTE S.A.,
Boite Postale n° 8 - 30170 SAINT-ETIENNE-DU-PORT.

DOWELL
SCHLUMBERGER
Compagnie Internationale
de Service
dans l'Industrie Pétrolière

recrute
dans le cadre de la création
d'un laboratoire à
SAINT-ETIENNE

1 JEUNE INGÉNIEUR
CHIMISTE

2 TECHNICIENS
CHIMISTES

Connaissance de l'anglais
indispensable
(Interview en anglais).

Un stage de quelques mois
dans la région parisienne
avant affectation à
SAINT-ETIENNE.

Envoyer lettre de candidature,
C.V. et photographies à
DOWELL
SCHLUMBERGER
M. Thion, 8, rue Beffroi,
75121 PARIS CEDEX 16.

directeur général adjoint

Groupe International, produits de grande
consommation, C.A. 400 millions, effectif 1500
personnes, recherche DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT et ses
deux adjoints de direction régionale dans une grande ville de
2 millions de Paris.

Dépendant du Directeur Général, il sera responsable de la
gestion, de l'administration et du développement d'une unité
opérationnelle comportant 300 personnes.

La poste comporte des déplacements de courte durée.
L'homme : Age minimum 30 ans, au moins 5 ans d'expé-
rience, formation supérieure indispensable, sera avant tout
un gestionnaire, un manager d'hommes, un organisateur et
un perfectionniste.

Envoyer C.V., salaire actuel et photo sous réf. 8125-M à
I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75009 PARIS

FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT

Une Société leader sur son marché et en très forte
croissance recherche :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Celui-ci sera chargé de la Direction financière et administrative et du contrôle de gestion ;
- Il aura une solide expérience en matière comptable et contrôle de gestion, ainsi qu'en administration courante (comptabilité, juridique, statistiques) ;
- L'âge souhaité : 35 ans maximum ;
- Une formation supérieure sera appréciée.

Le siège de la société est à LYON.
Les candidatures devront parvenir au :
Cabinet ORGEX, 127, avenue de Châteaufort-de-Gaulle,
93011 NOUILLY-SUR-SEINE.

SOCIÉTÉ FROMAGÈRE LEADER SUR SON SEGMENT DE MARCHÉ

CADRE DE VENTE MUSCLÉ

avec format, commerce, expérience (ESCAE ou équ.)
et justifiant d'une solide expérience de la vente
dans le domaine grande consommation.

Poste de responsabilité permettant à l'homme,
jeune et dynamique, d'acquiescer ses qualités de :

- animateur, négociateur ;
- gestionnaire, concepteur Merchandising.

Formation assurée.
Situation d'avenir et capabla.

Résidence : ville importante à 140 km de Paris.
Déplacements très fréquents.

Envoyer curriculum vitae, photo et photographies
sous le numéro 8.984, « Le Monde » Publi-
cité, 8, rue des Italiens - 75121 PARIS (9).

Manufacture de tilerie
recherche URGENT
secrétaire de direction, homme
H.E.C. ou équivalent, désirant
s'installer en Langue-oc.

Ecrire
Mme FRAISSE Tilerie,
usine des Carres, B.P. 14,
34700 LOUVEVE,
avec photo et C.V.

Import. société pour Angoulême
recherche
pour son service comptabilité
clients - trésorerie

COMPTABLE QUALIFIÉ
25 ans minimum, dynamique et
expérimenté, ayant un bon sens
de l'organisation comptable et
des relations.

Env. C.V., photographies et photo
à Hervé Angoulême, n° 94.

Société d'Expertise Comptable
région Ouest
orientée vers la gestion
et le conseil recherche

ASSISTANTS DE CABINET
O.E.C.S., complet ou en cours
Ecr. n° 8.938, « Le Monde » Pub
8, r. des Italiens, 75121 Paris

Caisse d'Ep. Iam de Côte-d'Or
recherche, par son bureau d'étud
UN ING. EN ORGANISATION
tit. am. brev. de des. 5.000 F
Possibilité de promotion rapide
Apr. conv. avec C.V. au Direct
de la Caisse d'Ep. Familiales
8, boulevard Clemenceau,
51021 OULON CEDEX

Nous prions instamment nos annon-
ceurs d'avoir l'obligeance de répondre
à toutes les lettres qu'ils reçoivent et
de restituer aux intéressés les docu-
ments qui leur ont été confiés.

offres d'emploi

offres d'emploi

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

La Direction Développement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION recherche un

INGENIEUR "CONTRAT"

Sous le contrôle du Chef de Projet, cet Ingénieur assumera deux responsabilités principales :

1. - Responsabilité « budget/contrôle des coûts »
« Dès le début du projet, il propose et bâtit un cadre budgétaire, puis fait le budget en fonction des données techniques et chiffrées provenant de tous les services concernés qu'il a à consulter (groupe Ingénierie, assurances, financiers, etc.). »
« Il assure et met en place le contrôle des coûts du projet en situant régulièrement le niveau des dépenses par rapport au budget qu'il communique au Chef de Projet et aux Intéressés pour avis. »
« Il analyse les coûts des postes budgétaires, il vérifie leurs structures par rapport à celles de projets analogues antérieurs. Il en déduit les modifications à introduire dans la gestion du projet. »

2. - Responsabilité « Contrats »
« Il lance les appels d'offres et coordonne l'élaboration des documents techniques émis par les techniciens de contrats types et/ou suivant directives du Chef de Projet. »
« Il contribue au dépouillement des appels d'offres et à la rédaction des documents de synthèse. »
« Sous la responsabilité du Chef de Projet, il organise la négociation entre soumissionnaires et toutes les personnes concernées. »
« Il assure la suivi administratif et financier des contrats (amendements, travaux supplémentaires, litige, etc.). »

Vous avez 35 ans minimum. Vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieur et votre expérience vous a familiarisé avec la gestion technique de contrats. Vous connaissez et pratiquez parfaitement l'anglais. Vous acceptez des missions fréquentes de durée variable à l'étranger et serez même disposés à une expatriation.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre C.V., manuscrit et photo au Service Recrutement 5, rue Michel-Ange 75781 PARIS CEDEX 16, sous référence : 77015.

OFFICE PUBLIC D'H.L.M. DE LA VILLE DE PARIS

PRÉPARATEUR DE TRAVAUX

DOS/VS - POWER/VS
Ecr. C.V. photo, références
O.P.H.L.M.V.P.
48, rue du Cardinal-Lemoine,
75221 PARIS CEDEX 05.

EDITEUR
livres de haute qualité
recherche

CHEF
DE PUBLICITÉ

- Expérience confirmée ;
- Créatif, rigoureux, bien ;
- Animateur ;
- Connaît de l'édition souhai.

Ecrire lettre manuscrite
avec C.V. à : LEPAGE,
26, rue Fontenay,
75017 PARIS.

RESPONSABLE
ADMINISTRATION
COMMERCIALE

recherché par filiale
Société Américaine
Electronique

Expérience exigée en
Import, export, transports,
traitement commandes clients,
gestion des stocks.

Appréhension U.S.A.
Anglais courant indispensable.
Responsabilité 10 personnes.

Ecr. avec C.V. SOULI ALICO,
B.P. 31-9110 LONGJumeau.

PARIS-P
CIE D'ASSURANCES rech.

REDACTEUR
CORRESPONDANT

RISQUES DIVERS
expérience dans cette
branche d'Assurances
NIVEAU SOUS-CHEF

Ecr. avec C.V. et photo
n° 4.333 à L.T.P. 31, bd de
Neuveville, 75002 Paris ou à
Recherches quartier Eboule.

COLLABORATEURS
qualifiés, exp. spécialisée.
Libre rapidement pour
partir à responsabilité
à l'étranger. Expérience comptable
250-37-42 ou 250-37-75.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
PARIS-P
recherche
en vue formation
Rédacteur Incendie
libre O.M.

JEUNE FILLE
Bac C ou O ou niveau.
Ecrire lettre manuscrite
avec photo n° 3.468
31, bd Bonne-Nouvelle,
75002 PARIS.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

LA DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES

recherche

TITULAIRES d'une MAITRISE d'INFORMATIQUE

ou d'une

MAITRISE d'INFORMATIQUE APPLIQUEE à la GESTION

Pour le développement d'importants projets informatiques
dans le domaine de la gestion du personnel

ADRESSER CV manuscrit AVANT LE 23 MAI 1977 à :

La Direction du Personnel et des Affaires Sociales
Bureau B2

20 avenue de Ségur 75700 PARIS

UN ADJOINT HOMME à CHEF COMPTABLE

Thésaire 675 millions
professionnel expérimenté
Comptabilité générale,
fiscalité et comptabilité
analytique, méthodes de
travail.

Situation d'avenir.
Candidat ne possédant pas
ce profil s'excuse.

Ecr. C.V., photographies, 31
(retourner), sous n° 7.200
L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle,
75002 PARIS.

CIE D'ASSURANCES
rech. pour son SERVICE
PRODUCTION AUTOMATIQUE

REDACTEUR
CORRESPONDANT
EXPERIMENTE
A.M. ou
NIVEAU SOUS-CHEF

Lieu de travail : CLON

Ecr. avec C.V. et photo
n° 4.333 à L.T.P. 31, bd de
Neuveville, 75002 Paris ou à
Recherches quartier Eboule.

Expert Comptable
COLLABORATEUR D.E.C.
Expér. Cabinet Indépendant
gestion complète des P.C.E.
P.C.E. - T.R. 36-62-63



ZONE INDUSTRIELLE 67640 FEGERSHEIM

UN CHEF DE DEPARTEMENT SYSTEMES & ORGANISATION

Le Manager Administration et Finances de notre
unité de production (effectif 450 personnes)
recherche : Coordinateur :

- l'information d'expérience ou de médiation
qualité "généraliste" de talent ;
- Coordinateur entreprenant mais réaliste, sachant
priorité, concevoir, réaliser et dialoguer.

VOS OBJECTIFS ?

- Créer et améliorer les systèmes et procédures
administratives et de gestion, informatiques ou non.

VOS FONCTIONS ?

- Diriger la fonction "Organisation et Méthodes" ;
superviser le développement et le suivi des systèmes,
méthodes et procédures.

Diriger la fonction "Informatique" : étudier et créer
les systèmes informatiques, plus particulièrement
orientés production, suivi des ventes.

De formation supérieure, H.E.C. Ecole d'Ingénieur,
ou équivalent, vous aurez une expérience de quelques
années actives dans la gestion d'un service infor-
matique, de préférence dans une unité de production.
La connaissance de la langue anglaise est indis-
pensable.

UN CHEF DE DEPARTEMENT COMPTABILITE
& PRIX DE REVIENT

Il sera plus particulièrement responsable des
services de comptabilité générale et analytique, de la
tâche et des opérations fiscales de l'unité de
production.

Homme de dialogue et de la concertation,
il coordonnera l'ensemble des activités de ses
services.

Mis par le développement de l'informatique au sein
de l'entreprise à l'heure de son développement,
il a réalisé les bases des utilisateurs et a
participé à la rédaction du cahier des charges d'un
nouveau système de prix de revient ;

- à améliorer l'ensemble des systèmes et des
procédures en place.

De formation supérieure, H.E.C. Sup de Co, ESCP
ou équivalent, il aura une expérience de quelques
années actives en qualité de responsable d'un
service comptable et financier.

L'expérience de la comptabilité analytique est très
souhaitable ; la connaissance de la langue anglaise
est un atout.

Nous invitons les candidats à nous adresser leur
CV et photo sous le n° 8.984, « Le Monde » Publi-
cité, 8, rue des Italiens - 75121 PARIS (9).

Important Etablissement Portuaire

recherche
pour son Service Maintenance

UN INGÉNIEUR A.M. ou équivalent

Il sera chargé de seconder le Chef du Service
Exploitation.

Le poste comporte des responsabilités importantes,
en particulier :

- Animation des équipes d'intervention ;
- Elaboration des programmes de travaux ;
- Participation à la gestion du Service.

Le candidat, âgé d'environ 32 ans, devra avoir
fait preuve, au cours de plusieurs années d'expé-
rience, de ses compétences techniques et de son
aptitude au commandement des hommes.

La carrière offerte pourra évoluer rapidement pour
une personnalité de valeur.

Les dossiers de candidature (C.V., lettre manuscrite
et photographies) seront traités confidentiellement
par :

Bovard, Gauthier, Martineux et Associés
Conseillers de Direction
56, rue Jacob, 75279 PARIS CEDEX 6.

Centre Médical Privé - Montpellier

RECHERCHE

Pour organiser et diriger le Service d'Information,
de documentation et de traitement de données
médicales.

CHEF DE SECRÉTARIAT

ayant une expérience
et commandement.

Préférence sera donnée à candidat connaissant :
sténodactylo et anglais.

Ecrire avec curr. vitae détaillé et prêt. au n° 8.986,
« LE MONDE » P. 5, rue des Italiens, 75121 Paris-9.

etap

GROUPE ALPES

PARMI LES

DIRECTEUR DES

RELATIONS PUBLIQUES

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

et

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SYNDICATS

LE XIII^e CONGRÈS DE F.O.

Après l'appel à la grève nationale, les délégués marquent leurs distances vis-à-vis de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

Les dirigeants des organisations C.G.T., C.F.D.T. et FEN se sont vivement félicités de l'appel, lancé mardi 10 mai, par M. André Bergeron, au faveur d'une grève nationale interprofessionnelle. Le 24 mai, date retenue pour cette journée d'action, la France risque d'être paralysée puisqu'il semble déjà acquis que, dans les grandes entreprises nationalisées (S.N.C.F., E.G.F., R.A.T.P.) et dans la fonction publique, l'appel simultané ou parallèle des quatre grands syndicats à un arrêt de travail sera largement suivi. D'autres consignes d'action seront vraisemblablement lancées, à l'instar de celles que vient de donner l'UNEF, qui appelle les étu-

dants à participer aux manifestations du 24. La décision prise par les instances dirigeantes de F.O. et annoncée dès l'ouverture du XIII^e congrès de cette centrale a marqué les débats qui se sont engagés à Vichy. Dans de nombreuses interventions, les délégués ont précisé que F.O. conserverait ses distances vis-à-vis de la C.G.T. et de la C.F.D.T. L'éventualité d'une victoire de la gauche a également été souvent évoquée et amenée des militants à rappeler leur opposition à toute politique dirigée des salaires, qu'elle vienne de droite ou de gauche.

De notre envoyée spéciale

Vichy. — Ratifiée par les acclamations des deux mille délégués de F.O. dès que M. Bergeron l'avait proposée, la grève générale du 24 mai est devenue la loi des débats du congrès de Vichy. Aucune voix ne s'est élevée pour il n'y a guère eu d'intervention qui n'y fasse allusion et ne compte une mise en garde. « On pourrait se demander si notre arme ultime était tellement rodée qu'on ne pouvait plus la sortir du fourreau », a dit un délégué en ironisant sur le « papier de verre » qui l'avait remise en état.

Comment s'est opéré ce raidissement, alors que la direction de F.O. avait voulu ignorer totalement le jour même le 28 avril par la C.G.T. et la C.F.D.T. dans le secteur public et nationalisé, même si des débrayages « unitaires » avaient été enregistrés, les cheminots et les mineurs F.O. ayant cessé le travail. De même en Loire-

Atlantique et dans les Ardennes, les syndicats F.O. s'étaient joints au mouvement, en compagnie des enseignants de la FEN.

Le virage décisif a été pris quand, après la rupture des négociations avec M. Lidot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, les

qui emboûchaient la trompette de l'unité organique sont des sous-mariniers ou des masochistes. Il y a donc pas de ralliement aux consignes des autres centrales. Cette dégradation est revenue d'innombrables fois sur les lèvres des militants F.O. Les consignes seront « parallèles », « complémentaires », mais « F.O. se battra sur ses propres mots d'ordre, elle se fera ses propres armes ». La volonté de se démarquer s'est traduite également dans les attaques habituelles contre la C.G.T. et la C.F.D.T. Souvent, aussi, les délégués se sont placés avec force sur le terrain politique, dans la perspective des prochaines élections législatives, comme on pourrait s'y attendre. Certains ont constaté que la politique prend de plus en plus le pas sur le social. Pour eux, le programme commun de gouvernement et les changements qu'il apporterait dans la vie économique et sociale se traduisent par une politique des revenus dont F.O. ne veut à aucun prix. Elle rejette toute indemnité à quelque indice de prix que ce soit et entend préserver en toute circonstance la liberté de discussion des salaires.

Le soutien à un tel programme de peut que dévoyer les travailleurs en les préparant à une asservissement à l'Etat, à dit par exemple un militant ouvrier de Loire-Atlantique, M. Malnoé, qui pratique de longue date l'unité d'action.

La planification démocratique et l'autogestion ont été une fois de plus clouées au pilori. « Elles ne signifient nullement le pouvoir aux travailleurs, qui ne connaissent que des choix secondaires », a-t-on dit d'autres intervenants.

En fin d'après-midi, les critiques portées aussi sur les militants de F.O. auteurs de deux projets de motions d'orientation qui commencent à circuler de table en table.

Que disent ces textes ? L'un d'eux énonce, semble-t-il, de militants du parti socialiste de la région parisienne, appartenant aux syndicats des P.T.T. de la banque et de l'E.D.F. Il préconise, pour résoudre le chômage, des mesures d'urgence, en entrant dans l'économie dirigée, en nationalisant le crédit, etc. Il comporte aussi des propositions sur la loi du 10 mai 1965, sur la planification, il réaffirme l'indépendance du mouvement syndical, mais précise que F.O. loin d'être indifférente, n'est pas apolitique. Ce texte englobe quelques formules chères aux « révolutionnaires » et trotskistes qui comptent les rangs de F.O. Ceux-ci ont peu goûté le cocktail en question et M. Hébert leur a répondu par quelques formules « tous azimuts » telles que : « Nous combattrons le plan Barre, nous serons tout ou rien, nous nous engageons à un plan Rocard », ou encore : « Il se veut révolutionnaire ? Il veut faire l'économie d'une révolution ».

Dans la soirée, les délégués militants socialistes ont pris leur revanche. Ils réclamaient de l'appareil de F.O. une action incisive et tenant compte des perspectives ouvertes par la gauche au pouvoir. Certains laisseront même entendre que cela n'aurait pas sans une nécessaire discipline.

L'un d'eux, M. Pierson (Rhône), acheva son intervention en appelant « les camarades du parti socialiste » à se rendre à la réunion qui allait se tenir. Cette provocation calculée secoua toute la salle, et M. Pierson se fit rappeler à l'ordre. M. Bergeron condamnant vigoureusement toute formation de tendance à l'intérieur de la confédération.

Au-delà de ces escarmouches, le oui massif du congrès à la date du 24 mai avait déjà commencé à affaiblir, si besoin était, l'autorité de M. Bergeron sur sa centrale.

JOANINE ROY.

L'ANALYSE FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE

7, 8, 9 juin 1977

— séminaire destiné aux responsables financiers des entreprises
— animé par des spécialistes financiers de haut niveau
— organisé par l'Institut d'Etudes Politiques de Paris
Programme détaillé et inscriptions
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES - FORMATION CONTINUE
21, rue Saint-Guilhem - Paris (7^e) - Tél. 326-33-68

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télétransmettons.
Service Télex
345.2152 + 348.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Titre-Restaurant : La Rumeur et le Fait.

Une rumeur circule sur l'avenir des titres-restaurant, comme si les titres en question étaient des valeurs boursières.

Ces rumeurs sont sans aucun fondement. Rappelons que les titres-restaurant sont réglementés par la décision du Ministère du Travail du 9 Décembre 1962, l'ordonnance 67830 du 27 Septembre 1967, le décret 671165 du 22 Décembre 1967 et l'arrêté d'application de même date.

A la limite, un émetteur de titres-restaurant peut disparaître sans affecter autrement le fonctionnement du système.

De même, si un restaurateur ne désire plus accepter de titres-restaurant - le cas est rare - d'autres s'offrent à le remplacer.

Les entreprises utilisatrices doivent donc être pleinement rassurées. Leurs salariés bénéficieront, quelles que soient les circonstances, de l'avantage des titres-restaurant.

Il reste que les entreprises doivent soigneusement choisir la marque de l'émetteur.

Quels sont les critères de sélection ?

Ceux du simple bon sens.

1. Le sérieux, garanti par l'expérience de l'ancienneté. Le Chèque-Déjeuner C.C.R. émet des titres-restaurant depuis 1964.

2. L'efficacité, garantie par la position sur le marché. Le Chèque-Déjeuner C.C.R. est le deuxième émetteur avec 38 % des ventes, 8 600 entreprises clientes, 250 000 salariés utilisateurs, 42 716 865 chèques-déjeuner émis en 1976, 33 000 restaurants agréés.

3. Le service, garanti par la spécificité. Le Chèque-Déjeuner C.C.R. n'est la filiale d'aucun groupe. Son activité n'est conditionnée par aucun impératif extérieur à l'émission des titres-restaurant. Il émet le chèque-déjeuner et ne fait que cela.

Aujourd'hui, le Chèque-Déjeuner C.C.R. est tenu, vis-à-vis des pouvoirs publics qui ont favorisé l'expansion du titre-restaurant, vis-à-vis des entreprises qui ont adhéré à la formule, vis-à-vis des salariés qui en bénéficient, vis-à-vis des restaurateurs qui en permettent la circulation, d'assurer la gestion d'un énorme capital-confiance.

La stabilité du Chèque-Déjeuner C.C.R., c'est la sécurité absolue des entreprises qui ont ou qui vont choisir le titre-restaurant comme élément de leur politique sociale.

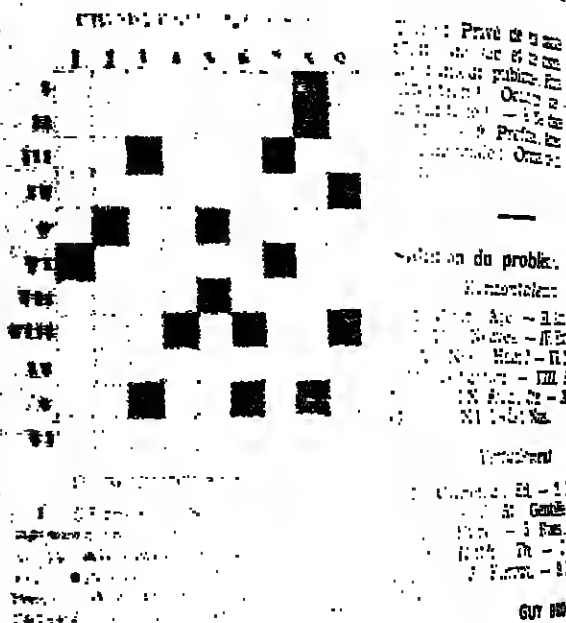
CHEQUE-DEJEUNER CCR

93, rue Lauriston - 75116 Paris

Tél. : 504.27.50

(20 lignes groupées)

MOTS CROISÉS



Journal officiel
Le virage décisif a été pris quand, après la rupture des négociations avec M. Lidot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, les



BOBO
BOBO
BOBO

PROGRÈS DE LA C.G.T. ET DE LA C.G.C. AUX USINES RENAULT DU MANS

(De notre correspondant.)
Le Mans. — Les élections des délégués du personnel qui viennent de se dérouler aux usines Renault du Mans (Sarthe) ont montré une légère progression de la C.G.T. dans le premier collège aux dépens de la C.F.D.T. et une progression très nette de la C.G.C. dans le deuxième collège, surtout aux dépens de la C.F.D.T.

RESULTATS
PREMIER COLLEGE (ouvriers). — Inscrits, 8 019 (7 819 en 1976) ; exprimés, 7 155. C.G.T., 4 213 voix, soit 58,9 % au lieu de 58,5 % (15 sièges de titulaires contre 15 l'année précédente) ; C.F.D.T., 2 942 voix, soit 41,1 % au lieu de 41,5 % (9 sièges de titulaires contre 9 l'année précédente) ; C.G.C., 142 voix, soit 1,9 % au lieu de 0,0 %.

DEUXIEME COLLEGE (employés, agents de maîtrise et cadres). — Inscrits, 1 370 ; exprimés, 1 338. C.G.T., 370 voix, soit 27,6 % (2 sièges de titulaires contre 2 l'année précédente) ; C.F.D.T., 968 voix, soit 72,4 % (10 sièges de titulaires contre 10 l'année précédente) ; C.G.C., 0 voix, soit 0,0 %.

avaient rompu l'unité antérieure. Mais la FEN a tenu un rôle discret et efficace. Si certains militants F.O. ressentent la nostalgie de n'avoir pas participé à la journée du 7 octobre 1976, première « grève » de l'opposition contre le plan Barre, et ils l'ont dit à la tribune, M. André Henry, lui, regrette de ne pas avoir participé à la journée du 28 avril. Ayant déclaré que la FEN ne ferait grève que si l'ensemble des activités publiques et privées agissaient de même, M. Henry estimait qu'il ne pouvait qu'être l'artisan de l'unité de l'entrée de F.O. dans le mouvement.

Enfin, la C.G.T. et la C.F.D.T. qui ont adopté un ton conciliant, et la FEN, ont reculé l'annonce officielle de la date de grève, qu'elles avaient déjà fixée depuis vingt-quatre heures, jusqu'à ce que M. Bergeron, à Vichy, ait lancé sa proposition.

M. Bergeron et ses amis n'ont certainement pas été insensibles à cette sollicitude. Elle désamorçait les réactions qui, par le passé, ont souvent entraîné les rapports avec les cégétistes. De la sorte, nul n'a proposé de choisir un autre jour que le 24 mai. Sans doute faut-il aussi noter, dans l'enthousiasme des congressistes, la satisfaction de passer aux actes, alors que le reste du temps c'est leur secrétaire général qui parle et renvoie les ministres, et qu'ils voient les militants des autres centrales débayer plus souvent qu'eux.

L'unité n'est pas en marche pour autant, et les dizaines d'orateurs qui se sont succédé à la tribune du palais du Lac l'ont dit sans équivoque. Parfois même avec agressivité, tel M. Hébert, le porte-parole de la tendance anarcho-révolutionnaire, qui déclarait péremptoirement : « Ceux

27/29 RUE CHATEAUBRIAND à 250 m de l'Etoile

immeuble de 3000 m² de bureaux

entièrement cloisonné et climatisé - 62 parkings

A LOUER D'UN SEUL TENANT



Knight Frank & Rutley France

16, place Vendôme 75001 Paris
tél. 260.67.53 / télex 220753 F

Amsterdam, Bruxelles, Fero, Genève, Kaduna, Kano, Lagos, Londres, Port Harcourt, Téhéran

(PUBLICITE)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE
ET POPULAIRE**

MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS

الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT
NUMERO 02-1977

Un appel d'offres international restreint est lancé en vue de la fourniture du matériel de servitude aéronautique suivant :

RUBRIQUE	NOMBRE
PASSEPORTS AVIONS TRACTEURS	20
PASSEPORTS AVIONS AUTOTRACTEURS	20
VEHICULES SAU POTABLES	20
VEHICULES VIDE TOLLETS	20
TAPIS ELEVATEURS A BAGAGES AUTOTRACTEURS	20
TRACTEURS DE CHARIOTS A BAGAGES	20
PLATE-FORME ELEVATEURS	20
CHARIOT A BAGAGES 4 TONNES	20
CHARIOT FORTE-CONTAINERS	20
CHARIOT FORTE-PALETTE	20
ASPIRATEURS AVIONS	20
EXTINCTEURS SUR CHARIOTS	20
ELEVATEURS A FOURCHES ELECTRIQUES	20
ELEVATEURS A FOURCHES DIESEL	20
CHARIOTS DE BATTENTES	20
CAMION ELEVATEUR (Hélicoptère)	20

Les constructeurs intéressés pourront retirer le cahier des charges auprès d'ALGERIE, Direction des Opérations, Aéroport International d'Alger-Dar El Beïda dès le 1^{er} Mai 1977.

Les soumissions devront parvenir sous double enveloppe cachetée avec la mention « A ne pas ouvrir - Appel d'offres n° 02/77 - Matériel de servitude aéronautique » avant le 31 Mai 1977, délai de rigueur à l'adresse ci-dessus indiquée.

CAPELOU



■ ELEMENTS COMPOSABLES
tous styles et essences de bois
■ Armoires de rangement, secrétaires, bibliothèques
■ ARMOIRES-LITS relevables à 1 ou 2 places
■ Chaque élément peut être fourni séparément
■ QUALITE ROBUSTESSE

CAPELOU
37, av. de la République (111)
Métro Parmentier - 357.46.35

**VOS VACANCES
CHEZ JIMMY CARTER**

Les grands voyages de l'été se préparent dès maintenant et avec les bonnes adresses de Gault et Millau, vous mettez toutes les chances de votre côté. Au sommaire du Nouveau Guide Gault-Millau de mai l'Amérique de Jimmy Carter (16 pages), Bali et l'Ecosse.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

LES AIDES A LA CRÉATION D'EMPLOIS DOIVENT PRIVILÉGIER LA MAIN-D'ŒUVRE NATIONALE déclare M. Monory

Après l'ère de l'exportation à tout prix, de nos jours, la création d'emplois doit privilégier la main-d'œuvre nationale. M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, a tenu, le 10 mai, à l'occasion d'une conférence de presse, à Paris, un tel propos. Selon le ministre, la création d'emplois doit privilégier la main-d'œuvre nationale disponible — orientée en priorité vers les régions semi-rurales. M. Monory voudrait que soient réduits « les obstacles financiers » auxquels sont confrontés ceux qui veulent créer ou implanter des entreprises.

Pour le nouveau ministre, il faut, bien sûr, « totalement écarter l'idée de protectionnisme », mais, il faut « lutter contre toute forme de dumping, de concurrence qui ne soit pas à armes égales ; prévoir une globalisation des clauses de sauvegarde pour permettre à nos branches industrielles menacées, en particulier le textile, de s'adapter ; mettre en place en France, comme cela se fait aux États-Unis, une politique de normes beaucoup plus rigoureuses ».

M. Monory s'est déclaré partisan d'une « politique de vérité des prix », dans le respect de l'indice. Celle-ci s'appliquerait également aux entreprises nationales, qui doivent « arriver progressivement à leur droit de l'État prenant en charge financièrement tout ce qui relève de leurs activités de service public ». Enfin, une autre mesure devrait améliorer les structures financières des entreprises : la réévaluation des bilans, qui sera inscrite dans la loi de finances de 1978.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

BILLET

LE CROISÉ DE SAINT-CHRISTOL

De fond de sa bourgeoisie du Gard, qui a pour lui non Saint-Christol-le-Ale, un petit patron même actuellement un bien curieux croisé. P.-D. G. d'une entreprise de confection, qui emploie cent quatre-vingt-douze salariés, dont 95 % de femmes, M. Gérard Furon édite tract sur tract, acte en justice, défile M. Georges Séguin en un « face-à-face télévisé », qui devrait être l'épreuve de vérité nationale. « Je fais le sacrifice de mon entreprise et de douze ans de travail pour défendre cette cause. »

Quelle cause ? « Stopper la destruction de nos usines », provoquée par le « cancer syndical », et promouvoir « l'entreprise libre sans politique », assurent les textes signés du P.-D. G. Grande d'œuvre ! M. Furon s'est assigné cette mission depuis trois semaines, après que cinquante-quatre de ses ouvriers eurent décidé de créer une section syndicale C.G.T. au sein de l'établissement gardois (1).

Poussé — mais s'est-il lui-même beaucoup retenu ? — par ses cent vingt-deux salariés farouchement hostiles à la présence cégétiste, le petit industriel de Saint-Christol-le-Ale a pris un bâton de pèlerin, en forme de grosse antenne. Rien ne paraît devoir l'arrêter.

La Constitution qui, dans son préambule, déclare que le tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix ? Brouille. Le code du travail qui, dans son article L. 412-5, dispose que « chaque syndicat représentatif peut constituer ou se constituer une section syndicale qui assure la représentation des intérêts professionnels de ses membres » ? Bricole. Les deux rétorsions du tribunal d'Alès qui somment M. Furon de réintégrer les ouvriers syndiqués aux lieux et places qu'ils occupaient avant que l'accès des ateliers leur soit interdit ? Périlées.

M. Furon se sent fort et juste. Dans des tracts, le petit homme peut défendre ses droits — chez M. Furon, sans syndicat quel qu'il soit, nous avons la cinquième semaine de congés payés, une participation importante aux bénéfices, un sa-

VIE SOCIALE

ACHETEZ ITALIEN

Le petit industriel gardois doit aussi avoir des yeux. Pour lire l'article L. 401-2 du code du travail : « Toute entreprise employant plus de dix salariés doit être soumise à un contrôle de l'hygiène et de la sécurité du travail. »

Le petit industriel gardois doit aussi avoir des yeux. Pour lire l'article L. 401-2 du code du travail : « Toute entreprise employant plus de dix salariés doit être soumise à un contrôle de l'hygiène et de la sécurité du travail. »

« J'ai une langue et une plume »

Déjà de la persécution ? Antisocialisme obsessionnel ? Simple surmenage ? Dans l'abondante prose qu'il nous a adressée, M. Furon, définitivement investi, glisse cette étonnante profession de foi : « Je fais le sacrifice, par la présente, d'œuvre, durant toute ma vie et dans un déshébergement total, à la destruction de toute organisation ou de toute personne qui aura participé à la destruction de mon entreprise, et cela avec des moyens légaux, car j'ai une langue et une plume. »

Le petit industriel gardois doit aussi avoir des yeux. Pour lire l'article L. 401-2 du code du travail : « Toute entreprise employant plus de dix salariés doit être soumise à un contrôle de l'hygiène et de la sécurité du travail. »

EN BREF...

● Vente sauvage d'électrophores de l'usine Teppas dans le Lyonnais. — Les quatre-vingts ouvriers occupant l'usine Teppas de Orapponne (Rhône) ont organisé, mardi 10 mai, une vente sauvage d'électrophores. La sortie des usines Berliet de Venissieux, dans la banlieue lyonnaise. Cette vente serait la première d'une série de ventes similaires. Les C.G.T. ont demandé aux ouvriers de ne toucher plus l'indemnité de 90 %.

● La police expulse des grévistes en Haute-Savoie. — Les soixante salariés de l'usine de ferrallage Ravelli Bruno de Cluses (Haute-Savoie), ont été expulsés par la police de l'usine, qu'ils occupaient depuis le 5 avril, à la suite du refus de la direction de négocier sur les salaires.

● La Société armatoriale d'entreprises générales a déposé son bilan, mardi 9 mai. — Après la décision de cette entreprise de bâtiment et de travaux publics, qui pourrait priver d'emploi quatre cents personnes, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont demandé une entrevue à la préfecture de Vannes. De son côté, la direction précise que « des négociations sont en cours avec un autre groupe ».

● Aux établissements Brun (textiles, deux cent soixante salariés) de Clermont-Ferrand, la grève commencée le 18 avril a pris fin mardi matin 10 mai, à la suite d'un accord entre la direction et les délégués C.G.T. Une prime annuelle de 800 francs a été attribuée au personnel dans les limites fixées par le plan Barre.

● Une importante entreprise de bâtiment dépose son bilan à Orléans. — Trois cent quarante salariés vont perdre leur emploi à la suite du dépôt de bilan de la société Daila Vera. Cette entreprise de bâtiment, dont le siège social est à Orléans (Loiret), s'était notamment spécialisée dans la construction de maisons individuelles. Une autre entreprise travaillant en sous-traitance pour la société Daila Vera, la T.E.C. (Technique et éléments de construction) vient également de fermer ses portes, laissant ses soixante-deux

ÉNERGIE

DES MESURES VONT FAVORISER LES ÉCONOMIES DANS LES P.M.I.

Réuni pour la première fois en province, le comité directeur de l'Agence pour les économies d'énergie a approuvé le 6 mai à Rouen, un certain nombre de mesures en faveur des petites et moyennes industries. Pour faciliter la réalisation des programmes d'économie d'énergie des P.M.I., l'agence a retenu le principe d'une décentralisation au niveau régional de l'attribution des primes aux investissements ainsi qu'un projet de convention avec la caisse nationale des marchés de l'État mettant en place un fonds de garantie alimenté par l'Agence et destiné à faciliter le recours au crédit-bail pour le financement des investissements en vue d'économiser de l'énergie.

Le comité directeur a aussi approuvé une initiative de la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Haute-Normandie, qui va mettre gratuitement à la disposition des P.M.I. des experts thermiciens et entreprendre une campagne d'information et de formation en matière d'économie d'énergie.

Le premier tableau
précis et complet de la politique industrielle
qui accompagnerait la mise en œuvre
du programme commun de la gauche.

**SPÉCIAL
INDUSTRIE**

NUMERO HORS-SERIE
DU NOUVEL

observateur

un dossier essentiel
en vente cette semaine

**NOUVEL
observateur**

**LES SOCIALISTES JUGENT
LA POLITIQUE
INDUSTRIELLE FRANÇAISE**

Les analyses
de
Jacques Attali
Jean Pons
Jean-Pierre
Jean Matouk
Christian Pierre
Michel Rocard
et
François Mitterrand

- 1 Grandeur et servitudes du secteur public par André Bouilloche.
- 2 Petites, moyennes et indispensables entreprises par Christian Pierre.
- 3 La France n'est pas seule au monde par Jacques Delors.
- 4 Financement, fiscalité et stratégie par Jacques Attali.
- 5 Emploi : diagnostic et ordonnances par Jean-Paul Bachy.
- 6 En attendant de nouvelles naissances par Jean Matouk.
- 7 Travailleurs à placer et à déplacer par Michel Rocard.

BANQUE

**PLUSIEURS DIRIGEANTS
DU CRÉDIT SUISSE
DÉMISSIONNENT**

M. Heinz Wüthli, président de la direction générale du Crédit suisse, a démissionné « dans l'intérêt de l'établissement... les progrès des enquêtes en cours ayant révélé la nature et l'étendue des agissements délictueux de la direction de l'agence de Chiasso ». M. Serge Demieville, vice-directeur général, qui était responsable de cette agence depuis le 1^{er} avril 1976, a abandonné ses fonctions. Enfin, M. Schwilthuis, président en exercice du conseil d'administration jusqu'au 28 mai 1977, a renoncé au titre de président d'honneur.

L'affaire, dite « du Crédit suisse », n'est pas près d'être terminée. Le procureur du district de Sottoceneri, qui dirige les poursuites contre les trois responsables de l'agence de Chiasso évaluées maintenant à 1 milliard de francs suisses (2 milliards de francs français), les parties qui ont fait la banque des 22 milliards de francs de garanties accordées de manière frauduleuse. Rappelons qu'il y a quelques semaines le Crédit suisse ne faisait état que d'une perte de 250 millions de francs suisses, portée ensuite à 750 millions de francs suisses. Plus encore que l'énormité du « trou », c'est l'ignorance apparente où se trouvait la direction de la banque à l'égard des agissements de son agence qui inquiète les milieux financiers.

L'affaire de la banque genevoise Leclerc et Cie, dont la fermeture a été annoncée dimanche 10 mai, a fait une seconde victime, après le suicide de l'un des associés, M. Bertrand de Murat, un ancien directeur de l'établissement, à la retraite depuis trois ans. M. Charles Bouchard, soixante-neuf ans, a été retrouvé noyé dans le lac Léman.

SÉCURITÉ SOCIALE

● La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communique que ses guichets situés : Paris-15^e, 18, rue Viala ; Paris-13^e, 84-85, rue du Dessous-des-Berges ; Maisons-Alfort (94), 78, rue du Général-de-Gaulle ; Saint-Denis (93), 109, rue Ougrée ; Centre Paris-Pleural ; Garges-lès-Gonesse (95), 36, avenue F.-Joliot-Curie ; Nanterre (92), 119-121, avenue Jules-Verne, seront entièrement fermés au public durant toute la journée du samedi 14 mai. Cela en raison de travaux effectués au centre ordinateur.

Restent cependant ouverts les centres de diagnostic et de soins ainsi que les cliniques dentaires.

Justice

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

AGRICULTURE

« ACHETEZ ITALIEN »

De notre correspondant

Rome. — L'Etat italien doit seulement écouler 12 milliards de francs cette année, mais le tour de la dette du secteur public ne dépasse pas le milliard de francs. Le déficit du secteur public est en accord avec le Fonds monétaire international. C'est un chiffre au cours d'une conférence de presse, à l'université de Rome, que le ministre du Commerce extérieur, M. Rinaldo Ossola, vient de révéler aux journalistes. L'augmentation des importations, directes et indirectes, sera compensée.

Néanmoins, mais non suffisante, car il faudrait aussi, selon Ossola, réduire les importations. L'Italie ne peut certes pas introduire des restrictions quantitatives ou élever des barrières douanières, compte tenu des engagements internationaux. Elle a « solennellement » souscrit, lors de l'adhésion à l'Organisation mondiale du Commerce, à l'interdiction de recourir à des mesures de protection douanière. Elle a aussi accepté, dans le cadre de l'Organisation pour l'économie méditerranéenne, de ne pas élever de barrières douanières.

« J'ai une longue expérience des produits nationaux (il

LE PREMIER MINISTRE EST SAISI DE PROPOSITIONS POUR DÉVELOPPER LES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES

L'Association pour la promotion industrielle-agriculture (APIA) (1), dont le président, M. Henri Cayre, est également directeur général de la Confédération des planteurs de betteraves (C.G.B.), vient de remettre au premier ministre, M. Raymond Barre, un catalogue de propositions visant à développer les exportations agro-alimentaires françaises.

Ces propositions ont été élaborées en janvier dernier à l'occasion d'un colloque organisé sur le thème : « Expansion du secteur agro-alimentaire français sur les marchés extérieurs ». Le communiqué de l'APIA indique que « le premier ministre a marqué son intérêt pour ces propositions et a manifesté un vif désir de dynamiser nos exportations agro-alimentaires. Ce dossier sera suivi en particulier par M. Jean Wahl, qui vient d'être délégué aux industries agricoles et alimentaires ».

Les propositions de l'APIA sont de deux ordres :

• Au niveau européen : le C.E.E. doit, selon l'association, élargir directement et de façon plus efficace les possibilités à une véritable politique d'exportation, en créant notamment des groupes de travail par types de marchés. En ce qui concerne les obstacles monétaires aux échanges, l'APIA demande la

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA MOSELLE

Direction de l'Administration Générale - 1^{er} Bureau
Administration Générale

57034 METZ CEDEX - Tél. : (87) 30-81-00, poste 4184 - SA/FG

DEUXIÈME AVIS

Projet de construction d'une centrale nucléaire sur le territoire des communes de Cattenom et Thionville-Garche (département de la Moselle) par Electricité de France - Service National - Région d'Équipement Alpes-Lyon - 2, rue Curtelin, 69006 LYON.

Il est rappelé au public qu'une enquête d'utilité publique est en cours à la Préfecture de la Moselle à Metz, Bureau 223, à la Sous-Préfecture de Thionville et aux mairies de Cattenom, Thionville, Thionville-Garche, Hettange-Grande, Boust, Roussy-le-Village, Breistroff-la-Grande, Rodemack, Fixem, Cavisse, Koenigsacker, Basse-Ham, Manom, Yutz, sur la demande de déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'une centrale nucléaire sur le territoire des communes de Cattenom et Thionville-Garche.

Cette enquête se termine le 30 juin 1977.

Les dossiers et registres d'enquête sont à la disposition du public aux endroits ci-dessus.

Toutes instructions utiles ont été données dans le journal « LE MONDE » du 29 avril 1977.

METZ, le 12 Mai 1977,
LE PRÉFET.

Pour le Préfet,
Le Directeur de l'Administration Générale,
P. NADE.

AUTOMOBILE

Citroën lance la CX GTi

Le nouveau modèle de l'orgueil chez Citroën, la CX GTi, est de la CX les moteurs de pointe de la firme ont toujours évolué pour se maintenir au niveau supérieur de la production française. L'avènement de la CX GTi, adoptée sur les modèles 20 et 25, est un problème. Ni la sortie de la CX Prestige produite au sein de la firme, ni l'augmentation de cylindres, ni la modification de la cylindrée, ne sont des réponses satisfaisantes. Parce que le moteur, dans l'ensemble, est plus souple et sûr, plus puissant et plus agréable à conduire, quel moteur « ordinaire » demain, avec la commercialisation de la CX GTi, Citroën reprendra l'offensive.

MICHEL BERNARD, agit en priorité de récupérer part du marché perdu à l'abandon de la DS 23. Le nouveau modèle adopté en l'injection électronique (system Bosch L-Jetronic), mais l'allumage électronique, la sonde à l'air, le rapport de boîte à cinq vitesses et une suspension légère-modifiée pour l'adapter aux conditions de conduite. La présentation de la CX GTi diffère des autres CX par

quelques détails, notamment les encadrements noir mat des glaces, une couleur spécifique (bleu régata), des sièges et des appuie-tête ouverts, un pré-équipement radio et des améliorations dans l'équipement.

Ainsi modifiée, la CX GTi présente des atouts essentiels : la conservation des performances dans le temps, grâce à l'apport de l'électronique, des reprises et des accélérations en progrès, un roulement plus silencieux, un virage, moins de pollution et une meilleure consommation. Par rapport à la CX 2400 à carburateur, la GTi a gagné 13 ch. et sa puissance maximale (128 ch DIN) est obtenue plus rapidement (4800 tr/min au lieu de 5500). Elle est également plus souple grâce à une remarquable amélioration de la courbe de couple : les 18,3 mkg (couple maximal de la 2400) sont obtenus entre 2500 et 3000 tr/min, le « plateau » étant de 20,1 mkg à 3600 tr/min. Cette qualité permet — et l'échellement des reprises de la nouvelle boîte y contribue — de rouler à 90 km/h en quatrième et à 130 km/h en cinquième au meilleur régime du moteur, là où sa réponse est la plus efficace en cas de nécessité.

« Grand tourisme », la CX GTi l'est totalement. Mais dans une acceptation moderne, réaliste : elle est destinée aux grands voyages, à cadences soutenues, sans efforts et sans risques. Mais les « sportifs » resteront déçus. La sensation des performances est aussi « filtrée » que celle des embardées de la route, et l'apport le plus perceptible des techniques Citroën — adoptées ici en série — est de l'électronique, qui assure de confort de conduite encore plus élevé : plus de silence (le moteur tourne moins vite aux vitesses limitées), plus d'elasticité et des réactions immédiates (mais progressives).

Le moteur de 2347 centimètres cubes (13 CV) supporte désormais la comparaison avec les V8. Il en a la force et le « mordant ». Mais il est significatif que Citroën, marque-phare de la technique française, ait dû faire appel à l'étranger pour en développer les qualités : l'injection est allemande et l'allumage en partie américain. Le retard de notre industrie électronique se confirme.

MICHEL BERNARD.

* Prix : 49 200 F. Consommations conventionnelles : 6,1 ; 10,1 ; 15,2.

AFFAIRES

INDUSTRIES MÉCANIQUES : LE CIEL S'ÉCLAIRCIT

Les industriels de la mécanique sont optimistes. Certes, l'évolution de cet important secteur d'activité n'est pas homogène, mais globalement, la Fédération des industries mécaniques et transformations des métaux (F.I.M.T.M.) estime dans sa dernière note de conjoncture que « les conditions d'une croissance modérée se trouvent réunies ». Le redressement des exportations devrait permettre au secteur de l'équipement de connaître une croissance en volume de 2 à 3 %, en 1977, et des progressions de 3 et 4 % sont esquivées dans la transformation des métaux et la mécanique de précision.

Commentant cette amélioration de la conjoncture au cours d'une réunion de presse le 10 mai, les responsables de la F.I.M.T.M. ont rappelé que leur objectif prioritaire restait la reconquête du « marché intérieur ». Dénonçant les exportations à très bas prix du Japon et de certains pays de l'Est, et le jeu curieux pratiqué par certains partenaires de la France au sein de la C.E.E. qui jouent le rôle de cheval de Troie, M. Bernard, vice-président de la Fédération, a affirmé : « La France est une véritable passoire ». Constatant que les ventes françaises à l'étranger sont souvent freinées par des obstacles non tarifaires (normes, visas) les dirigeants de la F.I.M.T.M. ont donc décidé de créer une « union de normalisation de la mécanique ».

« VOUS ACHETEZ UN APPARTEMENT »

5 questions vous préoccupent...

- A qui ai-je affaire ?
- Le programme qui m'intéresse a-t-il été bien étudié ?
- Les informations que l'on me donne sont-elles satisfaisantes ?
- Les conditions d'un bon déroulement des travaux sont-elles réunies ?
- Pourrai-je voir régler rapidement les difficultés éventuelles à la livraison ?

... 5 raisons pour acheter dans un programme agréé par le C.N.E.I.L.

Association sans but lucratif, placée sous l'égide de l'Administration, le C.N.E.I.L. présente au public une sélection importante de programmes comportant quelque 20.000 logements qui, tous, ont fait l'objet d'un sévère examen par des spécialistes et des représentants de la plupart des banques spécialisées, des éléments juridiques, techniques et financiers essentiels dont dépend le bon déroulement des programmes de construction. En possession des données de l'opération — entrée au cours de sa réalisation — cet organisme peut à tout moment renseigner l'acquéreur et intervenir si besoin en cas de difficultés (conciliation, arbitrage).

La liste des programmes agréés dans lesquels des logements restent encore disponibles est adressée sur simple demande : C.N.E.I.L., 20, Chaussée d'Antin, 75009 PARIS, tél. 200-65-22.

Pour des renseignements complémentaires, le bureau d'information du C.N.E.I.L. reçoit aussi sur rendez-vous.

CHANTECOQ au centre de Puteaux
reste 5000 m² de bureaux à louer*

* à partir de 500/m



Knight Frank & Rutley France

16, place Vendôme 75001 Paris
tél. 260.67.53 / télex 220753 F

Amsterdam, Bruxelles, Fribourg, Genève, Kaduna, Kano, Lagos, Londres, Port Harcourt, Téhéran

Pourquoi choisir le mercredi pour aller en Amérique du Sud ?..

Maintenant nous vous proposons :

BOEING 747 JUMBO JET

Paris-Rio de Janeiro-Buenos Aires

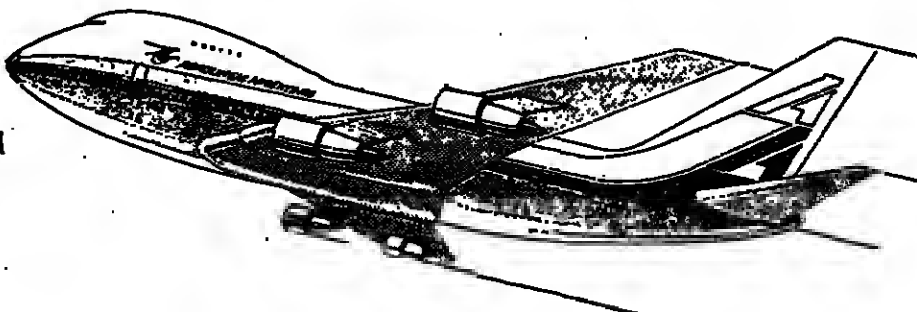
Vous aurez juste le temps d'apprécier le confort de ce super liner et de découvrir à bord, la traditionnelle hospitalité argentine.

Deux autres vols par semaine sur l'Amérique du Sud en Boeing 707. Consultez nos bureaux ou votre Agence de Voyages.



AEROLINEAS ARGENTINAS

77, Champs-Élysées 75008 PARIS. Tél. : 225.31.66



© 1977 AEROLINEAS ARGENTINAS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ SÉQUANAISE
DE BANQUE

Les actionnaires réunis en assemblée générale le 9 mai 1977, ont approuvé les comptes de l'exercice 1976 (sauf à paraître un bénéfice net de 10 117 452,04 F. Compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, le total distribuable s'élevait à 12 588 023,78 F et a permis une dotation aux réserves de 3 millions de francs, une affectation au report à nouveau de 2 288 023,78 F et la mise en paiement d'un dividende net de 10,60 F par action. L'impôt déjà versé au Trésor s'élevait à 5,30 F le dividende global est de 15,90 F.

Le règlement du dividende sera effectué à partir du 23 mai 1977, sur présentation des certificats nominatifs ou remise du coupon numéro 34.

Le directeur a été autorisé par les actionnaires à procéder à des émissions d'obligations dans un plafond de 200 millions de francs et à augmenter éventuellement le capital jusqu'à un maximum de 100 millions de francs; aucune opération sur le capital n'est prévue pour le moment.

CARNAUD S.A.

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est réunie le 9 mai 1977 sous la présidence de M. Jean Drouot, président du conseil de surveillance, a approuvé les comptes de l'exercice 1976. L'exercice a été marqué par la progression des coûts de revient et les rajustements des prix de vente, d'autant aggravés par le gel des prix intervenus le 15 septembre 1976.

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe atteint 1 998 millions de francs, progressant de près de 8 % par rapport à celui de 1975 et la marge brute d'autoconsommation ressort à 105 millions de francs contre 116 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires propre à Carnaud S.A. s'est élevé en 1976 à 1 404 millions, soit une augmentation de 3,7 % sur celui de 1975 qui était de 1 354 millions.

Le bénéfice net de la société atteint 17,13 millions de francs après 7,58 millions de provision pour dépréciation de titres, et ne peut se comparer à celui de l'exercice précédent en raison des apports à la société Gilla des Forges de Besse-Indre opérés à la fin de 1975.

UN NOUVEAU PRODUIT
GILLETTE
ADORN

La Société Gillette France vient de lancer sur le marché français un nouveau shampoing non alcalin. Adorn. Rappelons que Gillette France S.A. dont le siège est à Annecy, est présidée par M. Jean Pila.

SICAV DU GROUPE CIC

	31.03.77 31.12.76	S.E.M.	CREDINTER	OBLISEM
SICAV A VOCATION		GENERALE	INTERNATIONALE	DE RENDEMENT
Actif net (en millions de F)		262,6 286,0	181,3 191,8	510,4 499,5
Nombre d'actions (en milliers)		1.809 1.875	1.400 1.435	4.308 4.285
Valeurs liquidatives (en francs)		145,1 154,2	129,5 133,7	118,4 116,5
Coupon (dernier payé)		F 7,30 (14.79)	F 5,60 (14.78)	F 9,90 (20.12.76)

ACIER - INVESTISSEMENT

An 30 avril 1977, la valeur liquidative globale d'Acier-Investissement ressortait à 168,50 millions de francs, soit 96,29 francs par action.

LES PILES WONDER

An cours du premier semestre de l'exercice social 1976-1977 (1^{er} octobre 1976 au 31 mars 1977), la société Les Piles Wonder a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 212,5 millions de F, en progression de 8,8 % sur celui de la même période de l'exercice précédent.

Dans le cadre de ses engagements de modération de hausse des prix, la société vient d'appliquer en mars une augmentation moyenne de 3 % de ses prix de vente.

En Afrique, la cinquième unité industrielle de Wonder vient de démarrer au Mali de façon satisfaisante.

Le dividende du précédent exercice 1975-1976, mis en paiement à compter du 6 mai, s'élève à 13 F (18,50 F, avoir fiscal compris).

PARIS - FRANCE

Les ventes des magasins gérés par le groupe Paris-France se sont élevées, en 1976, à 2 018 000 000 de francs en augmentation de 8 % par rapport à 1975.

La société mère a encaissé 11 585 000 francs de dividendes et participations 1976-1977 mais le résultat de l'exercice a affecté par 28 393 000 francs de provisions couvrant les dépréciations titres et créances d'une filiale, SOFRAGED, dont le magasin d'articles de mode, défectueux, sera fermé en 1977. L'exercice 1976 se solde par une perte nette de 12 617 000 francs après 6 562 000 francs d'amortissements contre un bénéfice net de 9 312 000 francs après 4 386 000 francs d'amortissements en 1975-1976. Exceptionnellement, il sera proposé à l'assemblée générale de ne distribuer de dividende.

SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

Situation trimestrielle au 31 mars 1977	Epargne-Union	Uni-Ponol
Capital social (en millions de francs) ..	464,5	107,7
Actif net (en millions de francs)	598,2	144,5
Nombre d'actions en circulation	2.322.733	638.573
Répartition de l'actif net (en %) :		
— Liquidités et placements à court terme ..	6,78	6,53
— Créances hypothécaires	4,16	3,46
— Obligations françaises classiques	32,60	31,46
— Obligations françaises convertibles	2,75	3,96
— Actions françaises	21,97	41,75
— Valeurs étrangères	31,61	12,43
.....	100	100
Valeur liquidative	254,09	268,33
Dividende mis en paiement le 6 avril 1977	12 mois	12 mois
Dividende net (*) (en francs)	12,20	12,20
Impôt déjà payé au Trésor	2,39	1,95
Revenu global par action (*)	14,49	18,20

(*) Réinvestissement en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 6 juillet 1977.

Petroleo Brasileiro S.A. - Petrobras
RIO - DE - JANEIRO (BRÉSIL)

AVIS D'APPEL D'OFFRE COMPÉTITIF SUPLEX-02/77

- 1) PETROBRAS annonce l'ouverture d'un appel d'offres compétitif pour l'exploration pétrolière de zones situées sur le plateau continental brésilien.
- 2) Les contrats correspondants seront exécutés sous forme de contrats de service ; la rémunération de l'ENTREPRENEUR se fera sous réserve qu'il arrive au stade de la production commerciale pour les champs qu'il aura découverts et mis en développement.
- 3) Les sociétés intéressées ayant une longue expérience dans ces domaines de l'industrie pétrolière devront se mettre en contact avec PETROBRAS pour obtenir le formulaire d'inscription à l'une des adresses ci-dessous :
 - Av. Republica da Chile, 65-23 Andar, sala 2339 Rio de Janeiro - Estado do Rio de Janeiro (BRÉSIL).
 - 77 South Audley Street - 2nd floor - LONDON W1Y (ANGLETERRE).
 - 1221, Avenue of the Americas - 22nd floor - New York, N.Y. 10020 USA.
 - 66, avenue des Champs-Élysées, 8^e étage, 75008 PARIS (FRANCE).
- 4) Ce formulaire d'inscription sera rempli par la société intéressée, qui le renverra à l'une des adresses ci-contre au plus tard le 30 mai 1977 à 17 heures (heure locale).
- 5) Chaque société sera informée le 13 juin 1977 du résultat de la sélection préliminaire et des conditions de base auxquelles elle devra se soumettre pour pouvoir déposer ses offres.
- 6) La participation à ladite sélection préliminaire n'implique pas (et ne sera pas censée impliquer) que sont accordés à l'une des sociétés intéressées toute garantie, privilège ou droit d'aucune sorte. Il est bien entendu que PETROBRAS est entièrement libre d'annuler, refaire ou se dispenser de ladite sélection préliminaire à son entière discrétion, au d'inviter toute société qu'elle pourrait choisir à faire une demande contractuelle pour l'exécution des prestations mentionnées dans la présente annonce.

Rio de Janeiro, le 10 mai 1977,

Direction des Contrats d'Exploration
SUPLEX.CARIPLO CASSA DI RISPARMIO
DELLE PROVINCE LOMBARDE
et sections annexes

SITUATION PATRIMONIALE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 1976					
ACTIF	Lires	US. \$	PASSIF	Lires	US. \$
Caisse, avoirs liquides et portefeuilles	3.720.889.488.538	4.252.216.526	Dépôts d'épargne et en compte courant, obligations financières et des autres sections	9.294.308.188.294	10.558.485.018
Prêts à la clientèle	8.318.286.378.195	7.221.013.001	Autres comptes passifs et fonds divers	1.586.822.887.718	1.790.511.656
Autres comptes actifs	1.573.699.726.645	1.569.508.259	Fonds, réserves patrimoniales et bénéfices	611.914.734.421	699.331.125
Engagements conditionnels, opérations en cours et comptes d'ordre	9.663.358.832.078	11.078.807.808	Engagements conditionnels, opérations en cours et comptes d'ordre	8.693.898.552.078	11.078.807.808
	21.106.702.403.446	24.121.945.604		21.106.702.403.446	24.121.945.604
COMPTES CONSOLIDÉS DE PROFITS ET PERTES POUR L'EXERCICE 1976					
CHARGES ET PERTES	Lires	US. \$	PRODUITS ET PROFITS	Lires	US. \$
Intérêts débiteurs	586.571.958.244	670.139.361	Intérêts créditeurs, primes et produits sur les avoirs liquides et sur les titres	308.418.446.281	350.190.284
Frais généraux et pour le personnel	240.910.875.704	282.183.023	Intérêts sur les prêts à la clientèle	622.297.403.895	711.197.090
Provisions, amortissements, pertes et frais divers	242.233.736.450	278.838.612	Virement de compte provision, produits et profits divers	157.793.398.541	180.335.308
Bénéfice d'exploitation	1.050.507.270.270	12.580.895		1.088.507.270.270	1.241.722.617
	1.088.507.270.270	12.580.895		1.088.507.270.270	1.241.722.617

Président: GIORDANO DELL'AMORE

Directeur Général: ALESSANDRO NEZZO



C M INDUSTRIES

Dans la présentation des comptes 1976 publiés dans le Monde daté du 11 mai 1977, il faut ajouter que : « Les fruits financiers sont en diminution de 2 713 849 F contre 10 630 562 F. L'impôt sur les sociétés s'élève à 10 353 551 F contre 9 860 535 F. »

Rappelons que le bénéfice est en augmentation de 10,59 % et le chiffre d'affaires consolidé de 18,20 % sur ceux de 1975.



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires consolidé groupe pour le premier trimestre 1977 s'élève à 5 033 millions de francs toutes taxes comprises, et à 4 502 millions de francs hors taxes. Le chiffre d'affaires consolidé groupe pour le premier trimestre 1976 s'élève à 4 211 millions de francs toutes taxes comprises, et à 3 780 millions de francs hors taxes.

Des montants comprenant la part du groupe dans le chiffre d'affaires consolidé d'Alcatel-Atlantique des autres sociétés affiliées, le groupe détient une part de même nature de 20 et 50 % en raison de la discontinuité des relations de gros matériel électrique.

Le chiffre d'affaires consolidé groupe pour le premier trimestre 1977 s'élève à 5 033 millions de francs toutes taxes comprises, et à 4 502 millions de francs hors taxes.



LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

si vous aimez LES LIVRES
si vous ne savez plus où les mettre...
Pour vous installer
ULTRA RAPIDEMENT
à des prix IMBATTABLES
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
150 modèles vitrés
Étroits - Largues - Hauts - Profonds
Superposables - Juxtaposables
100 combinaisons d'assemblages
Spécialité de Rustique
Meubles contemporains et de style
Catalogue illustré gratuit
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
78014 PARIS 15, rue Froidevaux
Ouvert tous les jours, de 10h à 19h30
Tél. 683.70.25
Nouveaux catalogues 21 et 22 sur 2.

FABRICANT - VENTE DIRECTE
COUVERTS
ARGENT ET INOX
ORFÈVRE
FRANOR 70, RUE AMÉLOI
TEL. 700.87.84
M^e St-Germain. Fermé le samedi.

rustiques
ou mont st-michel
10017, rue de la République, 10017
0171, 0172, 0173, 0174, 0175, 0176, 0177, 0178, 0179, 0180, 0181, 0182, 0183, 0184, 0185, 0186, 0187, 0188, 0189, 0190, 0191, 0192, 0193, 0194, 0195, 0196, 0197, 0198, 0199, 0200, 0201, 0202, 0203, 0204, 0205, 0206, 0207, 0208, 0209, 0210, 0211, 0212, 0213, 0214, 0215, 0216, 0217, 0218, 0219, 0220, 0221, 0222, 0223, 0224, 0225, 0226, 0227, 0228, 0229, 0230, 0231, 0232, 0233, 0234, 0235, 0236, 0237, 0238, 0239, 0240, 0241, 0242, 0243, 0244, 0245, 0246, 0247, 0248, 0249, 0250, 0251, 0252, 0253, 0254, 0255, 0256, 0257, 0258, 0259, 0260, 0261, 0262, 0263, 0264, 0265, 0266, 0267, 0268, 0269, 0270, 0271, 0272, 0273, 0274, 0275, 0276, 0277, 0278, 0279, 0280, 0281, 0282, 0283, 0284, 0285, 0286, 0287, 0288, 0289, 0290, 0291, 0292, 0293, 0294, 0295, 0296, 0297, 0298, 0299, 0300, 0301, 0302, 0303, 0304, 0305, 0306, 0307, 0308, 0309, 0310, 0311, 0312, 0313, 0314, 0315, 0316, 0317, 0318, 0319, 0320, 0321, 0322, 0323, 0324, 0325, 0326, 0327, 0328, 0329, 0330, 0331, 0332, 0333, 0334, 0335, 0336, 0337, 0338, 0339, 0340, 0341, 0342, 0343, 0344, 0345, 0346, 0347, 0348, 0349, 0350, 0351, 0352, 0353, 0354, 0355, 0356, 0357, 0358, 0359, 0360, 0361, 0362, 0363, 0364, 0365, 0366, 0367, 0368, 0369, 0370, 0371, 0372, 0373, 0374, 0375, 0376, 0377, 0378, 0379, 0380, 0381, 0382, 0383, 0384, 0385, 0386, 0387, 0388, 0389, 0390, 0391, 0392, 0393, 0394, 0395, 0396, 0397, 0398, 0399, 0400, 0401, 0402, 0403, 0404, 0405, 0406, 0407, 0408, 0409, 0410, 0411, 0412, 0413, 0414, 0415, 0416, 0417, 0418, 0419, 0420, 0421, 0422, 0423, 0424, 0425, 0426, 0427, 0428, 0429, 0430, 0431, 0432, 0433, 0434, 0435, 0436, 0437, 0438, 0439, 0440, 0441, 0442, 0443, 0444, 0445, 0446, 0447, 0448, 0449, 0450, 0451, 0452, 0453, 0454, 0455, 0456, 0457, 0458, 0459, 0460, 0461, 0462, 0463, 0464, 0465, 0466, 0467, 0468, 0469, 0470, 0471, 0472, 0473, 0474, 0475, 0476, 0477, 0478, 0479, 0480, 0481, 0482, 0483, 0484, 0485, 0486, 0487, 0488, 0489, 0490, 0491, 0492, 0493, 0494, 0495, 0496, 0497, 0498, 0499, 0500, 0501, 0502, 0503, 0504, 0505, 0506, 0507, 0508, 0509, 0510, 0511, 0512, 0513, 0514, 0515, 0516, 0517, 0518, 0519, 0520, 0521, 0522, 0523, 0524, 0525, 0526, 0527, 0528, 0529, 0530, 0531, 0532, 0533, 0534, 0535, 0536, 0537, 0538, 0539, 0540, 0541, 0542, 0543, 0544, 0545, 0546, 0547, 0548, 0549, 0550, 0551, 0552, 0553, 0554, 0555, 0556, 0557, 0558, 0559, 0560, 0561, 0562, 0563, 0564, 0565, 0566, 0567, 0568, 0569, 0570, 0571, 0572, 0573, 0574, 0575, 0576, 0577, 0578, 0579, 0580, 0581, 0582, 0583, 0584, 0585, 0586, 0587, 0588, 0589, 0590, 0591, 0592, 0593, 0594, 0595, 0596, 0597, 0598, 0599, 0600, 0601, 0602, 0603, 0604, 0605, 0606, 0607, 0608, 0609, 0610, 0611, 0612, 0613, 0614, 0615, 0616, 0617, 0618, 0619, 0620, 0621, 0622, 0623, 0624, 0625, 0626, 0627, 0628, 0629, 0630, 0631, 0632, 0633, 0634, 0635, 0636, 0637, 0638, 0639, 0640, 0641, 0642, 0643, 0644, 0645, 0646, 0647, 0648, 0649, 0650, 0651, 0652, 0653, 0654, 0655, 0656, 0657, 0658, 0659, 0660, 0661, 0662, 0663, 0664, 0665, 0666, 0667, 0668, 0669, 0670, 0671, 0672, 0673, 0674, 0675, 0676, 0677, 0678, 0679, 0680, 0681, 0682, 0683, 0684, 0685, 0686, 0687, 0688, 0689, 0690, 0691, 0692, 0693, 0694, 0695, 0696, 0697, 0698, 0699, 0700, 0701, 0702, 0703, 0704, 0705, 0706, 0707, 0708, 0709, 0710, 0711, 0712, 0713, 0714, 0715, 0716, 0717, 0718, 0719, 0720, 0721, 0722, 0723, 0724, 0725, 0726, 0727, 0728, 0729, 0730, 0731, 0732, 0733, 0734, 0735, 0736, 0737, 0738, 0739, 0740, 0741, 0742, 0743, 0744, 0745, 0746, 0747, 0748, 0749, 0750, 0751, 0752, 0753, 0754, 0755, 0756, 0757, 0758, 0759, 0760, 0761, 0762, 0763, 0764, 0765, 0766, 0767, 0768, 0769, 0770, 0771, 0772, 0773, 0774, 0775, 0776, 0777, 0778, 0779, 0780, 0781, 0782, 0783, 0784, 0785, 0786, 0787, 0788, 0789, 0790, 0791, 0792, 0793, 0794, 0795, 0796, 0797, 0798, 0799, 0800, 0801, 0802, 0803, 0804, 0805, 0806, 0807, 0808, 0809, 0810, 0811, 0812, 0813, 0814, 0815, 0816, 0817, 0818, 0819, 0820, 0821, 0822, 0823, 0824, 0825, 0826, 0827, 0828, 0829, 0830, 0831, 0832, 0833, 0834, 0835, 0836, 0837, 0838, 0839, 0840, 0841, 0842, 0843, 0844, 0845, 0846, 0847, 0848, 0849, 0850, 0851, 0852, 0853, 0854, 0855, 0856, 0857, 0858, 0859, 0860, 0861, 0862, 0863, 0864, 0865, 0866, 0867, 0868, 0869, 0870, 0871, 0872, 0873, 0874, 0875, 0876, 0877, 0878, 0879, 0880, 0881, 0882, 0883, 0884, 0885, 0886, 0887, 0888, 0889, 0890, 0891, 0892, 0893, 0894, 0895, 0896, 0897, 0898, 0899, 0900, 0901, 0902, 0903, 0904, 0905, 0906, 0907, 0908, 0909, 0910, 0911, 0912, 0913, 0914, 0915, 0916, 0917, 0918, 0919, 0920, 0921, 0922, 0923, 0924, 0925, 0926, 0927, 0928, 0929, 0930, 0931, 0932, 0933, 0934, 0935, 0936, 0937, 0938, 0939, 0940, 0941, 0942, 0943, 0944, 0945, 0946, 0947, 0948, 0949, 0950, 0951, 0952, 0953, 0954, 0955, 0956, 0957, 0958, 0959, 0960, 0961, 0962, 0963, 0964, 0965, 0966, 0967, 0968, 0969, 0970, 0971, 0972, 0973, 0974, 0975, 0976, 0977, 0978, 0979, 0980, 0981, 0982, 0983, 0984, 0985, 0986, 0987, 0988, 0989, 0990, 0991, 0992, 0993, 0994, 0995, 0996, 0997, 0998, 0999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1

SOCIÉTÉ DU GROUPE CIC

CREDINTER

OBUSIER	DERIVATION
161,3	131,5
140,0	143,5
132,5	132,5

LES PILES WONDER

Les piles Wonder sont les plus fiables et les plus économiques. Elles sont disponibles en 1,5, 3, 6, 9, 12, 18, 24, 36, 48, 60, 72, 84, 96, 108, 120, 144, 168, 192, 216, 240, 264, 288, 312, 336, 360, 384, 408, 432, 456, 480, 504, 528, 552, 576, 600, 624, 648, 672, 696, 720, 744, 768, 792, 816, 840, 864, 888, 912, 936, 960, 984, 1008, 1032, 1056, 1080, 1104, 1128, 1152, 1176, 1200, 1224, 1248, 1272, 1296, 1320, 1344, 1368, 1392, 1416, 1440, 1464, 1488, 1512, 1536, 1560, 1584, 1608, 1632, 1656, 1680, 1704, 1728, 1752, 1776, 1800, 1824, 1848, 1872, 1896, 1920, 1944, 1968, 1992, 2016, 2040, 2064, 2088, 2112, 2136, 2160, 2184, 2208, 2232, 2256, 2280, 2304, 2328, 2352, 2376, 2400, 2424, 2448, 2472, 2496, 2520, 2544, 2568, 2592, 2616, 2640, 2664, 2688, 2712, 2736, 2760, 2784, 2808, 2832, 2856, 2880, 2904, 2928, 2952, 2976, 3000, 3024, 3048, 3072, 3096, 3120, 3144, 3168, 3192, 3216, 3240, 3264, 3288, 3312, 3336, 3360, 3384, 3408, 3432, 3456, 3480, 3504, 3528, 3552, 3576, 3600, 3624, 3648, 3672, 3696, 3720, 3744, 3768, 3792, 3816, 3840, 3864, 3888, 3912, 3936, 3960, 3984, 4008, 4032, 4056, 4080, 4104, 4128, 4152, 4176, 4200, 4224, 4248, 4272, 4296, 4320, 4344, 4368, 4392, 4416, 4440, 4464, 4488, 4512, 4536, 4560, 4584, 4608, 4632, 4656, 4680, 4704, 4728, 4752, 4776, 4800, 4824, 4848, 4872, 4896, 4920, 4944, 4968, 4992, 5016, 5040, 5064, 5088, 5112, 5136, 5160, 5184, 5208, 5232, 5256, 5280, 5304, 5328, 5352, 5376, 5400, 5424, 5448, 5472, 5496, 5520, 5544, 5568, 5592, 5616, 5640, 5664, 5688, 5712, 5736, 5760, 5784, 5808, 5832, 5856, 5880, 5904, 5928, 5952, 5976, 6000, 6024, 6048, 6072, 6096, 6120, 6144, 6168, 6192, 6216, 6240, 6264, 6288, 6312, 6336, 6360, 6384, 6408, 6432, 6456, 6480, 6504, 6528, 6552, 6576, 6600, 6624, 6648, 6672, 6696, 6720, 6744, 6768, 6792, 6816, 6840, 6864, 6888, 6912, 6936, 6960, 6984, 7008, 7032, 7056, 7080, 7104, 7128, 7152, 7176, 7200, 7224, 7248, 7272, 7296, 7320, 7344, 7368, 7392, 7416, 7440, 7464, 7488, 7512, 7536, 7560, 7584, 7608, 7632, 7656, 7680, 7704, 7728, 7752, 7776, 7800, 7824, 7848, 7872, 7896, 7920, 7944, 7968, 7992, 8016, 8040, 8064, 8088, 8112, 8136, 8160, 8184, 8208, 8232, 8256, 8280, 8304, 8328, 8352, 8376, 8400, 8424, 8448, 8472, 8496, 8520, 8544, 8568, 8592, 8616, 8640, 8664, 8688, 8712, 8736, 8760, 8784, 8808, 8832, 8856, 8880, 8904, 8928, 8952, 8976, 9000, 9024, 9048, 9072, 9096, 9120, 9144, 9168, 9192, 9216, 9240, 9264, 9288, 9312, 9336, 9360, 9384, 9408, 9432, 9456, 9480, 9504, 9528, 9552, 9576, 9600, 9624, 9648, 9672, 9696, 9720, 9744, 9768, 9792, 9816, 9840, 9864, 9888, 9912, 9936, 9960, 9984, 10008, 10032, 10056, 10080, 10104, 10128, 10152, 10176, 10200, 10224, 10248, 10272, 10296, 10320, 10344, 10368, 10392, 10416, 10440, 10464, 10488, 10512, 10536, 10560, 10584, 10608, 10632, 10656, 10680, 10704, 10728, 10752, 10776, 10800, 10824, 10848, 10872, 10896, 10920, 10944, 10968, 10992, 11016, 11040, 11064, 11088, 11112, 11136, 11160, 11184, 11208, 11232, 11256, 11280, 11304, 11328, 11352, 11376, 11400, 11424, 11448, 11472, 11496, 11520, 11544, 11568, 11592, 11616, 11640, 11664, 11688, 11712, 11736, 11760, 11784, 11808, 11832, 11856, 11880, 11904, 11928, 11952, 11976, 12000, 12024, 12048, 12072, 12096, 12120, 12144, 12168, 12192, 12216, 12240, 12264, 12288, 12312, 12336, 12360, 12384, 12408, 12432, 12456, 12480, 12504, 12528, 12552, 12576, 12600, 12624, 12648, 12672, 12696, 12720, 12744, 12768, 12792, 12816, 12840, 12864, 12888, 12912, 12936, 12960, 12984, 13008, 13032, 13056, 13080, 13104, 13128, 13152, 13176, 13200, 13224, 13248, 13272, 13296, 13320, 13344, 13368, 13392, 13416, 13440, 13464, 13488, 13512, 13536, 13560, 13584, 13608, 13632, 13656, 13680, 13704, 13728, 13752, 13776, 13800, 13824, 13848, 13872, 13896, 13920, 13944, 13968, 13992, 14016, 14040, 14064, 14088, 14112, 14136, 14160, 14184, 14208, 14232, 14256, 14280, 14304, 14328, 14352, 14376, 14400, 14424, 14448, 14472, 14496, 14520, 14544, 14568, 14592, 14616, 14640, 14664, 14688, 14712, 14736, 14760, 14784, 14808, 14832, 14856, 14880, 14904, 14928, 14952, 14976, 15000, 15024, 15048, 15072, 15096, 15120, 15144, 15168, 15192, 15216, 15240, 15264, 15288, 15312, 15336, 15360, 15384, 15408, 15432, 15456, 15480, 15504, 15528, 15552, 15576, 15600, 15624, 15648, 15672, 15696, 15720, 15744, 15768, 15792, 15816, 15840, 15864, 15888, 15912, 15936, 15960, 15984, 16008, 16032, 16056, 16080, 16104, 16128, 16152, 16176, 16200, 16224, 16248, 16272, 16296, 16320, 16344, 16368, 16392, 16416, 16440, 16464, 16488, 16512, 16536, 16560, 16584, 16608, 16632, 16656, 16680, 16704, 16728, 16752, 16776, 16800, 16824, 16848, 16872, 16896, 16920, 16944, 16968, 16992, 17016, 17040, 17064, 17088, 17112, 17136, 17160, 17184, 17208, 17232, 17256, 17280, 17304, 17328, 17352, 17376, 17400, 17424, 17448, 17472, 17496, 17520, 17544, 17568, 17592, 17616, 17640, 17664, 17688, 17712, 17736, 17760, 17784, 17808, 17832, 17856, 17880, 17904, 17928, 17952, 17976, 18000, 18024, 18048, 18072, 18096, 18120, 18144, 18168, 18192, 18216, 18240, 18264, 18288, 18312, 18336, 18360, 18384, 18408, 18432, 18456, 18480, 18504, 18528, 18552, 18576, 18600, 18624, 18648, 18672, 18696, 18720, 18744, 18768, 18792, 18816, 18840, 18864, 18888, 18912, 18936, 18960, 18984, 19008, 19032, 19056, 19080, 19104, 19128, 19152, 19176, 19200, 19224, 19248, 19272, 19296, 19320, 19344, 19368, 19392, 19416, 19440, 19464, 19488, 19512, 19536, 19560, 19584, 19608, 19632, 19656, 19680, 19704, 19728, 19752, 19776, 19800, 19824, 19848, 19872, 19896, 19920, 19944, 19968, 19992, 20016, 20040, 20064, 20088, 20112, 20136, 20160, 20184, 20208, 20232, 20256, 20280, 20304, 20328, 20352, 20376, 20400, 20424, 20448, 20472, 20496, 20520, 20544, 20568, 20592, 20616, 20640, 20664, 20688, 20712, 20736, 20760, 20784, 20808, 20832, 20856, 20880, 20904, 20928, 20952, 20976, 21000, 21024, 21048, 21072, 21096, 21120, 21144, 21168, 21192, 21216, 21240, 21264, 21288, 21312, 21336, 21360, 21384, 21408, 21432, 21456, 21480, 21504, 21528, 21552, 21576, 21600, 21624, 21648, 21672, 21696, 21720, 21744, 21768, 21792, 21816, 21840, 21864, 21888, 21912, 21936, 21960, 21984, 22008, 22032, 22056, 22080, 22104, 22128, 22152, 22176, 22200, 22224, 22248, 22272, 22296, 22320, 22344, 22368, 22392, 22416, 22440, 22464, 22488, 22512, 22536, 22560, 22584, 22608, 22632, 22656, 22680, 22704, 22728, 22752, 22776, 22800, 22824, 22848, 22872, 22896, 22920, 22944, 22968, 22992, 23016, 23040, 23064, 23088, 23112, 23136, 23160, 23184, 23208, 23232, 23256, 23280, 23304, 23328, 23352, 23376, 23400, 23424, 23448, 23472, 23496, 23520, 23544, 23568, 23592, 23616, 23640, 23664, 23688, 23712, 23736, 23760, 23784, 23808, 23832, 23856, 23880, 23904, 23928, 23952, 23976, 24000, 24024, 24048, 24072, 24096, 24120, 24144, 24168, 24192, 24216, 24240, 24264, 24288, 24312, 24336, 24360, 24384, 24408, 24432, 24456, 24480, 24504, 24528, 24552, 24576, 24600, 24624, 24648, 24672, 24696, 24720, 24744, 24768, 24792, 24816, 24840, 24864, 24888, 24912, 24936, 24960, 24984, 25008, 25032, 25056, 25080, 25104, 25128, 25152, 25176, 25200, 25224, 25248, 25272, 25296, 25320, 25344, 25368, 25392, 25416, 25440, 25464, 25488, 25512, 25536, 25560, 25584, 25608, 25632, 25656, 25680, 25704, 25728, 25752, 25776, 25800, 25824, 25848, 25872, 25896, 25920, 25944, 25968, 25992, 26016, 26040, 26064, 26088, 26112, 26136, 26160, 26184, 26208, 26232, 26256, 26280, 26304, 26328, 26352, 26376, 26400, 26424, 26448, 26472, 26496, 26520, 26544, 26568, 26592, 26616, 26640, 26664, 26688, 26712, 26736, 26760, 26784, 26808, 26832, 26856, 26880, 26904, 26928, 26952, 26976, 27000, 27024, 27048, 27072, 27096, 27120, 27144, 27168, 27192, 27216, 27240, 27264, 27288, 27312, 27336, 27360, 27384, 27408, 27432, 27456, 27480, 27504, 27528, 27552, 27576, 27600, 27624, 27648, 27672, 27696, 27720, 27744, 27768, 27792, 27816, 27840, 27864, 27888, 27912, 27936, 27960, 27984, 28008, 28032, 28056, 28080, 28104, 28128, 28152, 28176, 28200, 28224, 28248, 28272, 28296, 28320, 28344, 28368, 28392, 28416, 28440, 28464, 28488, 28512, 28536, 28560, 28584, 28608, 28632, 28656, 28680, 28704, 28728, 28752, 28776, 28800, 28824, 28848, 28872, 28896, 28920, 28944, 28968, 28992, 29016, 29040, 29064, 29088, 29112, 29136, 29160, 29184, 29208, 29232, 29256, 29280, 29304, 29328, 29352, 29376, 29400, 29424, 29448, 29472, 29496, 29520, 29544, 29568, 29592, 29616, 29640, 29664, 29688, 29712, 29736, 29760, 29784, 29808, 29832, 29856, 29880, 29904, 29928, 29952, 29976, 30000, 30024, 30048, 30072, 30096, 30120, 30144, 30168, 30192, 30216, 30240, 30264, 30288, 30312, 30336, 30360, 30384, 30408, 30432, 30456, 30480, 30504, 30528, 30552, 30576, 30600, 30624, 30648, 30672, 30696, 30720, 30744, 30768, 30792, 30816, 30840, 30864, 30888, 30912, 30936, 30960, 30984, 31008, 31032, 31056, 31080, 31104, 31128, 31152, 31176, 31200, 31224, 31248, 31272, 31296, 31320, 31344, 31368, 31392, 31416, 31440, 31464, 31488, 31512, 31536, 31560, 31584, 31608, 31632, 31656, 31680, 31704, 31728, 31752, 31776, 31800, 31824, 31848, 31872, 31896, 31920, 31944, 31968, 31992, 32016, 32040, 32064, 32088, 32112, 32136, 32160, 32184, 32208, 32232, 32256, 32280, 32304, 32328, 32352, 32376, 32400, 32424, 32448, 32472, 32496, 32520, 32544, 32568, 32592, 32616, 32640, 32664, 32688, 32712, 32736, 32760, 32784, 32808, 32832, 32856, 32880, 32904, 32928, 32952, 32976, 33000, 33024, 33048, 33072, 33096, 33120, 33144, 33168, 33192, 33216, 33240, 33264, 33288, 33312, 33336, 33360, 33384, 33408, 33432, 33456, 33480, 33504, 33528, 33552, 33576, 33600, 33624, 33648, 33672, 33696, 33720, 33744, 33768, 33792, 33816, 33840, 33864, 33888, 33912, 33936, 33960, 33984, 34008, 34032, 34056, 34080, 34104, 34128, 34152, 34176, 34200, 34224, 34248, 34272, 34296, 34320, 34344, 34368, 34392, 34416, 34440, 34464, 34488, 34512, 34536, 34560, 34584, 34608, 34632, 34656, 34680, 34704, 34728, 34752, 34776, 34800, 34824, 34848, 34872, 34896, 34920, 34944, 34968, 34992, 35016, 35040, 35064, 35088, 35112, 35136, 35160, 35184, 35208, 35232, 35256, 35280, 35304, 35328, 35352, 35376, 35400, 35424, 35448, 35472, 35496, 35520, 35544, 35568, 35592, 35616, 35640, 35664, 35688, 35712, 35736, 35760, 35784, 35808, 35832, 35856, 35880, 35904, 35928, 35952, 35976, 36000, 36024, 36048, 36072, 36096, 36120, 36144, 36168, 36192, 36216, 36240, 36264, 36288, 36312, 36336, 36360, 36384, 36408, 36432, 36456, 36480, 36504, 36528, 36552, 36576, 36600, 36624, 36648, 36672, 36696, 36720, 36744, 36768, 36792, 36816, 36840, 36864, 36888, 36912, 36936, 36960, 36984, 37008, 37032, 37056, 37080, 37104, 37128, 37152, 37176, 37200, 37224, 37248, 37272, 37296, 37320, 37344, 37368, 37392, 37416, 37440, 37464, 37488, 37512, 37536, 37560, 37584, 37608, 37632, 37656, 37680, 37704, 37728, 37752, 37776, 37800, 37824, 37848, 37872, 37896, 37920, 37944, 37968, 37992, 38016, 38040, 38064, 38088, 38112, 38136, 38160, 38184, 38208, 38232, 38256, 38280, 38304, 38328, 38352, 38376, 38400, 38424, 38448, 38472, 38496, 38520, 38544, 38568, 38592, 38616, 38640, 38664, 38688, 38712, 38736, 38760, 38784, 38808, 38832, 38856, 38880, 38904, 38928, 38952, 38976, 39000, 39024, 39048, 39072, 39096, 39120, 39144, 39168, 39192, 39216, 39240, 39264, 39288, 39312, 39336, 39360, 39384, 39408, 39432, 39456, 39480, 39504, 39528, 39552, 39576, 39600, 39624, 39648, 39672, 39696, 39720, 39744, 39768, 39792, 39816, 39840, 39864, 39888, 39912, 39936, 39960, 39984, 40008, 40032, 40056, 40080, 40104, 40128, 40152, 40176, 40200, 40224, 40248, 40272, 40296, 40320, 40344, 40368, 40392, 40416, 40440, 40464, 40488, 40512, 40536, 40560, 40584, 40608, 40632, 40656, 40680, 40704, 40728, 40752, 40776, 40800, 40824, 40848, 40872, 40896, 40920, 40944, 40968, 40992, 41016, 41040, 41064, 41088, 41112, 41136, 41160, 41184, 41208, 41232, 41256, 41280, 41304, 41328, 41352, 41376, 41400, 41424, 41448, 41472, 41496, 41520, 41544, 41568, 41592, 41616, 41640, 41664, 41688, 41712, 41736, 41760, 41784, 41808, 41832, 41856, 41880, 41904, 41928, 41952, 41976, 42000, 42024, 42048, 42072, 42096, 42120, 42144, 42168, 42192, 42216, 42240, 42264, 42288, 42312, 42336, 42360, 42384, 42408, 42432, 42456, 42480, 42504, 42528, 42552, 42576, 42600, 42624, 42648, 42672, 42696, 42720, 42744, 42768, 42792, 42816, 42840, 42864, 42888, 42912, 42936, 42960, 4

L'APPLICATION DU PLAN BARRE BIS

M. Ceyrac mobilise le patronat dans la bataille pour l'emploi

(extension de la cotisation patronale sur les salaires jeunes et des apprentis embauchés, élargissement des compétences formation, extension, régime de pré-retraite, etc.) ou au-delà, un travail d'accompagnement et d'appui des employeurs. Produits de ces efforts par le gouvernement, les entreprises de prélever sur le budget formation des moyens financiers pour lancer des actions en faveur de l'emploi, le C.R.I. a financé, notamment, cent soixante délégués locaux régionaux chargés de promouvoir l'embauche. Leur rôle : reconnaître aux entreprises les nouvelles facilités offertes par

ARMAND
LANOUX
*Collection Les Vies
Collection Les Passions*
and
d'amour.
Série.
Nouveau LANOUX

d'amour
 d'été.
 au LANOUX